



## MARDI 29 OCTOBRE 2019

« Nous entrons maintenant dans la dépression économique finale. »

- ▶ **Extinction Rébellion: mauvaise cible, bonne cible** (Harvey Mead) p.1
- ▶ **Un hymne pour l'ère post-industrielle** (Tim Watkins) p.8
- ▶ **Nouvelles routes de la soie : le coup commercial du siècle qui précipite l'effondrement** p.10
- ▶ **La forêt amazonienne proche du « point de bascule irréversible » si rien n'est fait... d'ici deux ans** p.13
- ▶ **Le gaz naturel est-il le nouveau charbon ?** (Justin Mikulka) p.15
- ▶ **Il n'y a rien de civil dans la guerre civile. Ou "troubles civils".** (Tom Lewis) p.18
- ▶ **Pourquoi l'interdiction du Fracking ne se produira jamais** (Robert Rapier) p.19
- ▶ **Le Texas durement touché par le ralentissement des schistes** p.23
- ▶ **Les shales des États-Unis se préparent pour la saison des gains désastreux** (Nick Cunningham) p.24
- ▶ **Les pannes de courant en Californie font partie d'un problème beaucoup plus grave** p.26
- ▶ **Le mythe du bioplastique : dernier piège du capitalisme vert ?** p.27
- ▶ **Civilisés à en mourir** p.35
- ▶ **L'empreinte écologique de Netflix et cie ne cesse d'augmenter** p.41
- ▶ **Kaczynski contre la technologie cloisonnée** (Michel Sourrouille) p.42

### SECTION ÉCONOMIE

- ▶ **« La FED augmente la dose d'(r)EPO à 120 milliards par jour ! »** (Charles Sannat) p.44
- ▶ **Les investisseurs se retirent des marchés actions** (Charles Sannat) p.47
- ▶ **En période de récession, attendez-vous à ce que les banques centrales réécrivent les règles** (Nouriel Roubini) p.49
- ▶ **Les rapports de cette semaine montreront probablement que l'économie américaine se détériore** p.51
- ▶ **La faillite monétaire devient inévitable** p.52
- ▶ **Le prix Nobel Robert Shiller « voit des bulles partout »** p.58
- ▶ **Le progrès est civilisateur et dévalorisateur; il impose un nouveau Pacte Social.** (Bruno Bertez) p.60
- ▶ **Mensonges du déficit budgétaire : Quel est le déficit réel ?** (Mish) p.63
- ▶ **"C'est l'économie, imbécile !" (Jim Rickards)** p.67
- ▶ **Le « coup d'Etat » de Mario Draghi** (Bruno Bertez) p.69
- ▶ **Réjouissez-vous : ça pourrait toujours être pire !** (Bill Bonner) p.71

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

## **Extinction Rébellion: mauvaise cible, bonne cible**

Publié par [Harvey Mead](#) le 24 Oct 2019

Lorsque Gandhi animait des masses pour protester de façon non violente, son objet était évident et on pouvait difficilement – sauf pour ceux qui constituaient l'objet – remettre l'intervention en question. Quand Martin Luther King et de nombreux autres se mettaient en marche à travers les États-Unis, leur objet était évident et on pouvait difficilement – sauf pour ceux qui vivaient dans le drame de l'objet depuis des générations – remettre l'intervention en question.



*Le problème est que nous ne connaissons pas bien «la vérité» qui serait l'objet des interventions d'Extinction Rébellion*

Les récentes interventions d'[Extinction Rébellion](#), qui se réclament de la tradition de la désobéissance civile et de celle de Thoreau, ratent la cible, n'ayant ni objet (évident ou pas) ni adhésion recherchée ne pouvant être remise en question. Finalement, le mouvement veut que les gouvernements [1] (i) déclarent une urgence climatique, (ii) agissent pour ramener les émissions à zéro d'ici 2025 et (iii) mettent en branle une assemblée citoyenne sur le climat et la justice écologique. Nulle part sur le site, nulle part dans les interventions, n'avons-nous la moindre idée de ce qui serait en cause et il est à soupçonner que les responsables n'en ont pas non plus. Alors que l'impérialisme et le racisme dans de nombreuses formes s'identifiaient assez facilement, l'urgence climatique, bien que d'origine humaine, n'est pas la responsabilité d'une partie mal orientée de la société, en l'occurrence les gouvernements, mais de la mise en œuvre depuis des générations d'un modèle de développement qui implique toutes les parties des pays riches.

### ***L'incompréhension des enjeux***

Je me plains constamment de l'absence d'un portrait réaliste et convainquant de notre situation, limité presque exclusivement pour le moment à un [calcul fait par Normand Mousseau en 2013](#) et qui paraît dans un encadré du document de consultation de la Commission sur les enjeux énergétiques du Québec qu'il co-présidait. Clé dans son calcul, la nécessité de transformations majeures dans le parc automobile, soit le retrait des routes de la moitié du parc soit sa conversion en véhicules électriques. Récemment, un document a été rendu public qui me donnait l'espoir d'y trouver des mises à jour.

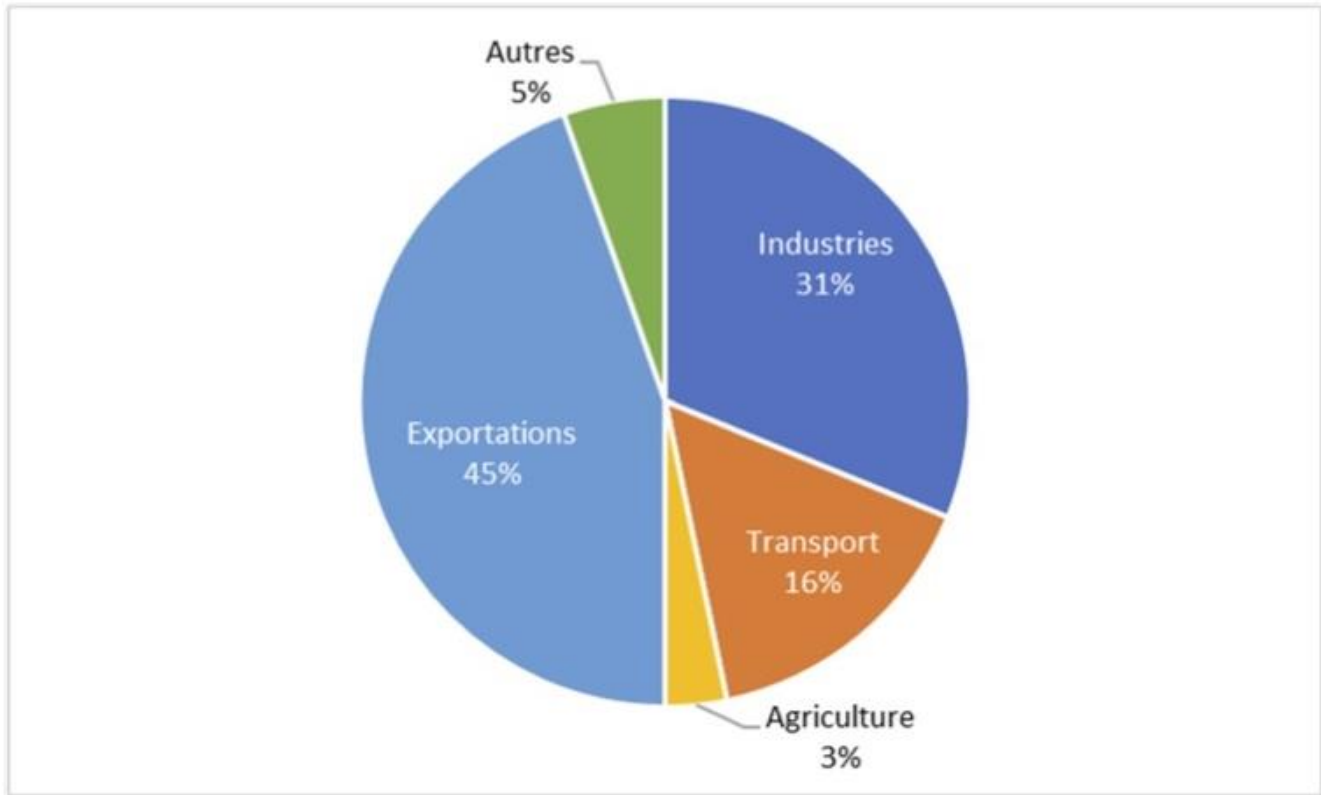
[Le rapport Dunsky](#) *Trajectoires de réduction d'émissions de GES du Québec – Horizons 2030 et 2050: Rapport final* fournit, en utilisant un modèle (NATEM) reconnu et compréhensif, les résultats requis mais sans entrer dans le détail de la façon dont les gestes en cause influeraient sur la vie des gens. Même les auteurs du rapport constatent à plusieurs reprises qu'ils ne sont pas capables d'identifier ce qui, dans le modèle, aboutit à certains résultats.

Le rapport est, finalement, une esquisse dans les grandes lignes mais sans précisions de la vision de l'économie verte retenue par l'ensemble des acteurs cherchant à gérer les crises environnementales et économiques à partir de changements structurels et partant en bonne partie des revendications des mouvements environnemental et social au fil des décennies. Les principales hypothèses du rapport semblent voir la mise en œuvre de ces revendications selon un échéancier qui est, pour une première fois, établi, cela en suivant les avertissements du GIEC. Le rapport cible 2030 et 2050 pour ses analyses. La principale valeur du rapport semble être une sorte de

démonstration que la mise en place d'une économie verte qui permettrait d'atteindre la cible de réductions de GES pour 2030 est possible.

*L'atteinte des objectifs semblerait possible...*

**Graphique S8 : La répartition de la consommation additionnelle d'électricité à l'horizon 2030.**



L'accroissement de la consommation d'énergie d'ici 2030 n'est pas important, selon le rapport, et presque la moitié de cela vise l'exportation. Modèle de croissance oblige...

L'objectif retenu est celui du gouvernement, soit une réduction de 37,5% des émissions d'ici 2030. Le GIÉC cible maintenant une réduction de 45% d'ici 2030 pour éviter un dépassement de 1,5°C, et on peut situer l'objectif gouvernemental dans une perspective voyant le dépassement atteindre 2°C, si je comprends bien les calculs. Entre autres, on y projette des constructions d'infrastructures électriques assez importantes, même si c'est surtout pour après 2030. Et les exportations provenant de l'électricité ainsi produite constituent une bonne partie du portrait. Ceci correspond en même temps aux orientations du gouvernement Legault.

Le rapport est parsemé de constats à l'effet que les interventions devront être massives, rapides et généralisées et constituer des «changements sans précédent», «une profonde réforme économique», «un changement de cap majeur», «une transformation majeure», comportant «des investissements massifs en capitaux» mais, suivant l'approche retenue et le modèle, ne représente pas un plan d'action (ce qui est attendu du gouvernement Legault au début de 2020).

Ce rapport est le fruit d'un exercice de modélisation visant à tracer les grandes lignes d'une décarbonisation de l'économie québécoise. Ni prévision, ni plan d'action, il décline les changements requis pour atteindre les cibles et objectifs du Québec, tout en abordant les coûts et bénéfices qui en découleront pour le Québec. Pour que ces changements aient lieu, des mesures économiques et règlementaires vigoureuses seront nécessaires.

Les mesures se déclinent en quatre blocs: la maîtrise de l'énergie, l'électrification de nombreux usages de l'énergie, la production accrue d'électricité et de bioénergies, ainsi que d'autres mesures touchant l'agriculture, les déchets et l'industrie. (Avant-Propos)

Une sorte de résumé de ce qui serait en cause se trouve dans le Sommaire.

Au regard de cette analyse, voici les priorités qui émergent en vue de la cible de 2030:

Si le Québec souhaite tirer le maximum de co-bénéfices de sa transition vers une société sobre en carbone — tant pour l'économie que pour la santé humaine —, il lui faudra prioriser l'électrification des transports, la réduction et la valorisation des déchets, ainsi que la production et l'utilisation de bioénergies (ceux-ci représentent 60 % des réductions attendues en 2030).

Les réductions dans les transports sont parmi les plus coûteuses, mais sont probablement celles qui procurent les bénéfices les plus importants (amélioration de la balance commerciale du secteur énergétique, de qualité de l'air et de la santé des Québécois).

Afin de minimiser les coûts et les risques de cette transition, le Québec devra miser davantage sur l'efficacité énergétique et la réduction des demandes. Des actions en matière d'urbanisme, d'aménagement du territoire, d'économie circulaire ou d'ajustement du système alimentaire rendront la marche moins grande à monter quand viendra le temps de remplacer les technologies actuelles par des solutions de recharge sobres en carbone.

Nous concluons que le Québec est particulièrement bien placé pour réussir la décarbonisation de son économie et pour tirer son épingle du jeu sur les plans de l'économie et de la santé humaine. Toutefois, l'effort nécessaire ne doit pas être sous-estimé, et devra viser toutes les occasions de réduction sans exception. xvii-xviii

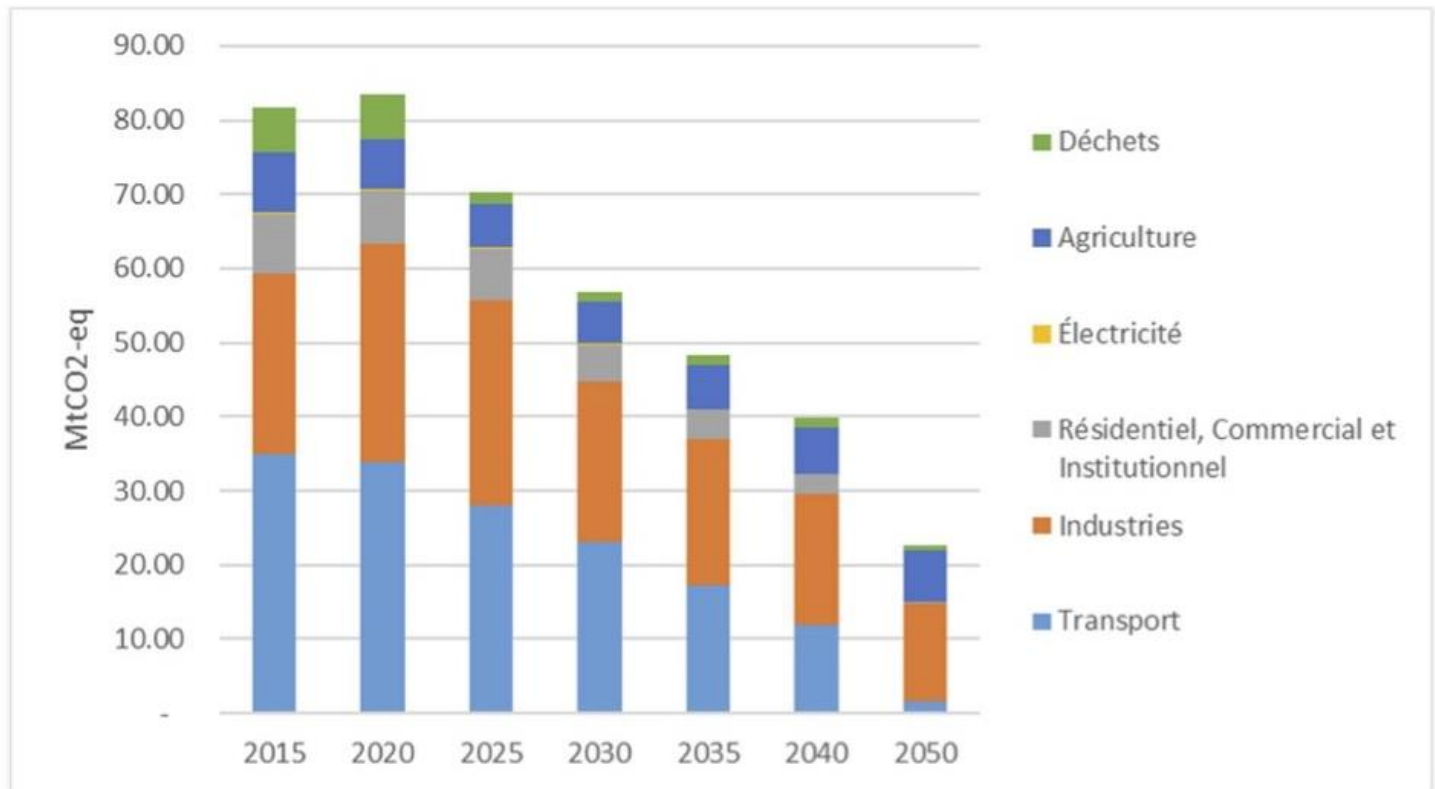
Des tableaux fournissant les pistes à court, à moyen et à long termes se trouvent aux pages 80-84, suivant les mêmes secteurs que ceux couverts beaucoup plus simplement par Mousseau. Les pistes ne comportent ni de précisions ni de spécificités, alors que celles-ci constitueront des défis majeurs pour les responsables gouvernementaux qui travaillent sur le plan d'action pour l'an prochain. Et même si les priorités identifiées dans ce texte définissent les scénarios alternatifs présentés dans le deuxième chapitre du rapport, ceux-ci ne semblent pas nécessaires pour l'atteinte de la cible de 2030, fondée sur le recours à une multitude de technologies existantes déjà. Dans la période pré-2030, ils représentent de grandes orientations sans exiger des interventions pendant cette période.

### ***Vraiment la responsabilité des gouvernements?***

En analysant ce rapport produit pour le gouvernement, on pourrait se laisser croire que tout est fonction d'interventions gouvernementales, mais là aussi, sans entrer dans les détails, le rapport insiste sur l'effort qui devra venir de tous les secteurs de la société, y compris les individus et le secteur privé. Extinction Rébellion pourrait s'y insérer, dans son absence de spécificités quant aux mesures réclamées, en imaginant un gouvernement doté de tous les pouvoirs nécessaires, y compris sur les individus et les entreprises, et cela sans s'occuper de leur adhésion à l'effort. Ce n'est pas tout à fait la vision de ce groupe, dont un des trois piliers est un renforcement de la démocratie... En fait, une telle situation est inimaginable et non désirable de toute façon.

Beaucoup est caché par le modèle, mais il n'est pas facile à voir comment le futur plan d'action sortirait de la complexité du modèle, dont seul le scénario C paraît mériter attention. Dès le départ – ce n'est pas

**Graphique 1-3 – Émissions sectorielles, scénario C**



Il est surprenant de voir si peu de changement dans le secteur des transports pendant la prochaine décennie.

surprenant... – le travail s’effectue en présumant du modèle économique actuel, avec un ensemble de défis associés à la croissance jugés normaux. Il s’agit d’une version de «l’économie verte» prônée explicitement pendant la campagne fédérale par le Parti vert du Canada (en fait, par tous les partis implicitement, puisqu’il n’existe pas d’alternatives qu’ils soient capables d’imaginer) et que je critique pour ses illusions depuis des années. C’est le sujet du chapitre 5 de mon livre.

Le modèle est «un outil d’optimisation économique», et tout le travail se fait dans le cadre du maintien du système actuel visant la croissance. Sous contrat avec le gouvernement, qui adhère à ce modèle, le travail maintient la cible de -37.5% pour 2030, la décrivant comme ambitieuse sans référence à l’intervention du GIÉC qui indique qu’il nous faudrait atteindre -45%. Il présente quatre scénarios pour la période d’ici 2030, dont les deux premiers ne comportent pas l’atteinte de la cible de -37.5% et qui ne sont donc pas vraiment d’intérêt. Le 4<sup>e</sup> scénario atteint l’objectif de -87.5% versus le 3<sup>e</sup> qui n’atteint que -75%, et ces deux scénarios représentent des équivalences, face aux incertitudes en cause dans des projections visant 30 ans...

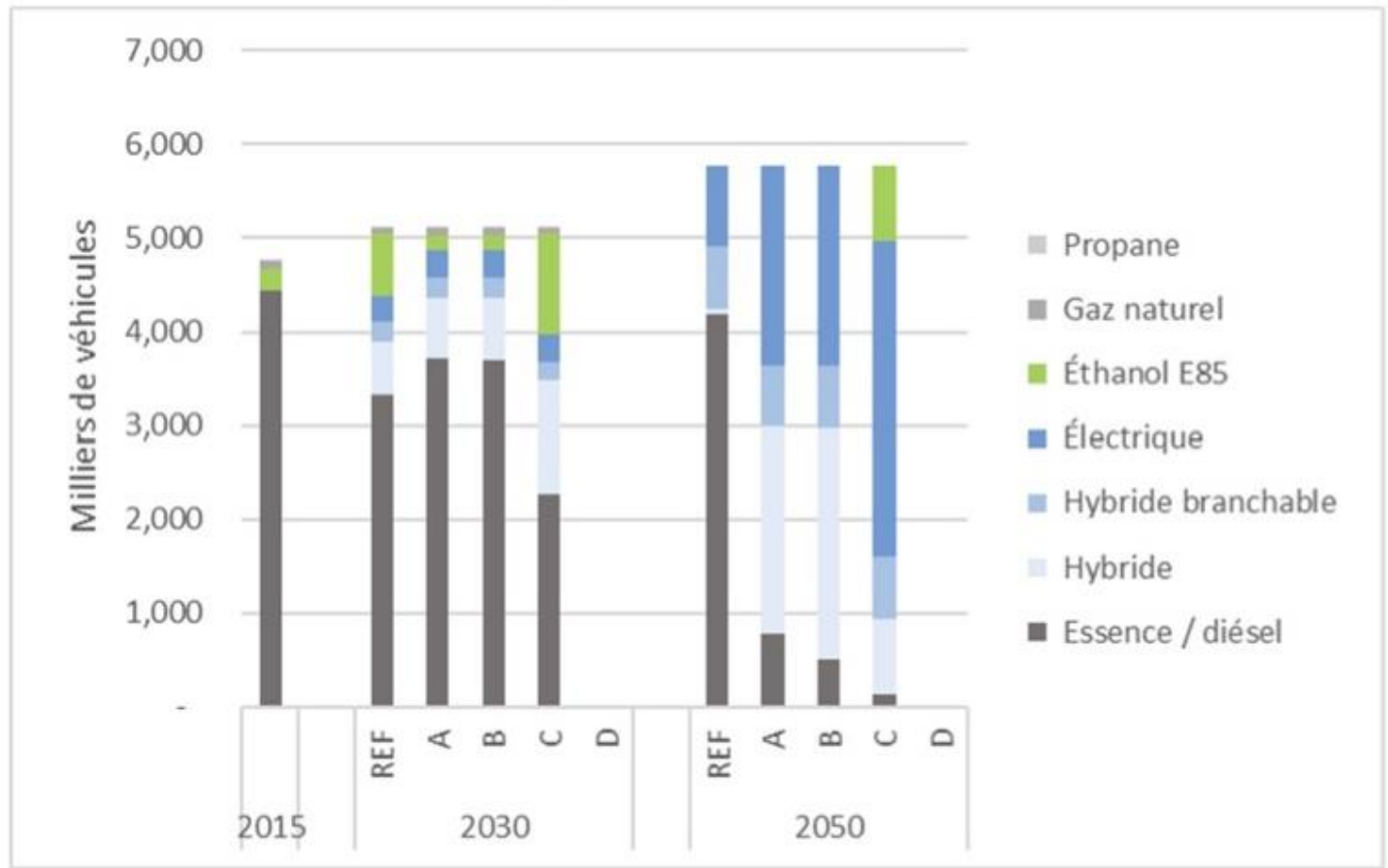
### ***Une grande complexité d’intervention pour éviter les écueils sociaux***

On voit l’approche du modèle en regardant ses constats sur le parc automobile en 2030. Dans les transports, il n’y a pas beaucoup de changement dans le transport des personnes, avec la consommation d’essence encore importante en 2030 et le parc automobile en augmentation, dépassant les 5 millions de véhicules en 2030 et continuant à augmenter par après. Alors qu’on serait porté à penser qu’il s’agit du secteur où la transformation sociétale devrait s’opérer, presque en priorité, ce n’est pas le cas, et même le camionnage lourd et l’avion restent importants dans le scénario C.

Le modèle semble éviter les perturbations sociétales (et de consommation) qui comporteraient de sérieux problèmes d’«acceptabilité sociale» et passe par une complexité importante dans l’ensemble de mesures

inscrites dans sa programmation et qui touchent l'ensemble des secteurs, cela en fonction de paramètres ciblant le coût et la technologie disponible.

**Graphique 1-21 – Composition du parc automobile (nombre de véhicules – milliers)**



Le travail prévoit que le parc automobile deviendra éventuellement tout électrique, mais cela dans le contexte d'un accroissement du parc qui est déjà très important...

Il faut souligner que les interventions en matière de transport figurent parmi les plus coûteuses. On doit présumer qu'un énorme effort est fait par le modèle «derrière la scène» pour travailler les options moins coûteuses, en grand nombre... Cela semble confirmé à la page 45, où on trouve le coût moyen pour le scénario C à environ 2,6MM\$ par année à l'horizon 2030, bien en deçà du coût marginal à cette date.

Par contre, la hausse de prix du carbone affecte très peu les solutions des scénarios de réduction, car dans ceux-ci la cible ou l'objectif de réduction de GES est beaucoup plus contraignant que le prix du carbone. Autrement dit, les contraintes de réduction de GES des scénarios vont bien au-delà des réductions que permet d'obtenir le prix du carbone et ce sont donc ces contraintes qui déterminent en majeure partie les résultats de la modélisation...

Cela signifie que le prix du carbone induit par le marché du carbone, s'il se situe en deçà des niveaux alternatifs de prix du carbone modélisés, serait insuffisant pour permettre à lui seul l'atteinte des cibles et objectifs de réduction du Québec (avec des réductions en territoire québécois seulement), selon l'étendue des hypothèses de prix actuelles. (p.46-47)

Cette conclusion préliminaire aboutit au chapitre sur les scénarios alternatifs, puisque le travail doit aborder une série de défis (les projections de demandes, les risques technologiques, les ressources disponibles ou les

contraintes d'acceptabilité sociale – p.48) en voyant que le prix du carbone ne fournit pas à lui seul le résultat voulu. Il reste que le modèle permet d'atteindre la cible de -37.5% en 2030 avec son scénario C, cela avec seulement le recours aux technologies existantes. C'est l'atteinte de l'objectif de 2050 (-85%) qui exige le recours aux scénarios alternatifs du chapitre 2.

L'atteinte de la cible 2030 exige les énormes transformations de la société signalées à répétition, mais le document ne fournit pas des précisions quant à celles-ci, en mettant l'accent sur l'effort d'atteindre l'objectif de 2050 que les scénarios de réduction de GES du chapitre 1, générés par le modèle, ne réussissent pas à faire complètement.

### ***Une vue d'ensemble (?)***

Le rapport conclut:

La réduction des demandes doit faire partie de la solution.

La combinaison de nos réductions de demandes (scénario 4) amène une baisse du coût marginal de plus de 40 % à l'horizon 2050 (scénario C). La réduction des demandes permet également d'aller plus loin dans l'atteinte des cibles et objectifs de réduction, soit jusqu'à 85 % de réduction à l'horizon 2050 permettant ainsi l'atteinte de la cible et des objectifs du Québec.

Le CSC et la BECSC doivent également faire partie de la solution comme technologie de dernier recours.

Les scénarios 6 (CSC sans contrainte et BECSC) et 8 (scénario favorable incluant le CSC sans contrainte) sont les seuls à atteindre le scénario de réduction D sans l'achat de crédits de carbone internationaux. Ces technologies permettent également de réduire les coûts marginaux, surtout à long terme.

Des risques technologiques importants demeurent.

Avec le retrait des technologies jugées plus risquées (scénario 5), seul le scénario de réduction A est atteint. Ceci confirme l'importance d'appuyer le développement de technologies afin de consolider les options de réduction disponibles. (p.89)

Il est intéressant de voir les interventions d'Extinction Rébellion cibler les transports urbains, en pensant apparemment que les perturbations occasionnées chez les automobilistes vont aboutir à des actions gouvernementales qui n'auront rien à voir avec ces transports. On va manger moins de viande, on va frapper l'industrie de l'aluminium – mais presque aucun impact pour les transports personnels?

Finalement, Extinction Rébellion vise la bonne cible, en toute inconscience. La multitude de gestes identifiés par le modèle du rapport Dunsky sans qu'ils ne soient identifiables ni par le commun des mortels ni par les responsables des politiques publiques semble comporter une telle complexité dans la mise en œuvre de politiques qui s'y attaquent que nous devons probablement et plutôt penser qu'il faut viser – comme Extinction Rébellion à son insu – un secteur stratégique d'intervention où il sera possible de faire intervenir l'ensemble de la société. Nous sommes de retour à l'approche de Mousseau d'il y a maintenant six ou sept ans pour identifier les cibles.

### **NOTE :**

[1] On voit en même temps une situation au Canada qui fera que les gouvernements ne répondront pas, surtout depuis l'élection fédérale du 21 octobre. [Un article d'Annie Chaloux et Hugo Séguin](#) dans *Le Devoir* du 24 octobre esquisse les obstacles, assez bien connus et assez évidents, et un éditorial du même journal le même

jour, [«Est-Ouest: Concilier l'inconciliable»](#) aborde le même thème. Le premier note que nous sommes devant des options «économie verte» (voir plus haut dans l'article ici) et décroissance, ce qui semble sortir de l'ordinaire parmi les commentaires. Le deuxième insiste sur le changement de modèle en cours (mais probablement pensant à un remplacement de l'énergie fossile par les énergies renouvelables):

Ceux qui accusent les libéraux, les néodémocrates ou les bloquistes d'être responsables de la division opposant l'est et l'ouest du pays font fausse route. Cette division est d'abord et avant tout le fait des positions d'arrière-garde soutenues par les conservateurs fédéraux et leurs homologues provinciaux dans un monde en profonde mutation.

D'ores et déjà, l'Alberta et la Saskatchewan peuvent difficilement compter sur l'exploitation pétrolière pour assurer leur prospérité. L'une et l'autre doivent dès aujourd'hui travailler à l'avènement d'une économie du XXIe siècle.

Cette démarche aurait été rendue plus facile grâce aux milliards de dollars tirés des redevances pétrolières qui ont servi à maintenir les taux d'imposition les plus faibles au pays au lieu d'être épargnés comme en Norvège. Là encore, ce ne sont ni les libéraux ni le NPD et encore moins le Bloc qui sont responsables de cette absence de prévoyance, mais les élus conservateurs, locaux et nationaux, pour qui des impôts peu élevés sont toujours le meilleur signe d'un bon gouvernement.

Trudeau était dans une bien meilleure position en 2015 qu'aujourd'hui, et on ne doit pas s'attendre à ce qu'il intervienne comme il faut. Pour un prochain article...

**NOTE:** [Un deuxième rapport](#) qui vient de sortir est le résultat de travaux menés par une équipe de la Chaire de gestion du secteur de l'énergie, HEC Montréal, sous Pierre-Olivier Pineau, avec Philippe Gauthier comme principal consultant: *Portrait et pistes de réduction des émissions industrielles de gaz à effet de serre au Québec: Projet de recherche sur le potentiel de l'économie circulaire sur la réduction de gaz à effet de serre des émetteurs industriels québécois*. Il est intéressant d'y voir le portrait fourni du secteur industriel du Québec, et l'énorme complexité qui serait en cause dans l'effort de réduire davantage ses émissions, celles-ci ayant été déjà réduites sensiblement depuis quelques années.

## **Un hymne pour l'ère post-industrielle**

**Tim Watkins 28 octobre 2019**

**THE CONSCIOUSNESS OF SHEEP**

The storm is coming - will you be ready?

Tout au long de l'histoire, c'est aux poètes et aux artistes plutôt qu'aux scientifiques et aux économistes - et encore moins aux politiciens et aux journalistes - de présenter la véritable nature de la condition humaine. En gardant cela à l'esprit, je me suis demandé s'il n'y avait pas eu une chanson populaire qui résumait notre situation actuelle de l'impact humain et ses sous-crisis environnementales, d'épuisement des ressources et d'effondrement économique. Il s'avère qu'il y a un tas de chansons apocalyptiques qui imaginent les horribles destins qui pourraient frapper l'humanité dans un avenir pas trop lointain.



Five Years Left de David Bowie a imaginé une catastrophe du millénaire non précisée du genre de celle qui était populaire dans les années 1970. Le Karn Evil 9 d'Emerson Lake and Palmer de 1973 imaginait la course effrénée vers l'anéantissement nucléaire au plus fort de la guerre froide, plus plausible. En 1987, REM a annoncé la fin du monde tel que nous le connaissons, tandis qu'en 1989, Chris Rea nous a dit que nous étions sur la route de l'enfer. Mais aucune de ces visions n'atteint vraiment la banalité maligne de la situation difficile à laquelle nous sommes confrontés.

Il y avait, cependant, une chanson beaucoup plus ancienne et beaucoup plus simple qui va au cœur de notre situation. Il s'avère qu'une chanson folklorique allemande du seizième siècle offre un meilleur aperçu de la catastrophe qui se déroule autour de nous que toutes les visions apocalyptiques offertes par l'industrie musicale. La chanson en question met en vedette la techno-utopique Lotte, qui croit qu'il y a une solution technique à chacun des problèmes auxquels nous sommes confrontés. L'ennemi juré de Lotte - Hans - est cependant beaucoup plus conscient de la complexité qui fait de ce qui semble être une série de problèmes un problème unique et insoluble.

Mis à jour pour le monde moderne, Hans pourrait expliquer patiemment que les combustibles fossiles que nous brûlons depuis 300 ans ont pollué et miné l'habitat humain, nous laissant confrontés au mieux à de graves difficultés et au pire à l'extinction complète de l'humanité. Hans expliquerait aussi que d'une façon ou d'une autre, nous devons nous sevrer de ces combustibles fossiles parce que nous les avons tellement épuisés - et une foule d'autres ressources minérales - au point que la production future ne peut que s'effondrer.

La solution de Lotte est une combinaison de panneaux solaires, d'éoliennes, de barrages hydroélectriques, de barrages marémoteurs, de pompes géothermiques et de biocarburants. Hans, bien sûr, les objets qui, pour remplacer l'énergie que nous tirons actuellement du charbon, du gaz et du pétrole, nécessiteraient un effort mondial massif pour déployer l'équivalent de deux centrales nucléaires tous les trois jours ou 1 500 éoliennes couvrant une superficie de 300 milles carrés chaque jour, pendant les trente prochaines années ! Mais ce n'est là que le début de nos problèmes car, explique Hans, une fois que nous nous serons débarrassés de l'industrie des combustibles fossiles et de tous les procédés industriels qui l'entourent, nous ne serons plus en mesure d'entretenir et de remplacer l'infrastructure nucléaire et/ou non renouvelable de récupération d'énergie renouvelable que nous avons construite à sa place.

Lotte ne peut pas voir ça, bien sûr. Si l'éolienne cesse de fonctionner, dit-elle à Hans, "Il suffit de la remplacer". Mais Hans objecte : "Où trouverons-nous l'acier et le béton pour la base ? Où va-t-on trouver le plastique pour les lames ?" Lotte suggère que Hans trouve une aciérie, une cimenterie et une usine de plastique. Mais Hans souligne que puisque ces trois éléments faisaient partie de l'infrastructure pétrolière que nous avons remplacée et qu'aucun de ces matériaux ne peut être fabriqué sans la matière première des combustibles fossiles ou la

chaleur que seuls les combustibles fossiles peuvent produire, la seule façon de les fabriquer est avec les combustibles fossiles dont nous avons besoin - et que nous n'aurons finalement d'autre choix - que de cesser de les utiliser.

La chanson sur Lotte et Hans a été anglicisée au XXe siècle et est devenue une comptine que la plupart des enfants anglophones auront chantée à un moment donné dans leur éducation. Pour la version anglaise, Lotte et Hans ont été remplacés par l'Américaine Lisa et Henry. La chanson - There's a hole in my bucket - explique précisément pourquoi une évaluation trop étroite du problème peut rendre plausibles des pseudo-solutions simples - mais erronées. Henry ne peut pas réparer le trou dans son seau parce qu'il n'a pas de paille ; il ne peut pas couper la paille parce que son couteau est trop émoussé ; il ne peut pas aiguiser le couteau parce que la meule est trop sèche ; et, bien sûr, il ne peut pas mouiller la meule car il y a un trou dans son seau...

Comme c'est le cas aujourd'hui en ce qui concerne l'impact humain, le problème est suffisamment réel. Mais ceux qui proposent des solutions soi-disant " vertes " basées sur la récolte d'énergie renouvelable, comme tant de Lisas et Lottes, n'ont tout simplement pas compris l'ensemble du tableau. Dans la plupart des cas, ils supposent que les économistes savent de quoi ils parlent lorsqu'ils affirment que si le prix est correct, les ressources nécessaires ou un substitut tout aussi bon seront toujours disponibles. En d'autres termes, ils supposent que l'économie industrielle mondiale basée sur les combustibles fossiles sera encore capable de fournir les ressources que nous pourrions souhaiter longtemps après que nous l'aurons remplacée par quelque chose de beaucoup moins matériel et beaucoup moins énergétique.

La prochaine fois que quelqu'un essaie de vous dire que nous pouvons "sauver le monde" avec une combinaison d'énergie éolienne et solaire, dites-lui simplement qu'il y a une vieille chanson allemande qu'il voudra peut-être écouter.

## **Nouvelles routes de la soie : le coup commercial du siècle qui précipite l'effondrement**

26 octobre 2019



Mr Mondialisation

**Le Président chinois Xi Jinping en parle comme du projet du siècle : les nouvelles routes de la soie, aussi appelées Belt and Road Initiative (BRI), véritables artères flambant-neuves de la mondialisation, ont pour ambition de faciliter et de développer le commerce mondial. Afin d'assurer son hégémonie commerciale et fluidifier les échanges de marchandises à l'échelle internationale, Pékin multiplie les acquisitions et les chantiers maritimes et terrestres pharaoniques, au mépris des conséquences désastreuses pour l'environnement qu'ils induisent.**

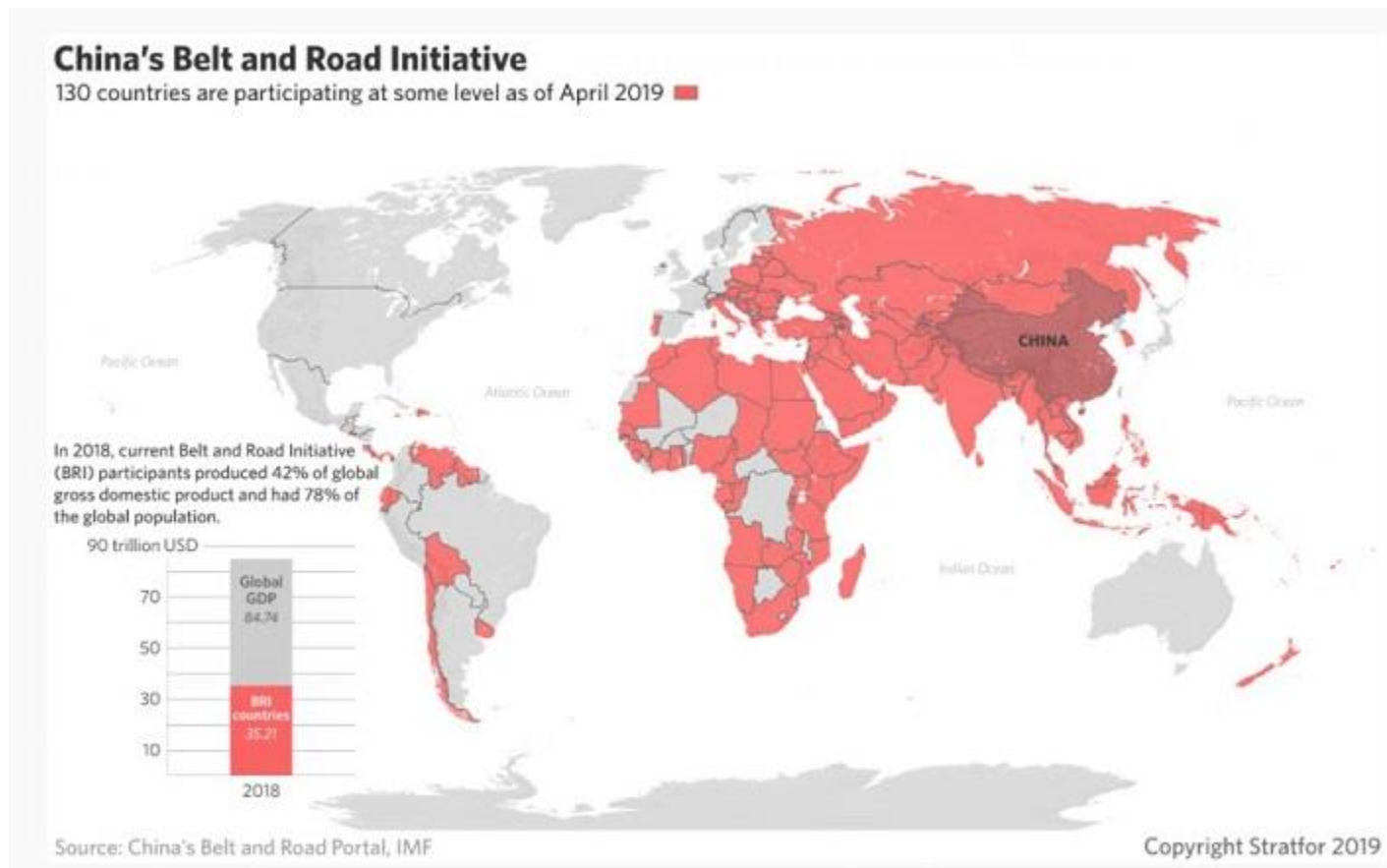
Le projet BRI a été lancé en 2013 par le Président Xi Jinping dans le but déclaré de **relier davantage la Chine aux marchés du reste du monde**. Concrètement, la BRI consiste en la création d'une « ceinture » terrestre qui parcourt l'Asie et l'Europe doublée d'une « route » maritime qui se déploie jusqu'en Afrique. De nouvelles liaisons commencent même aujourd'hui à apparaître du côté de l'Amérique du Sud et centrale. Au total, **ce gigantesque réseau d'infrastructures énergétiques, routières, ferroviaires, maritimes et digitales** couvrira plus de deux tiers de la population mondiale. Une toile d'araignée connectée qui mise une fois encore sur **le caractère espéré de la croissance mondiale infinie**.

### **Mondialisation 2.0**

En ce moment même, de plus en plus de pays rejoignent le programme ambitieux, parfois appelé « **mondialisation 2.0** » tant il deviendra central à l'économie mondialisée. La réalisation de la BRI est

aujourd'hui bien engagée et devient inévitable. Xi Jinping est sur le point de mettre en œuvre le plus grand projet commercial jamais pensé à l'échelle du monde. **Des échanges plus intenses, plus fréquents, plus rapides... mais surtout encore plus polluants.** Car, en dépit des déclarations, l'aspect écologique n'est pas vraiment prioritaire dans le modèle. Comment pourrait-il l'être alors qu'il s'agit d'**une nouvelle atteinte contre l'économie locale** qui peine déjà à résister aux marchés d'échelle.

Après de nombreux rapports d'ONG, c'est ainsi un think tank chinois, le Centre Tsinghua pour la finance et le développement, qui pointait début septembre **la menace potentielle que représente la BRI pour la lutte contre le réchauffement climatique.** Si les effets néfastes sur l'environnement du commerce mondial ne sont plus à prouver, la pollution atmosphérique occasionnée par les transports maritimes industriels **n'est pas le seul problème posé** par les nouvelles routes de la soie.



*Avril 2019 – les 130 pays impliqués dans la BRI (source : FMI)*

## Les enjeux écologiques au second plan

Parmi les 130 pays qui ont signé des accords de coopération avec la Chine, **un grand nombre peine déjà à tenir leurs engagements pour l'environnement**, et ce projet ne devrait pas les y aider, bien au contraire. Le centre Tsinghua a modélisé les effets du développement des ports, pipelines, voies ferrées et autoroutes liées à la BRI dans certains de ces pays. Résultat : la Russie, l'Iran, l'Arabie Saoudite ou encore l'Indonésie **devraient réduire leurs émissions de CO<sub>2</sub> de 68% d'ici à 2050** pour rencontrer les objectifs de l'Accord de Paris de 2015. Un tour de force dans un contexte où la croissance économique reste un objectif majeur des activités économiques et politiques.

En ce qui concerne l'impact environnemental de la BRI, les déclarations officielles de Pékin demeurent peu claires. En théorie, **les normes du pays hôte doivent être respectées lors de la construction d'infrastructure.** Mais une réglementation trop ambitieuse pourrait tempérer l'intérêt des autorités chinoises, et les enjeux écologiques se voient donc souvent relégués au second plan par les pays en question. Le régime de Pékin met

tout en œuvre pour que **la dépendance au développement économique qu'il apporte continue de primer** sur tout le reste.

## L'énergie, le nerf de la guerre

En parallèle, le régime de Président Xi Jinping insiste sur ses « **projets verts** » **lancés dans le cadre des nouvelles routes de la soie**. Des centrales solaires, des barrages hydrauliques et des parcs éoliens seront effectivement mis en place, participant volontiers au mythe d'une croissance verte. Pourtant, [une étude publiée par le World Resources Institute en collaboration avec le Global Development Policy Center de Boston](#) pointe le fait que les investissements dans le projet entre 2014 et 2017 ont été **dirigés dans une large mesure vers l'utilisation abondante des énergies fossiles**. « *La plupart des projets énergétiques et de transports sont encore étroitement liés aux secteurs traditionnels* », analyse encore le rapport, qui recommande par ailleurs plus de transparence au gouvernement chinois. Le [Global Environment Institute](#) avance pour sa part le chiffre de **240 projets d'énergie à base de charbon** auxquels Pékin aurait participé entre 2001 et 2016 dans le cadre de la BRI. Autant dire que les projets « verts » sont les arbres qui cachent la forêt.

Le CECP (corridor économique Chine-Pakistan), qui relie la Chine au port de Gwadar, en mer d'Arabie, rassemble à lui seul une bonne partie de ces projets. Plus de la moitié des dépenses engagées dans ce corridor d'une importance stratégique capitale, soit **33 milliards de dollars, sont investis dans des centrales énergétiques classiques**. Près de 75% de l'électricité ainsi produite proviendra de centrales au charbon. Le contrôle du port de Gwadar avait été cédé à la Chine en 2015 pour une période de 43 ans.



*Le Président Xi Jinping lors d'un forum international dédié à la BRI en mai 2017 (source : Reuters)*

## Une consommation énorme de ressources naturelles

Outre les ressources énergétiques, **de nombreux autres matériaux sont nécessaires pour mener ce projet à bien**. Des quantités énormes de bois, de sable, de calcaire et de nombreux autres minéraux plus ou moins rares sont engouffrées chaque jour par les nombreux chantiers de la BRI à travers le globe. L'extraction et le transport de ces ressources naturelles ne manquent pas d'engendrer des dégâts importants à l'environnement, notamment en Afrique. De par sa taille, c'est peut-être d'ailleurs le projet qui **affiche le plus manifestement les conséquences et besoins de la mondialisation** triomphante.

Le continent Africain est devenu aujourd'hui le principal fournisseur de la Chine, dont l'appétit pour les matières premières semble sans limite. Pékin multiplie ainsi les chemins de fer et autres **routes commerciales en pleine nature comme dans les mers destinées à l'acheminement des ressources depuis l'Afrique**,

profitant souvent des réglementations plus souples en matière d'environnement mais aussi de la dépendance des pays en voie de développement à leur grande puissance économique.

## Une menace grandissante pour la biodiversité

Des chantiers aussi importants que ceux-là empiètent aussi forcément sur le territoire de la faune locale. C'est ce que dénonçait en 2018 de nombreux experts de l'environnement du monde entier. Dans le cadre d'une [tribune publiée dans Nature Sustainability](#), ils estimaient, s'appuyant sur [un rapport de WWF](#), que **les routes commerciales de la BRI pourraient nuire gravement à plus 265 espèces menacées**, dont certaines en danger critique d'extinction. En plus d'envahir leur territoire, la BRI augmente la fragmentation de leur habitat, la pollution tant atmosphérique que sonore ou lumineuse et le risque d'introduction d'espèces invasives. **Ces chantiers contribuent également à déplacer des populations locales**, qui figurent parmi les premières victimes du projet.

Dérèglement climatique, pollution atmosphérique, surconsommation de ressources naturelles, déforestation, perte d'habitat pour des espèces végétales et animales... **La liste des impacts désastreux des nouvelles routes de la soie est longue.** Le type de projets développés (qui font la part belle aux énergies fossiles), leur grande diversité, le manque de réglementation stricte dans les pays concernés et l'impérialisme économique destructeur de la Chine, **premier émetteur de CO<sub>2</sub> du monde** (avec plus de 30% des émissions à son actif), engendrent des risques sans précédent pour l'environnement. Alors que la crise écologique exige des réponses qui s'articulent autour de la subsistance locale et d'un changement complet de paradigme, **de nombreux gouvernements continuent de s'engager toujours plus sur la voie d'une mondialisation intensive** qui menace l'avenir de la planète. Reste à comprendre pourquoi les populations continuent-elles de les élire, précipitant par là même leur propre extinction. **Tout ça pour quelques gadgets pas chers fabriqués en Chine ?**

**[La forêt amazonienne proche du « point de bascule irréversible » si rien n'est fait... d'ici deux ans](#)**

[dailygeekshow.com/](http://dailygeekshow.com/) octobre 2019

*Un rapport sur le climat craint qu'elle ne produise plus assez de pluie nécessaire à sa survie à partir de 2021*



**L'Amazonie brûle, et le point de non-retour est plus proche qu'on ne le pensait : un rapport du *Peterson Institute*, un groupe indépendant étudiant les problématiques économiques mondiales, basé à Washington D.C., indique qu'à ce rythme de déforestation, la forêt amazonienne sera condamnée en 2021.**

## **L'Amazonie, fondamentale à notre planète, est gravement menacée**

L'Amazonie couvre 60 % de la superficie du Brésil, accueille 18 millions d'habitants, dont de nombreuses populations autochtones, et constitue la plus grande forêt tropicale du monde : elle abrite 20 % des espèces, faune et flore, de la planète. Mais depuis les années 70, 800 000 km<sup>2</sup> sont partis en fumée pour les besoins du développement économique : bois, agriculture, mine, routes, barrages et spéculation foncière.

Les conséquences sont diverses : la déforestation menace les écosystèmes et les populations locales, enrayer le processus de production d'oxygène, de séquestration du carbone et de régulation de la température. [Cette étude](#) indique que les arbres de la forêt amazonienne capturent de 60 à 80 milliards de tonnes de carbone. La destruction de la forêt pourrait induire le rejet de 200 millions de tonnes de carbone dans l'atmosphère, ce qui précipite le changement climatique, fatal à la forêt.

## **Des nouvelles politiques qui annulent les efforts en faveur de l'environnement**

Cette étude fait le point sur les faits, ainsi que ce qui doit être entrepris au-delà des logiques politiques, car l'urgence est réelle. Monica De Bolle explique que si le réchauffement climatique est considéré comme responsable, à raison, des feux de forêts, les feux en Amazonie sont dus à des « échecs de politiques gouvernementales à travers les années ». Ceux-ci sont provoqués par des « fermiers, propriétaires de bétail et autres tous les ans pour libérer du terrain, mais leur nombre et leur gravité ont augmenté en 2019 ». Jair Bolsonaro, le nouveau président brésilien depuis janvier 2019, est naturellement impliqué, en tenant à respecter ses promesses de campagne sur l'allègement des normes environnementales, sanitaires, et celles sur l'exploitation des terres.

En 2004, le président Lula avait permis le lancement d'un plan d'action dans le contrôle de la déforestation : celle-ci avait été fortement réduite entre 2004 et 2014, notamment par une surveillance accrue de son avancée par satellite, menant à des pénalités pour les responsables. Celle-ci avait repris dès 2015-2016, ce que De Bolle attribue à la période de récession du pays, menant à des coupes de budget, donc une gestion des terres forestières plus difficile. Ce qui alarme particulièrement aujourd'hui est le fait que Bolsonaro tienne à défaire les politiques environnementales montées par les gouvernements précédents, pour le seul intérêt économique que peuvent engendrer l'élevage, la culture de soja et d'huile végétale, etc. Ainsi, en août 2019, la déforestation suivant la saison des pluies était 222 % supérieure à celle de 2018. Bolsonaro, sous le feu des critiques venant du monde entier, [accusait d'ailleurs les ONG](#) pour les milliers de départs de feu.

Ces prédictions ne sont pas admises par tous : si la communauté s'accorde à définir un vrai moment de bascule à 20 % de déforestation de la superficie totale (la forêt amazonienne en est aujourd'hui à 17 %), d'autres spécialistes du climat, comme Carlos Nobre, ne voient pas le point de bascule si tôt, mais plutôt dans [15-20 ans](#). Si De Bolle avait appelé ses prédictions une « [provocation](#) » visant à une prise de décision immédiate, Nobre commentait : « J'espère qu'elle a tort. Si elle a raison, c'est la fin du monde. » Les prévisions peuvent varier, notamment dans la prise en compte du réchauffement climatique qui s'accélère.

## **Quelles solutions ?**

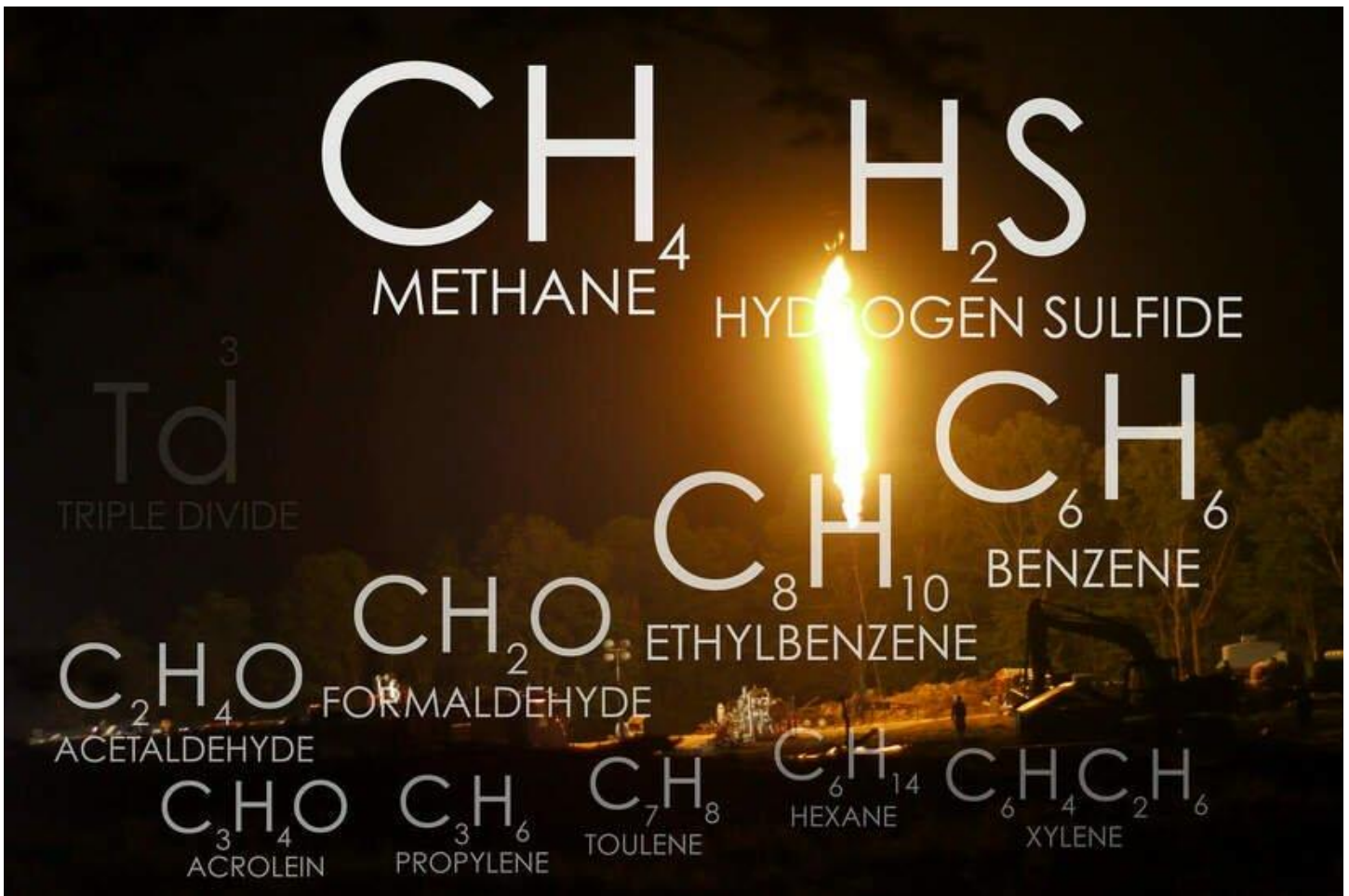
De Bolle préconise une coopération internationale dans la protection de ces ressources : elle suggère que l'Amérique rejoigne les accords de Paris, et immédiatement établisse un plan d'action commun avec le Brésil, afin de préserver et restaurer la forêt tropicale. De même, que le Brésil agisse rapidement sur le plan politique, stoppe l'exploitation illégale des ressources forestières et protège les populations indigènes : des alternatives économiques pourraient être envisagées, comme l'exploitation d'hévéa, ou la culture des noix, afin que la forêt et son action soient conservées. De plus, la protection des forêts engendrerait des millions d'emplois — selon De Bolle, 200 emplois pour 1000 hectares de forêt, ce qui mène à des chiffres très conséquents au vu de l'engagement du Brésil, lors des accords de Paris, d'en restaurer 12 millions d'hectares.

Le rapport conseille également de rétablir l'*Amazon Fund*, un dispositif [REDD+](#) de donations internationales afin de préserver les forêts. Jusqu'ici, ce dispositif REDD+ est surtout resté une coquille vide. Quoiqu'il en soit, il est impératif pour les dirigeants du monde entier de passer au-delà des dissensions politiques afin de suivre une action concrète, car l'urgence est réelle :

« Si les feux en Amazonie doivent être condamnés, il est temps pour la communauté internationale de laisser de côté ses griefs justifiés contre l'administration Bolsonaro, et de coopérer sur une stratégie pour fournir les ressources nécessaires à la conservation et au développement de la plus grande forêt tropicale unie de la planète. »

## Le gaz naturel est-il le nouveau charbon ?

Par [Justin Mikulka](#) – Le 27 septembre 2019 – Source [DeSmog](#)



Voici une [liste complète](#) des émissions présentes dans l'air après qu'un puits a été fracturé, puis brûlé à la torche ou ventilé.

Lors d'une [récente conférence](#) de l'industrie du gaz naturel à Houston, Peter Coleman, PDG de Woodside Petroleum, a averti ses collègues d'éviter le sort d'un autre combustible fossile, selon la publication spécialisée *Natural Gas Intelligence*.

« L'industrie se trouve vraiment à un moment critique », [a dit](#) M. Coleman. « Nous courons le risque d'être diabolisés comme cet autre combustible fossile qu'est le charbon. »

Les compagnies pétrolières et gazières ressentent une pression croissante, des signes indiquant que le pétrole perd de la faveur, à la fois auprès du public dans le contexte des préoccupations climatiques et auprès de certains investisseurs.

CNBC a récemment demandé en gros titre, « [Avons-nous été témoins du début de la fin de Big Oil ?](#) » Et le site Web d'investissement *Seeking Alpha* a qualifié les récents commentaires du PDG d'Exxon, Darren Woods, aux investisseurs de « *fantaisie* » parce que le PDG a fait tant de déclarations erronées sur les énergies renouvelables. L'article concluait que le « *modèle d'affaires de l'entreprise est mortellement défectueux, avec de graves conséquences* ».

L'industrie a réagi à ces pressions en demandant aux PDG des multinationales de [se réunir](#) à New York pendant la Semaine du climat des Nations Unies et de promouvoir le gaz naturel comme source d'énergie propre tout en s'attaquant aussi aux véhicules électriques.

Ben van Beurden, PDG de Royal Dutch Shell, [a déclaré](#) que pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris, « *le gaz naturel pourrait faire partie de la solution* ».

Pendant ce temps, Exxon's Woods a continué à attaquer les véhicules électriques, dont le projet [KochvsClean](#) dont DeSmog a montré qu'il représentait une menace sérieuse pour l'industrie pétrolière.

Malgré les preuves que les voitures électriques sont [bien meilleures](#) pour le climat que les voitures à essence, même lorsqu'elles fonctionnent au charbon [*Centrales qui produisent leur électricité, NdT*], Woods a répété le [mythe](#) en disant : « *À quoi bon avoir des véhicules électriques qui finiront par être chargés par l'électricité produite par le charbon ?* »

L'ancien secrétaire à l'énergie d'Obama, Ernest Moniz, a co-écrit un éditorial du Wall Street Journal dans lequel il a insisté sur le fait que le gaz naturel « [rendra l'Afrique plus verte](#) », alors que l'industrie pétrolière et gazière s'apprête à se lancer dans le blanchiment écologique des combustibles fossiles à la Semaine du climat. C'est un peu la même chose chez Moniz qui est depuis longtemps un champion de la [fracturation](#) et du [gaz naturel](#).

## **Tout comme le charbon, le gaz naturel est un échec sur le plan économique**

La fracturation a produit tellement de gaz naturel aux États-Unis que les prix sont à des niveaux [historiquement bas](#) en raison de la « *surabondance* » de gaz naturel – ce qui, selon un [article récent](#) du *Natural Gas Intelligence*, pourrait durer encore cinq ans. La persistance des bas prix du gaz pourrait signifier qu'en 2020, les acheteurs mondiaux de gaz naturel liquéfié (GNL), un secteur de croissance majeur pour l'industrie, « *pourraient commencer à refuser les cargaisons américaines* ».

Une [analyse récente](#) de l'*Institute for Energy Economics and Financial Analysis* a résumé de façon très colorée ce que la sur-abondance et les prix bas prévus dans les années 2020 signifiaient pour l'industrie gazière.

« *... les têtes doivent chauffer dans les salles de réunions des producteurs de pétrole et de gaz des États-Unis et du Canada* », ont écrit les auteurs Tom Sanzillo et Kathy Kipple.

Bien que les défenseurs de l'environnement aient certainement « *diabolisé* » le charbon en raison de sa contribution au climat et à d'autres polluants atmosphériques, la principale raison pour laquelle l'utilisation du charbon aux États-Unis a diminué est qu'il est [trop coûteux](#) de concurrencer le gaz naturel et les énergies renouvelables moins coûteuses – comme l'[énergie nucléaire](#). Et aujourd'hui, la même dynamique se produit pour le gaz naturel, même avec des prix historiquement bas en raison d'un marché en surcapacité d'approvisionnement.

Comme nous l'avons déjà mentionné à propos surDeSmog, les prix du gaz naturel ne peuvent qu'augmenter à partir de là, alors que les prix de l'énergie renouvelable et du stockage [ne cessent de baisser](#).

L'économie de l'industrie houillère américaine a mené à [plusieurs faillites majeures](#) en 2019 – un phénomène auquel [font écho](#) les entreprises de la fracturation qui produisent une surabondance de gaz naturel, mais qui manquent de profits (ce que DeSmog [étudie](#) depuis plus d'un an).

Scott Forbes, vice-président chez Wood Mackenzie, analyste principal de l'industrie de l'énergie, a fait une évaluation [tout aussi sombre](#) de l'industrie de la fracturation :

Je parle à ces types, à toutes ces putains d'entreprises, tous les jours. Je suis très engagé dans ce qu'elles font avec leurs affaires, et je crois fermement que le modèle actuel est insoutenable.

*The Lone Star State* est le premier producteur de pétrole et de gaz naturel aux États-Unis et la production est en plein essor sous la présidence du Président @realDonaldTrump.

Tout comme le charbon, l'économie de la production de gaz naturel aux États-Unis et au Canada n'est pas viable, et c'est écrit sur tous les murs si tous ceux qui sont prêts à le lire le veulent.

La ville de *Medicine Hat*, en Alberta, au Canada, produit du gaz naturel depuis plus de 100 ans, ce qui lui vaut le surnom de « *Gas City* ». Toutefois, *Medicine Hat* aura besoin d'un nouveau surnom.

Après avoir perdu de l'argent à ce sujet au cours des dernières années, *Gas City* a annoncé qu'elle se retirait du marché du gaz. Brad Maynes, commissaire à l'énergie et aux services publics de la ville, a [expliqué](#) la décision au Calgary Herald : « *Nous ne pouvions tout simplement pas imaginer revenir à une rentabilité.* »

L'industrie américaine de la fracturation n'a pas été rentable au cours de la dernière décennie, les investisseurs perdent naturellement [confiance](#) dans les promesses non tenues de l'industrie et l'industrie [fait face](#) à une crise d'endettement majeure. Comme Scott Forbes l'a souligné : « *Ce n'est tout simplement pas durable.* »

## **Les énergies renouvelables battent le charbon et finiront par battre aussi le gaz naturel**

L'industrie pétrolière et gazière mise beaucoup sur le gaz naturel et continue de promouvoir l'idée qu'il s'agit d'une solution climatique tout [en lançant](#) une nouvelle campagne publicitaire, même si les PDG de Chevron et d'Equinor [ont admis](#) pendant la Semaine du climat de l'ONU que les fuites de méthane et le brûlage lié à la fracturation sont un problème grave que l'industrie ne pourra pas cacher pendant longtemps.

Et bien qu'il soit logique pour l'industrie d'essayer de verrouiller son produit à long terme, le gaz naturel – comme le charbon et le nucléaire – ne sera tout simplement pas en mesure de faire face à la chute rapide des prix de l'énergie renouvelable et de son stockage dans l'avenir.

Deux rapports [publiés](#) ce mois-ci par le *Rocky Mountain Institute* (RMI) ont conclu que bon nombre des centrales électriques et des gazoducs actuellement en construction finiront par échouer comme des investissements et des actifs [immobilisés](#).

Selon le *Rocky Mountain Institute*, il sera [plus coûteux](#) d'exploiter 90 % des centrales au gaz naturel que de construire des parcs éoliens et solaires avec des systèmes de stockage d'ici 2035 aux États-Unis.  
#EnergyTransition #energyinsights #EnergyandScale # Renewables...

« *Si des projets planifiés [gazières] sont construits, les investisseurs devront probablement faire face à des dizaines de milliards de dollars d'actifs immobilisés dans les années 2030, car l'exploitation de ces usines à gaz*

*devient rapidement plus coûteuse que la construction de nouveaux [portefeuilles d'actifs d'énergie propre] », indique le rapport du RMI.*

En somme, non seulement le gaz naturel est mauvais pour le climat et l'environnement, mais comme le charbon, c'est un mauvais investissement. Le fait que la société dans son ensemble soit confrontée à ces réalités, et à quelle vitesse, pourrait faire toute la différence pour l'avenir d'un climat où il fait bon vivre.

## **Il n'y a rien de civil dans la guerre civile. Ou "troubles civils".**

Par Tom Lewis | 28 octobre 2019

**THE DAILY IMPACT** CHRONICLING THE CRASH OF THE INDUSTRIAL AGE



Des gens qui ignorent l'histoire et la dynamique de la vie humaine, ont jeté par hasard des menaces de violence, voire de guerre civile en Amérique s'ils n'ont pas leurs druthers politiques. Certains d'entre eux qui sont membres du Congrès ont en fait lancé une action de foule au Capitole qui ne manquait que de torches et de fourches - et d'une cause - pour être la réplique d'un soulèvement.

Ils ne savent pas ce qu'ils font. Ceux qui se réfèrent à notre propre guerre civile parlent surtout de charabia - ils n'ont aucune idée de ses racines, de sa réalité ou de sa signification. Ceux qui jettent ces allumettes de haine et de violence potentielle pour en tirer un avantage politique mineur et momentané sourient et vous disent qu'une allumette ne peut détruire un pays, et c'est vrai, à moins qu'elle ne tombe sur une montagne d'amadou sec. Et ces gens ne savent même pas ce qu'est un poudrier humain, et encore moins à quel point il est près de s'enflammer.

Tout ce qu'ils ont à faire, c'est lever la tête et regarder autour d'eux. En ce moment, les matches atterrissent dans le monde entier, avec une fréquence et un effet en constante augmentation. Réfléchissez :

Hong Kong est en proie à de violentes manifestations depuis cinq mois. Il s'agissait d'un projet de loi autorisant l'extradition vers la Chine continentale. Mais la poudrière était le résultat d'années de privations. Veuillez noter que même si la loi a été retirée, les protestations se poursuivent sans relâche. Ce n'est pas le match qui te tue, c'est le feu des poudres.

Le Liban est presque un État en faillite, son économie est faible et lourdement endettée. La population a souffert en silence jusqu'à ce que le gouvernement propose une taxe sur les appels téléphoniques par Internet. Depuis deux semaines, des centaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue pour réclamer des réformes et le retrait de toute la classe politique au pouvoir.

Irak : Allumés par une rafale d'appels sur les médias sociaux début octobre pour descendre dans la rue, les foules ont répondu dans tout l'Irak, protestant contre la corruption du gouvernement, les services gouvernementaux médiocres et le chômage généralisé. Jusqu'à présent, 150 morts, 12 en un jour.

Chili : Le match a été une augmentation du prix des billets de métro dans la capitale. (Notez que le jumelage peut être, ou sembler être, une chose relativement insignifiante. Sauf quand c'est le match qui casse le dos du chameau.) Depuis le 18 octobre, les protestations se sont répandues dans tout le pays et sont devenues beaucoup plus que des billets de métro.

Équateur : Le gouvernement a cessé de subventionner le prix du carburant. Après huit morts et 1 340 blessés, le gouvernement a rétabli les subventions qu'il ne peut se permettre.

Et le rythme continue, en Bolivie, où le match a été disputé lors d'une élection présidentielle, en Egypte, où les accusations de corruption du gouvernement et le ressentiment de l'austérité sont devenus incendiaires. De même, des gens sont descendus dans la rue en Éthiopie et en Guinée.

Selon Reuters, l'effet cumulatif de tous ces incendies, brûlant aussi chaud, s'est fait sentir dans les suites exécutives des riches et célèbres. On craint de plus en plus l'imminence d'une récession mondiale - en fait, on craint de plus en plus qu'elle n'ait déjà commencé - qui non seulement aggravera les conditions qui mènent à la rébellion, mais privera les gouvernements endettés de la possibilité d'emprunter plus d'argent pour régler le problème. (Bien sûr, aucun des articles que j'ai consultés ne mentionne le problème qui est à l'origine de presque toutes ces éruptions - la destruction de l'agriculture par le changement climatique mondial).

Telle est la poudrière sèche qui souffle dans les vents de la planète et qui dérive haut contre les maisons de plus en plus inflammables des puissants. Quel match l'enflammera en Amérique ? Seul celui qui connaît l'histoire, qui a vécu ou du moins étudié ce que Camus appelait Résistance, Rébellion et Mort, comprend à quel point nous sommes proches de l'inflammation. Malheureusement, les gens qui ne savent rien du tout sont responsables de notre destin.

L'un des rares à l'avoir, le fabuleux entrepreneur en technologie Rick Hanauer, dit : "Vous me montrez une société très inégale, et je vais vous montrer un État policier. Ou un soulèvement. Il n'y a pas de contre-exemples. Aucune. Ce n'est pas si, c'est quand."

Quand les gens lui demandent ce qu'il voit devant lui, Hanauer leur répond qu'il voit des fourches.

## **Pourquoi l'interdiction du Fracking ne se produira jamais**

**Robert Rapier Collaborateur principal 7 sept. 2019**

**[JEAN-PIERRE : un(e) autre imbécile qui se présente comme POTUS.]**

*Cette semaine, le sénateur Warren a promis d'interdire immédiatement la fracture hydraulique s'il était élu président.*



*La candidate démocrate à l'élection présidentielle, la sénatrice Elizabeth Warren, D-Mass, salue alors qu'elle arrive à la campagne...*

C'est la saison primaire, ce qui signifie généralement que les candidats démocrates à la présidence essaient de voir qui peut aller le plus loin à gauche. C'est particulièrement vrai lorsqu'il s'agit de punir l'industrie pétrolière et gazière qui fournit la majeure partie de l'énergie du pays.

Le dernier test de la pureté des partis consiste à promettre d'interdire la fracturation des partis s'ils sont élus. La sénatrice Elizabeth Warren n'est qu'une des nombreuses personnes à faire une telle promesse, en tweetant : Le sénateur Warren promet d'interdire les fractures.



**Elizabeth Warren** ✓  
@ewarren

On my first day as president, I will sign an executive order that puts a total moratorium on all new fossil fuel leases for drilling offshore and on public lands. And I will ban fracking—everywhere.

1:26 PM · Sep 6, 2019 · [Twitter Web App](#)

*Le sénateur Warren promet d'interdire les fractures. Robert Rapier*

Les sénateurs Bernie Sanders et Kamala Harris ont tous deux fait des promesses similaires. Mais ce ne sont tout simplement pas des promesses réalistes.

**Ce que le Fracking a fait pour l'Amérique**

La reprise de la production pétrolière et gazière aux États-Unis au cours des douze dernières années est directement attribuable à la fracturation. Bien que la fracturation se poursuive aux États-Unis depuis la fin des années 1940, ce n'est qu'au tournant du siècle qu'elle a commencé à être de plus en plus utilisée en même temps que le forage horizontal. Ce mariage de technologies a été le point de départ d'un boom foudroyant qui a entraîné une renaissance de la production pétrolière et gazière.

La reprise de la production de gaz naturel a fait suite à des années de déclin et à des pics correspondants des prix du gaz naturel. Mais à mesure que la production augmentait, les prix du gaz naturel se sont effondrés. Cet effondrement des prix a été un facteur important pour les services publics qui sont passés du charbon au gaz naturel, ce qui a entraîné une baisse des émissions de dioxyde de carbone aux États-Unis plus importante que dans tout autre pays. Les États-Unis sont devenus le premier producteur de gaz naturel au monde et ont commencé à exporter du gaz naturel liquéfié (GNL).

En ce qui concerne le pétrole, en 2005, les importations nettes de pétrole et de produits finis comme l'essence avaient atteint 13 millions de barils par jour (BPD). Mais la fragmentation a fait monter en flèche la production pétrolière américaine, et c'est le seul facteur qui a fait chuter ces importations nettes à moins d'un million de barils par jour.

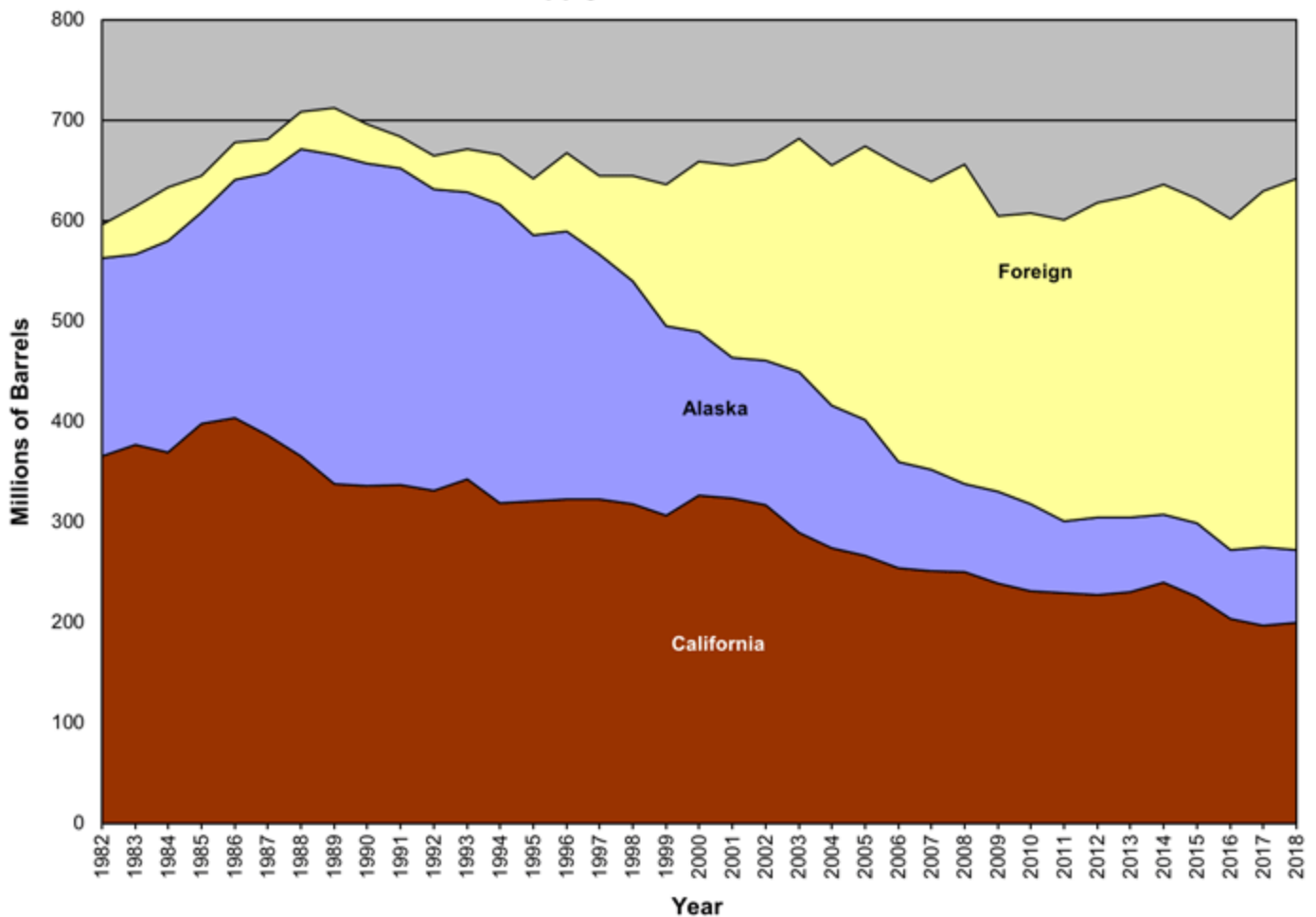
## **Conséquences d'une interdiction**

Comment les partisans d'une interdiction envisagent-ils son application ? Ils prévoient des baisses de production modestes et contrôlées, contrebalancées par d'autres politiques qui réduiraient la demande de pétrole. En d'autres termes, ils ne croient pas qu'une interdiction entraînerait une augmentation constante des importations de pétrole.

Cependant, si l'on regarde la Californie, un tableau différent se dessine. Il y a 20 ans, les principales sources d'approvisionnement en pétrole de la Californie étaient sa propre production et celle de l'Alaska. Ni la Californie ni l'Alaska ne se fracturent de façon appréciable. Les deux États n'ont pas profité du boom du schiste bitumineux qui a permis la fracturation. Au lieu de cela, la production de pétrole en Alaska et en Californie a diminué régulièrement.

Pendant ce temps, même si la Californie a les politiques les plus agressives du pays pour réduire la demande de pétrole, cette demande n'a pas diminué de façon appréciable. En conséquence, la dépendance de la Californie à l'égard du pétrole étranger a monté en flèche, ses deux principales sources de production nationale ayant diminué.

### Crude Oil Supply Sources to California Refineries



*La dépendance de la Californie à l'égard du pétrole étranger continue de croître.  
Commission californienne de l'énergie*

C'est instructif, car il s'agit d'une étude de cas réelle de l'absence de fractures dans le temps. Avant le boom économique, tout le pays était de plus en plus dépendant du pétrole étranger. Mais même si les importations globales de pétrole des États-Unis ont chuté alors que la production américaine de schiste bitumineux a augmenté, la dépendance de la Californie à l'égard du pétrole étranger continue d'augmenter de façon constante.

Selon les données de Baker Hughes, près de 90 % de tous les nouveaux puits de pétrole et de gaz sont aujourd'hui des puits horizontaux et fracturés. Une interdiction immédiate de la fracturation - comme ces candidats l'ont proposé - entraînerait une baisse immédiate de la production de pétrole et de gaz aux États-Unis.

Les importations nettes de pétrole, dont la tendance est à la baisse depuis des années, s'inverseraient immédiatement. La dépendance des États-Unis à l'égard du pétrole étranger recommencerait à croître. Nous n'avons pas à fantasmer sur ce qui pourrait arriver si nous adoptions simultanément des politiques agressives pour freiner la demande. Nous n'avons qu'à examiner les résultats réels en Californie.

Les exportations de gaz naturel se transformeraient également en importations de gaz naturel. Comme la demande mondiale de gaz naturel augmente, les pays qui ont besoin de GNL se tourneraient dans bien des cas vers des pays dont la protection de l'environnement est inférieure à celle des États-Unis. Vous avez peut-être raison de vous inquiéter de certaines fuites de méthane provenant des puits américains, mais de nombreux pays ont une fraction des contrôles environnementaux que nous avons aux États-Unis.

**Conclusion : proxénétisme ou naïveté**

Ce sont là certaines des choses qui se produiraient si le fracturage était immédiatement interdit. Ceux qui réclament une interdiction immédiate se livrent à des actes de proxénétisme ou sont naïfs. En réalité, il n'y aurait pas d'interdiction immédiate, car un président n'obtiendrait jamais le soutien politique nécessaire pour promulguer une telle interdiction nationale. Les interdictions locales obtiendront parfois un soutien, mais il n'y aura jamais d'interdiction à l'échelle nationale.

Ces candidats le savent probablement - et certains d'entre eux en connaissent même les conséquences - auquel cas ils ne font que se soumettre aux électeurs. Mais ce faisant, ils risquent de perdre des électeurs modérés qui, autrement, auraient pu voter pour eux.

## **Le Texas durement touché par le ralentissement des schistes**

Par Irina Slav - 28 oct. 2019, OilPrice.com



L'économie du Texas est peut-être la plus vulnérable aux fluctuations des prix du pétrole étant donné son rôle de premier plan dans l'industrie pétrolière du pays. Récemment, comme les prix sont restés bas, on a commencé à parler des perspectives de l'économie de l'État.

Selon un récent rapport de Reuters, par exemple, les petits producteurs indépendants de pétrole et de gaz de l'État du Lone Star ont du mal à obtenir des prêts auprès des banques, ces dernières se méfiant de plus en plus de la capacité des emprunteurs à rembourser l'argent quand le moment viendra.

Les emplois dans l'industrie pétrolière et gazière du Texas sont également en baisse. Le Houston Business Journal a rapporté ce mois-ci que le nombre d'emplois dans le secteur des mines et de l'exploitation forestière - catégorie qui comprend les emplois pétroliers et gaziers - a diminué de 1 100 en septembre. Au cours des 12 mois à compter de septembre 2018, l'industrie pétrolière et gazière de l'État n'a créé que 1 700 nouveaux emplois, soit le plus faible nombre de nouveaux emplois dans l'industrie texane au cours de la même période, selon les données de la Texas Workforce Commission.

Pourtant, tout le monde n'est pas inquiet. L'Université de Houston Energy Fellows, par exemple, a écrit dans un article pour Forbes que "les sonnettes d'alarme sont prématurées". Bien que les experts qui composent le groupe reconnaissent qu'il y a de nombreuses raisons de s'inquiéter de l'économie de Houston - l'article se concentre sur la ville - les prix du pétrole ne sont pas parmi eux.

La guerre commerciale avec la Chine et l'anticipation d'un ralentissement économique mondial causé par cette guerre est une préoccupation majeure pour toute économie et Houston ne fait pas exception. Les problèmes politiques et économiques en Europe sont également une source d'inquiétude. Pourtant, selon l'University of Houston Energy Fellows, les faillites dans l'industrie pétrolière et gazière de Houston ne sont que légèrement plus élevées cette année que l'an dernier, et le resserrement du crédit auquel sont confrontés les indépendants du secteur de l'énergie est "loin d'être comparable à 2015-2016".

Aussi vrai que cela puisse être, il n'y a aucune garantie que les choses se stabiliseront à ce niveau de problèmes et ne se détérioreront pas davantage. Reuters rapporte que les banques ont réduit la valeur perçue du pétrole et du gaz américains non seulement pour l'année prochaine mais pour les cinq prochaines années. Cette valeur constitue le fondement des prêts fondés sur les réserves, de sorte que plus elle est faible, moins les banques seraient disposées à donner d'argent aux entreprises.

Et puis il y a la question de l'exposition.

"Certaines banques estiment qu'elles sont trop exposées à l'énergie et veulent réduire une partie de ce risque ", a déclaré à Reuters Ian Rainbolt, un cadre supérieur de la société de capital-investissement Warwick Energy.

"Je m'attends à ce que les problèmes les plus importants concernent les producteurs de gaz naturel surendettés, en particulier ceux qui n'ont pas de transport ferme dans les zones géographiquement défavorisées ", a déclaré un autre directeur des services financiers, le directeur général de la banque d'investissement Carl Marks Advisors. Pour être juste, cet exécutif a dit que le plus gros problème est pour les entreprises des Appalaches, des Rocheuses et de l'Oklahoma.

Pendant ce temps, le Texas a commencé à exporter du brut permien pur - le brut léger et doux pompé à partir du schiste argileux le plus prolifique des États-Unis. Les acheteurs, surtout en Asie, veulent des barils dits " purs " avec une qualité constante de la qualité Midland - plus purs, mieux ce sera. C'est un nouveau marché qui peut prendre de l'expansion si les producteurs maintiennent une qualité constante. Tout nouveau marché renforcerait la résilience de l'industrie malgré les problèmes avec les banques et les prix de référence.

## **Les shales des États-Unis se préparent pour la saison des gains désastreux**

Par Nick Cunningham - 28 oct. 2019, OilPrice.com



*Shale américain*

Beaucoup de grands noms annonceront leurs résultats du troisième trimestre cette semaine, et les résultats devraient être pires que ceux de la même période en 2018.

Le moment est venu, car le secteur du schiste argileux fait face à un certain compte à rebours. Après des années

de volatilité des prix - avec plus de baisses que de hausses - les prix du pétrole n'ont pas réussi à revenir, même de loin, aux niveaux d'avant 2014. Pendant plusieurs années, les E&P de schistes se sont endettés et ont émis de nouvelles actions, promettant aux investisseurs qu'ils profiteraient à la fois d'un rebond des prix et d'une croissance rapide de la production.

Ils ont réalisé des gains au niveau de la production, mais pas au niveau des bénéficiaires. À un moment donné au cours de la dernière année, les investisseurs ont vraiment commencé à perdre confiance. Les actions du secteur pétrolier ont été les moins performantes de l'indice S&P 500 cette année.

La dernière publication des résultats ne contribuera probablement pas à apaiser le malaise des grands investisseurs. Les prix du pétrole et du gaz naturel ont chuté cette année, d'environ 17 % et 31 % respectivement. Les suppressions d'emplois sont de retour et les faillites sont à nouveau à la hausse.

Les majors pétrolières poursuivent leurs plans agressifs de mise en valeur des schistes argileux. Cela pourrait empêcher une baisse sensible de la production. Mais leurs bénéficiaires - bon nombre des grandes maisons de disques annoncent cette semaine - devraient être en baisse d'environ 40 % par rapport à l'an dernier, ce qui soulèvera des questions difficiles.

Certaines des plus grandes banques ont réduit leurs lignes de crédit au profit de plus petites entreprises d'exploration et de production de schiste argileux. Selon Reuters, JPMorgan Chase, Wells Fargo et la Banque Royale du Canada comptent parmi les prêteurs qui ont réduit le crédit qu'ils offrent aux foreurs.

La période dite de redétermination du crédit a lieu deux fois par an et les banques ont tendance à offrir un financement basé sur les réserves de l'entreprise. Des prix plus bas font baisser cette évaluation parce que certaines réserves ne sont plus rentables à produire. Par conséquent, la capacité d'accès au financement devient plus restreinte.

Fermer la possibilité d'emprunter de l'argent pourrait entraîner la faillite d'un plus grand nombre d'entreprises. Il y a eu environ 199 faillites de sociétés pétrolières et gazières nord-américaines depuis 2015, selon Haynes et Boone, LLP. Jusqu'en septembre, il y a eu 33 faillites en 2019, le nombre le plus élevé depuis 2016. Il y a eu 7 faillites en septembre seulement.

Comme le fait remarquer Reuters, les plans de secours pour les entreprises de schistes en difficulté sont limités. La vente d'actifs n'est peut-être pas une voie viable - l'activité de fusions et acquisitions a chuté brusquement, les acheteurs rejetant des projets en difficulté. En fait, l'activité dans le domaine des fusions et acquisitions est si faible que les banques d'investissement réduisent leurs positions sur leurs pupitres énergétiques.

De même, le retour sur les marchés boursiers pour une injection de liquidités est essentiellement un non-sens. Et comme nous l'avons mentionné, les banques hésitent à accepter de prêter davantage. La seule option est de réduire les dépenses.

La semaine dernière, le nombre d'appareils de forage américains a chuté de 21, la plus forte baisse en six mois. En fait, le nombre d'appareils de forage a diminué pendant 11 mois consécutifs à mesure que les foreurs se retirent. "Jusqu'à présent, la baisse des activités de forage ne s'est pas traduite par un ralentissement de la croissance de la production, mais ce n'est probablement qu'une question de temps", a déclaré la Commerzbank dans une note lundi. "Déjà, la production de schiste bitumineux n'augmente sensiblement que dans le bassin Permien, et à peine à Bakken. Il est déjà en train de tomber dans d'autres zones de schiste comme Eagle Ford et Anadarko."

La quantité de pétrole et de gaz produite fait également l'objet d'un examen de plus en plus minutieux par rapport à ce que les entreprises ont promis. M. Bloomberg a dressé le portrait d'un ancien gestionnaire de fonds de couverture qui a porté une attention particulière à Apache Corp, une société qui, de l'avis des " sceptiques des

schistes argileux ", surestime le ratio pétrole/gaz que certains de ses actifs peuvent produire.

Cela a conduit certains analystes à revoir à la baisse leurs prévisions de croissance de la production. "Le déclassement reflète la baisse des prix du pétrole, la baisse du nombre d'appareils de forage, les contraintes de capitaux, les goulots d'étranglement des pipelines et une tendance négative de la productivité des puits ", a écrit Rob West, associé de recherche à l'Oxford Institute for Energy Studies, dans un commentaire. "Après tout, 2019 a été une année pénible pour toute entreprise qui veut réduire ses prévisions de production, augmenter ses investissements ou signaler un incident opérationnel."

Après que Concho Resources ait révélé les résultats décevants de son projet "Dominator" de 23 puits il y a quelques mois, qui a provoqué une chute abrupte du cours de son action, il y aura probablement un examen plus approfondi de toute omission de production cette fois.

Toutefois, Rob West, de l'OIES, ajoute qu'il est peut-être "prématuré" de s'inquiéter de la productivité et que les foreurs ont encore de nombreuses façons de continuer à exploiter les gains de productivité. Les mésaventures de cette année n'ont pas besoin d'être la fin de l'histoire, a dit M. West.

Pour l'instant, les investisseurs perdent tout de même de l'intérêt, et cela ne changera peut-être pas tant qu'il n'y aura pas de changement majeur dans les perspectives de l'industrie. Les résultats du troisième trimestre ne fourniront probablement pas ce catalyseur. "Les gens ignorent maintenant les noms de schistes et ils en sont presque dégoûtés ", a déclaré Rohan Murphy, analyste chez Allianz Global Investors à Londres, dans une interview accordée à Reuters.

## **Les pannes de courant en Californie font partie d'un problème beaucoup plus grave**

**Leonard Hyman & William Tilles OilPrice.com octobre 2019**



Le week-end dernier, Pacific Gas & Electric a dû reprendre les coupures d'électricité à 930 000 clients, affectant plus de trois millions de personnes autour de San Francisco. Entre-temps, deux incendies de forêt importants, dont l'un pourrait avoir été causé par un mauvais fonctionnement de l'équipement des services publics, sont en train de brûler et des évacuations sont en cours. PG&E a informé ses clients que l'électricité dans les zones touchées peut être en panne jusqu'à une semaine.

Il ne serait pas exagéré de parler d'un air de crise ou de panique dans l'État. Malheureusement, les bonnes idées pour résoudre des problèmes difficiles et épineux surviennent rarement dans des circonstances difficiles. Et le gouverneur de Californie, le gouverneur Newsom, en est un bon exemple.

Hier, Bloomberg News a rapporté que le gouverneur de la Californie était intéressé par une prise de contrôle de PG&E par Warren Buffett's Berkshire Hathaway Corp. À première vue, cela semble logique à plusieurs égards. Premièrement, Berkshire possède déjà des services publics desservant la Californie, l'Oregon, Washington, le Nevada et l'Utah. Wyoming et Idaho. PG&E s'y adapterait. Deuxièmement, Buffet a notoirement dit aux investisseurs d'acheter lorsqu'il y a du "sang dans les rues", c'est-à-dire lorsque les perspectives d'investissement semblent sombres et que la plupart des investisseurs restent à l'écart, craignant le risque principal. Le gouverneur prévoit vraisemblablement que M. Berkshire achètera les actions de PG&E à un prix fortement réduit, remplacera une partie considérable de la dette à long terme de la société et nommera de nouveaux cadres supérieurs et un nouveau conseil d'administration.

Il y a ici une difficulté à considérer M. Buffett comme un chevalier blanc financier potentiel à la rescousse de la Californie. La crise actuelle est causée par un vaste réseau de transport aérien à haute tension qui provoque des incendies de forêt dans un environnement de plus en plus aride. Autrement dit, le monde pour lequel ce réseau de transport a été construit n'existe plus. Il s'agit d'un problème opérationnel profond. Le fait que M. Buffett modifie la structure du capital, la gestion et le conseil d'administration de l'entreprise ne réglerait pas ces problèmes. L'Oracle d'Omaha est peut-être étonnant, mais il ne peut pas inverser les impacts du changement climatique et les immenses difficultés opérationnelles qu'il présente pour cette compagnie. Mais cela résoudrait un problème pour le gouverneur.

Une crise de cette ampleur exige que les politiciens donnent au moins l'impression d'agir au nom du bien public. Un changement dans la propriété des services publics pourrait détourner les critiques des politiciens et des organismes de réglementation et leur faire gagner du temps. Mais c'est comme une patate chaude dans le tour : il faut l'enlever immédiatement, quelles qu'en soient les conséquences. Ce n'est pas un environnement idéal pour une réflexion sobre sur des questions d'infrastructure difficiles.

Ce qui aggrave les difficultés politiques actuelles, c'est l'héritage malheureux du scandale Enron en Californie et ses conséquences politiques. L'essentiel ? Peu de temps après avoir été élu pour un second mandat, le gouverneur Grey Davis a perdu une élection de rappel et n'est devenu que le deuxième gouverneur de l'histoire des États-Unis à être démis de ses fonctions de cette manière. La cause ? L'introduction désastreuse de la déréglementation de l'électricité en Californie, avec des pics de prix, des échanges d'énergie douteux, des pannes d'électricité et la faillite de PG&E. Le méchant était alors Enron et ses divers systèmes (dont l'un s'appelait littéralement "Starve Granny") pour manipuler les prix de gros de l'énergie. Le "méchant" d'aujourd'hui est un climat inhospitalier pour la transmission conventionnelle de l'énergie à haute tension.

Tous les politiciens californiens sont au courant de cette histoire.

Nous proposons quelque chose de simple pour commencer. En ce moment, la Californie a besoin d'idées. Nous proposons que le gouverneur constitue une commission d'experts en énergie avec deux mandats simples : faire une évaluation rapide de 30 jours, puis un rapport plus long à la fin de douze mois. Ce que cette brève évaluation ferait, c'est quelque chose qu'aucun politicien ne veut dire. C'est-à-dire qu'il y a relativement peu de mesures pour améliorer cette situation à court terme. Mais il y a peut-être beaucoup à faire étant donné les délais plus longs.

Dans l'environnement actuel, il est presque impossible d'élaborer des politiques plus sobres. Le système d'alimentation électrique est devenu problématique dans sa quasi-totalité. Cela a même un impact sur l'industrie des véhicules électriques de l'État. Les solutions ne seront ni rapides ni bon marché. Peut-être naïvement, nous pensons que dire des vérités désagréables par l'intermédiaire d'une commission d'experts en énergie est la meilleure voie à suivre.

**Le mythe du bioplastique : dernier piège du capitalisme vert ?**

Tunui Franken 27 octobre 2019



**C'est souvent ce que nous avons au milieu du visage que nous voyons le moins. De plus en plus de gens se rendent compte de la sur-abondance du plastique dans notre quotidien. Il est apparu il y a moins d'un siècle pourtant. Sur le papier, les bioplastiques sont présentés par les industriels comme une alternative vitale à ce fléau. Mais en pratique, ces « technologies » multiples n'offrent pas vraiment les effets escomptés. Bioplastique, nouveau piège du capitalisme vert ?**

## **Le plastique, un mal qui n'est plus à démontrer**

On ne va pas y revenir. On sait que le plastique, quelle que soit la forme, ne se recycle qu'un nombre limité de fois, et qu'une partie est perdue à chaque cycle. Ainsi, sur une échelle de temps long, le plastique finit toujours sa course dans les incinérateurs, donc dans l'atmosphère sous forme de CO<sub>2</sub>, ou bien [dans les océans](#). **Il n'est pas durable par définition et participe à la destruction du vivant** en particulier sous sa forme à usage unique.

Tout le monde a entendu parler du septième continent, une soupe de plastiques qui flotte au milieu de l'océan Pacifique. **Mais le plastique visible n'est que la partie émergée de l'iceberg**. 93% de l'eau en bouteille de PET (polytéréphtalate d'éthylène) présente des signes de contamination [micro-plastique](#). On en trouve jusque dans le thé que nous buvons. Ces plastiques sont stockés par notre corps, gonflant peu à peu **une bombe sanitaire des perturbations endocriniennes**. Les animaux ne font pas exception.

Il est donc logique de vouloir inventer de nouveaux plastiques, qui seraient naturels, cette fois. Et c'est vrai, produire un plastique non pétrochimique résoudrait d'ores et déjà le problème des plastiques synthétiques qui polluent les milieux naturels, puisque ce seraient des matières naturelles qui se retrouveraient dans la nature. **Dans les faits, ce n'est pas si simple...**

## **Mais qu'est-ce que le bioplastique dont on parle tant ?**

Les bioplastiques sont donc des substituts au plastique conventionnel. La démarche zéro-déchet met en avant des moyens d'éviter les plastiques jetables, en les remplaçant notamment par des sacs de tissu, ou du [BeeWrap](#) par exemple. Dans cet article il ne sera pas question de ces produits de remplacements qui ne se jettent pas, mais bien **des plastiques biodégradables et biosourcés présentés comme naturels et jetables**.

Les bioplastiques peuvent désigner **deux groupes qui ne sont pas forcément identiques** mais qui peuvent se recouper : les *plastiques biodégradables*, qui désignent tous les plastiques qui se désagrègent facilement (naturel ou pas), et les plastiques biosourcés, qui sont fabriqués à partir de sources renouvelables. Il faut le savoir, ceci signifie que **des bioplastiques peuvent aussi venir de sources pétrolières !** Par contre, **les plastiques biosourcés ne sont pas forcément biodégradables**, comme le bio-PET basé sur la [canne à sucre](#). Bref, c'est un méli-mélo de définitions qui donne du mal (volontairement ?) aux consommateurs pour s'y retrouver.

NaturePlast, « [L'expert en Bioplastiques](#) », nous dit que le bioplastique permet d'améliorer l'impact environnemental d'un produit par la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), le fait de ne pas utiliser de combustible fossile, ou la possibilité d'utiliser une ressource locale. Il aurait également un impact positif sur les consommateurs, qui prendraient de plus en plus conscience des problèmes environnementaux (on tentera de réfuter cet argument en fin d'article). Enfin, sa nature biodégradable permettrait la réduction des déchets (puisque tout le monde sait qu'un déchet qui ne se voit pas, n'existe pas). **Voilà pour la définition des lobbys du bioplastique.**

Même si des recherches sur les bioplastiques remontent au début du XIXe siècle, ce n'est que depuis les années 2000 qu'on en trouve de plus en plus pour concurrencer le plastique conventionnel. Un article du [Guardian de 2008](#) nous disait déjà que le marché pour les bioplastiques issus de la culture du maïs, de la canne à sucre, du blé, et d'autres plantes **augmentait alors de 20 à 30% par an**. En effet, avec la montée des prix du pétrole, les bioplastiques deviennent plus compétitifs par rapport aux plastiques conventionnels. En Europe, toujours en 2008, la consommation de bioplastiques s'élevait déjà à **50 000 tonnes par an**. De plus, les gouvernements ont poussé à davantage de recyclage, et les consommateurs sont globalement aujourd'hui rassurés par le traitement supposé de leur déchet en bout de chaîne, portant à croire que **la part de marché des bioplastiques devrait continuer à croître**.

D'après une [étude de novembre 2016](#) et qui sera mise à jour en octobre 2019, plus de **2,6 milliards de dollars de revenus sont générés par ces plastiques "verts"**, et le marché le plus important pour les bioplastiques est l'industrie de l'emballage. La révolution bioplastique est donc bien là...

Cette idée de *bioplastique* pourrait nous faire penser à l'exemple des biogaz (ou biocarburants), qui se veulent une alternative naturelle aux carburants fossiles. **Les biogaz, issus par exemple d'huile de palme, contribuent pourtant largement à la déforestation** et à l'allocation de terres agricoles qui pourraient servir à nourrir des humains. Jean-Marc Jancovici, ingénieur spécialiste des questions énergétiques et climatiques, a déjà démontré que **ces biocarburants ne remplaceront jamais les carburants fossiles pour des questions physiques élémentaires**. Mais si les biocarburants sont une fausse bonne idée, la critique systémique peut-elle s'appliquer aux bioplastiques ?

## **Pourquoi les bioplastiques actuels sont une mauvaise idée**

Tout d'abord, pour produire ces bioplastiques, il faut **des infrastructures industrielles gigantesques**, ce qui pose la question du coût énergétique, des pesticides et de la pollution des eaux entrant dans leur production.

Quand ils sont biosourcés, leur production peut aussi nécessiter **de larges étendues de terres agricoles**, aggravant la crise alimentaire : en 2007, environ 200 000 tonnes de bioplastiques ont été produits, nécessitant [250 000 à 350 000 tonnes de cultures](#).

Puis se pose la question de **la fin de vie des bioplastiques, pas moins problématique**.

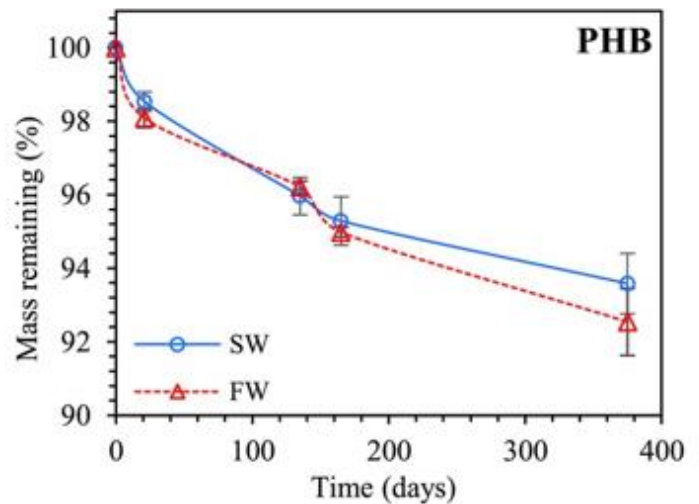
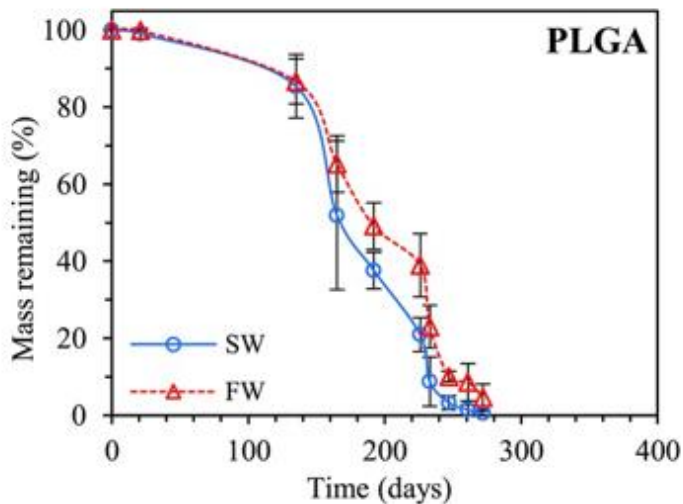
Nous avons déjà [exposé par le passé](#) comment le plastique nommé « biodégradable » désigne en fait seulement les plastiques qui se désagrègent dans la nature. En d'autres termes, **ils se transforment en micro-plastiques**,

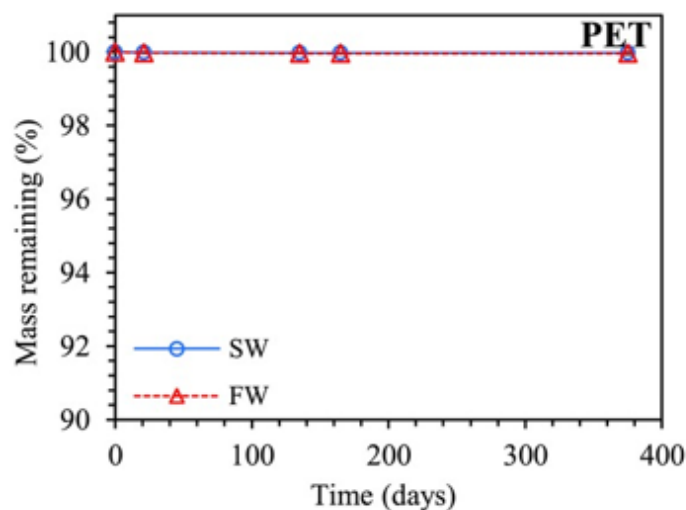
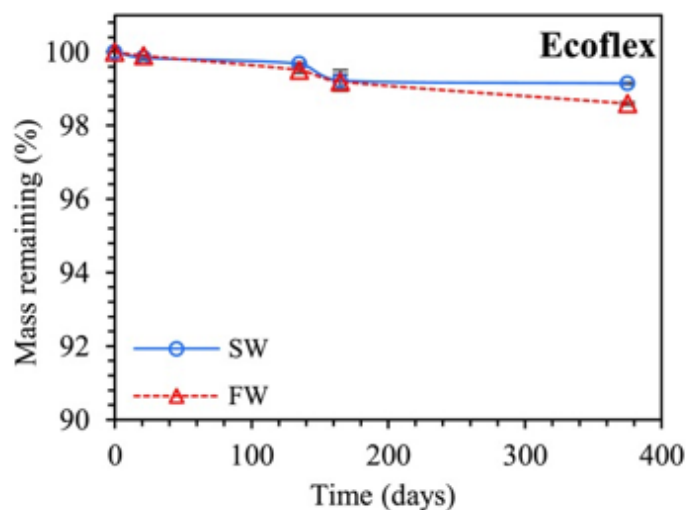
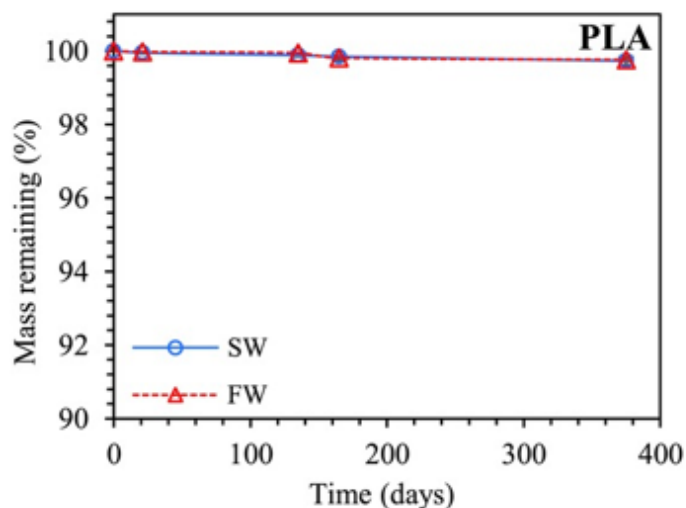
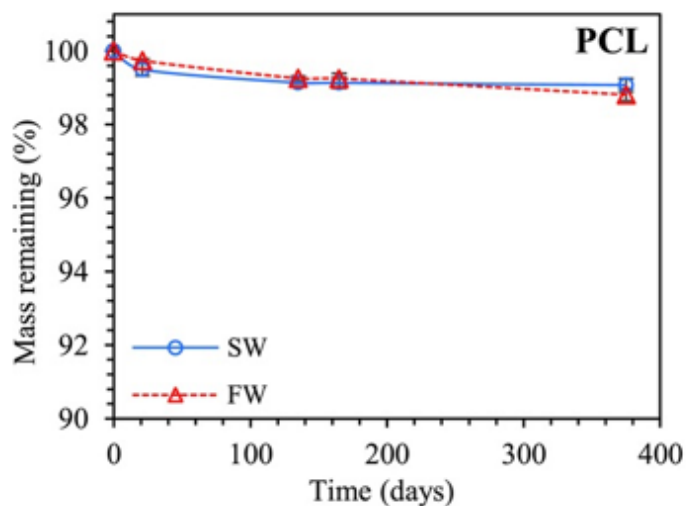
comme les plastiques classiques, mais à un rythme plus élevé, créant la même problématique écologique. Il ne s'agit donc **pas nécessairement d'une décomposition organique** comme on l'imagine pour un végétal, les feuilles mortes par exemple, qui elles sont véritablement consommées et **réutilisées** par la nature.

Il y a aussi les sacs plastiques "oxy-dégradables", ou biofragmentables, qui sont en fait des **plastiques conventionnels, issus du pétrole, mais qui contiennent un additif qui permet au plastique de se désagréger**. Cette sous-classification est encore plus perfide. Outre le fait que leur dégradation crée des microparticules (de plastique mais aussi d'additifs) qui se retrouvent dans l'environnement, **ces plastiques ne peuvent pas facilement être réutilisés, ni recyclés**. Ils portent tous les défauts.

[Une étude de 2017](#) effectuée par des chercheurs de l'université de Bayreuth en Allemagne nous éclaire beaucoup sur le sujet. Les chercheurs ont comparé la dégradation de différents plastiques, biodégradables ou conventionnels, sur un an, en eaux douces et salées, à 25°C. Leur étude prouve que **les polymères biodégradables ne le sont que sous certaines conditions précises** de température, d'humidité, de lumière, d'oxygène, et de micro-organismes. Des conditions le plus souvent artificielles. L'étude commence par souligner que « *seul un nombre limité d'études se focalisent sur la dégradabilité de polymères biodégradables dans l'eau et montrent des résultats discutables puisque différentes méthodes ont été utilisées pour mesurer le degré de dégradation.* »

Les conclusions sont sans appel : le bioplastique PLGA (poly(lactic-*co*-glycolic acid)) a montré une dégradation totale en 270 jours. Par contre le PHB (poly(3-hydroxybutyrate)) a perdu 8.5% de masse en 1 an ! Le PCL (polycaprolactone) et le PLA (polylactic acid), qui sont aussi des plastiques biosourcés, **n'ont pas montré de dégradation significative du tout**. Ce qui veut dire que la plupart des polymères soi-disant biodégradables ne se dégradent même pas dans des conditions naturelles. Au regard de ces études, leur appellation même est une tromperie. Mais une supercherie qui rapporte gros.





**Le plastique biodégradable n'est donc pas une solution. Qu'en est-il des bioplastiques compostables ?**

[Chris Goodall](#), analyste environnemental et auteur de *How to Live a Low-carbon Lifestyle*, note « *J'ai essayé de composter des sacs qui sont notés 'biodégradables' et 'compostables domestiquement' mais j'ai complètement échoué* ». Et oui, certains plastiques sont notés compostables, peut-être, mais, eux aussi, seulement dans des conditions industrielles ([d'après le standard D6400 de ASTM](#)) !

Le PLA (acide polylactique), un des bioplastiques les plus utilisés (notamment par Wal-Mart, McDonald's, Del Monte, Marks & Spencer), ne peut être **composté que dans des conditions anaérobies (sans oxygène)**. Sauf que les usines de traitement qui permettent cette décomposition ne [traitent pas les emballages](#) en question. À cause de ça, de nombreuses entreprises sont revenues sur du plastique conventionnel après avoir testé le PLA, comme *Innocent*, la célèbre marque de jus de fruits, ou *Anson*, une des plus grandes entreprises d'emballage plastique alimentaire en Grande-Bretagne. *Sainsbury's* affirme quant à lui avoir décidé de ne pas utiliser de PLA à cause du maïs OGM [dont il est issu](#).

**Mais pourquoi ces usines de compostage industriel ne traitent-elles pas les emballages ?** En fait il y a aussi le problème du tri. Les entreprises de recyclage doivent investir dans des équipements afin de pouvoir séparer les bioplastiques du reste des déchets. Pire, beaucoup de **ces entreprises considèrent que le bioplastique contamine le flux de recyclage**. Les plastiques conventionnels ne se recyclent évidemment pas de la même manière que les bioplastiques, qui **finissent donc souvent en décharge avec le reste**, car les usines de recyclage n'en veulent pas. Le consommateur « engagé » en est-il informé ? Dans ces décharges, ils ont une chance de se dégrader sans oxygène, ce qui **relâche paradoxalement du méthane (un gaz à effet de serre 23**

**fois plus puissant que le CO2**). De plus, cette dégradation est très lente, puisque dans ces conditions, la température et l'ensoleillement sont trop faibles (voir l'étude mentionnée plus haut). Comme le souligne Peter Skelton, de WRAP (Waste and Resources Action Programme), « *Juste parce que c'est biodégradable ne signifie pas que c'est bien. Si ça va en décharge ça donne du méthane. Seulement un pourcentage est capturé* ». Le reste du méthane part évidemment dans l'atmosphère.

La distinction entre plastiques biosourcés et plastiques biodégradables n'est d'ailleurs pas anodine. Des plastiques biosourcés mais qui ont les mêmes propriétés chimiques que leurs cousins conventionnels vont être **soumis aux mêmes procédés et résultats de recyclage**. Par contre, les bioplastiques qui possèdent des structures chimiques nouvelles devraient être considérés au cas par cas comme de **nouveaux matériaux** à part entière. Ainsi, leur recyclage ne sera pas possible dans la manière conventionnelle, et il faudra absolument qu'un tri efficace soit mis en place pour éviter de les mélanger avec les plastiques traditionnels. Et **par quel procédé industriel trier ces nombreux types de plastiques ?** Autant dire que la tâche est pharaonique.

Le compost et la biodégradation des plastiques sont souvent cités comme solutions écologiques, mais on constate qu'ils ne sont pas mis en place dans la pratique. Cela nécessite par ailleurs de **demander au consommateur de faire la différence entre ce qui doit aller au recyclage et ce qui doit aller au compost** : savoir la différence est une chose, mais faire la différence quand on a le produit devant les yeux en est une autre. Pour une épiluchure de courgette ça devrait aller, mais pour **détecter une bouteille de bioplastique ressemblant en tout point à une bouteille normale**, c'est moins évident. Autant le dire, rares seront ceux à faire cet effort. Nous nous retrouvons ainsi face à une problématique systémique pire encore.

La confusion des consommateurs est un point essentiel dans l'appréhension de la globalité des effets de ces bioplastiques, que ce soit lors de la production (on ne peut pas demander au commun de pouvoir vérifier d'où vient la matière biologique ayant servi à fabriquer un bioplastique utilisé quelques minutes), ou lors du tri des déchets : **la ressemblance parfaite entre une bouteille de PLA et une bouteille de PET** fait que le consommateur ne se pose pas la question et les deux finissent dans la poubelle de recyclage, alors que **certains bioplastiques sont compostables**.

À Paris par exemple, le compost domestique est rare, et **le compostage industriel inexistant** : « *Le programme local de prévention des déchets, adopté en 2012 par la ville de Paris, évite soigneusement la question d'une collecte séparée des matières organiques et insiste beaucoup sur la lutte contre le gaspillage alimentaire. Le précédent plan, validé en 2007, précisait clairement que **cette collecte n'était pas envisageable à cause d'une trop grande densité de population et de l'exiguïté des locaux poubelles***. » nous confirme **Basta!** On ne peut pas compter sur le consommateur pour éviter de jeter les bioplastiques dans la boîte à recyclage classique, d'autant plus que la communication des municipalités sur le tri sélectif essaie tant que possible d'insister sur la simplicité.

## **Remettre en question le modèle et clarifier le secteur**

D'une manière plus générale, on peut se poser la question de l'effet de **mettre les citoyens dans une bulle protectrice de confort**, ce qui maintient l'inaction collective. D'après un sondage BVA réalisé en 2010 : « **pour 67% des Français, le bioplastique peut contribuer à résoudre les problèmes de l'environnement** ».

Citons aussi des sources de simple désinformation, comme cet exemple de **Volvic et de sa "bouteille végétale"** : bien que le processus de fabrication de certains bioplastiques PET utilisent des végétaux, **le produit fini est strictement identique à du plastique classique sur le plan moléculaire**. Autrement dit, **le PET est un plastique classique, pas un bioplastique**. Des évidences que les marques ne s'encombrent pas de rappeler **aux consommateurs persuadés de faire une bonne action** en achetant leurs produits.

Autre exemple, **Veolia qui a eu l'idée de transformer des déchets en plastiques**. C'est donc de l'upcycling,

c'est-à-dire de l'optimisation de déchets. Sur la forme, l'idée est également louable. Mais ici on en fabrique des plastiques tout aussi classiques sans remettre en question leur usage. C'est à dire, **on transforme des déchets avec un procédé énergivore en... déchets**, l'essentiel du plastique produit étant utilisé à très court terme.

On peut dès lors se demander si ces entreprises ne surfent pas tout simplement sur la vague de l'écologie, et l'inscrivent dans **une démarche marchande classique** qui, elle, n'a pas changé son objectif premier : générer des profits.

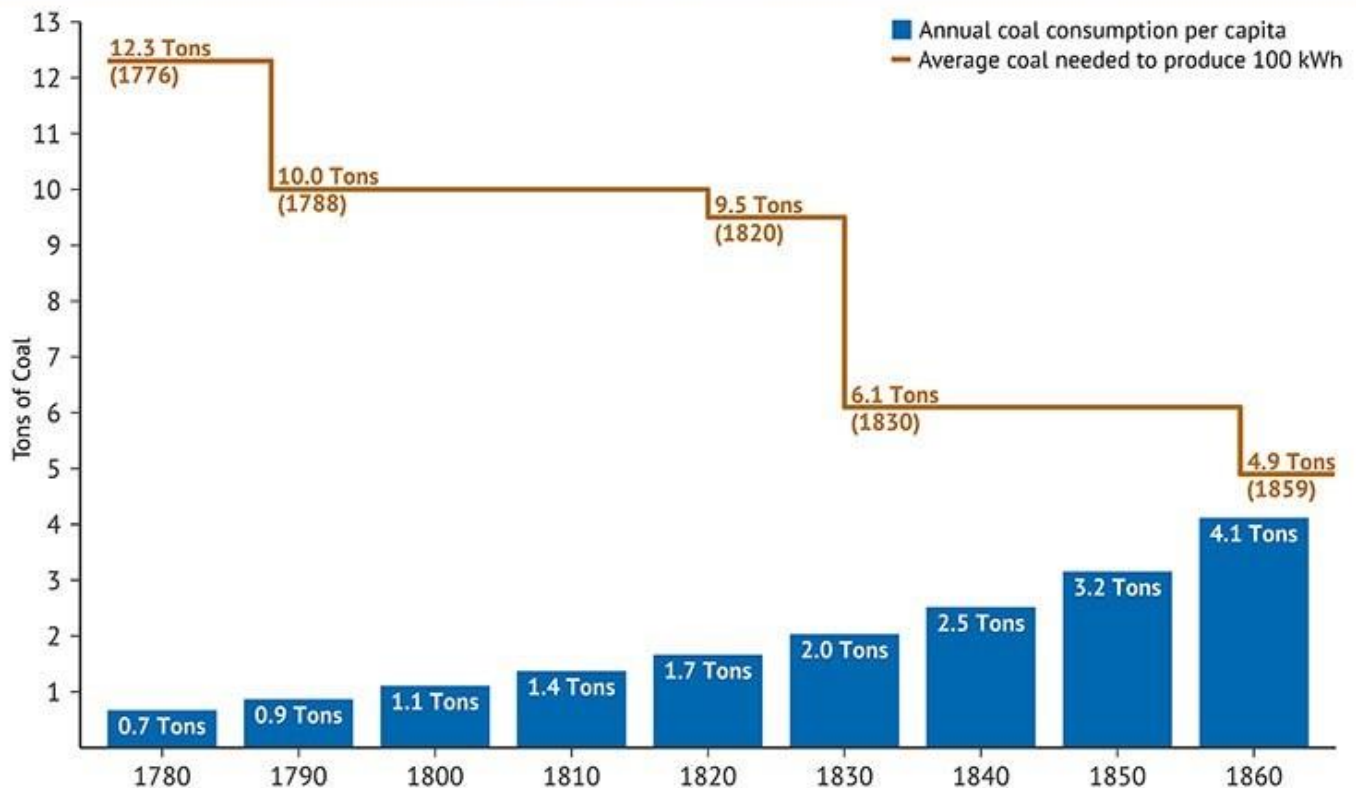
Snehal Desai, chef marketing pour *NatureWorks*, une entreprise qui fabrique des bioplastiques, dit « *Nous avons besoin d'alternatives aux pétroles. L'industrie britannique ne devrait pas résister au changement. Nous devrions concevoir pour l'avenir et pas le passé. En Europe Centrale, Taiwan et ailleurs, [les polymères de NatureWorks sont largement acceptés comme un matériel compostable](#) » ». Bien sûr, cela va dans le sens de cette notion de progrès, si chère au capitalisme et donc à ces "entreprises innovantes". C'est d'ailleurs un reproche qui est souvent fait aux gens qui prônent la décroissance ou la remise en question du productivisme aveugle : ils seraient dans le passé... **La seule issue est à la production de masse, désormais imaginée verte**. Même chose pour Reed Paget, directeur de management chez Belu : « *L'industrie de l'emballage en Grande-Bretagne ne veut pas de compétition. [Elle a une vision à court terme et bloque l'éco-innovation](#) » ». Il souligne aussi qu'il est trop tôt pour juger la nouvelle technologie. Sauf que c'est exactement **le même argument utilisé par l'industrie phytosanitaire pour pouvoir mettre sur le marché les nouveaux pesticides qu'ils fabriquent**. Tant que le mal n'est pas démontré, les nouvelles technologies sont utilisées sans modération jusqu'à ce que leurs limites soient découvertes. Trop tôt pour les technologies, mais trop tard pour la planète ? Qui porte donc une vision de court terme ? Les écologistes, ou **les industriels qui mettent sur le marché des produits dont l'impact est inconnu** au nom de leur liberté d'entreprendre ?**

## L'effet rebond

Enfin, reste une notion fondamentale qui ne peut être oubliée : **l'effet rebond ou paradoxe de Jevons**. Il a été observé que l'effet « positif » d'une nouvelle technologie ou ressource énergétique n'élimine pas forcément l'utilisation actuelle de la technologie précédente dans un système en croissance. Le plus souvent même, **celles-ci s'additionnent, ainsi que leurs impacts négatifs**. C'est ce qui est également observé dans le domaine de la transition énergétique où la demande globale en énergie fossile ne fait qu'augmenter et **la nouvelle offre énergétique « verte » s'ajoute à ce total des productions**. La notion de transition est inexistante, contrairement à la perception de celle-ci. Le principe de croissance reste au cœur de ce système.

# Jevons' Paradox

19<sup>th</sup> century coal consumption increased with advances in steam engine efficiency



Q

Source: "The Coal Question" by William Jevons

*Graphique exposant le paradoxe : la demande augmente alors que la quantité de charbon nécessaire pour une même production d'énergie ne cessait de diminuer !*

En faisant croire à la population qu'on règle le problème des emballages plastiques, on les incite à consommer d'autres emballages plastiques, et en plus grande quantité, alors que **c'est justement cette consommation qui fait partie du problème**. C'est la raison pour laquelle les industriels ne remettent jamais en question l'achat d'emballages plastiques. On préfère **inventer un emballage "écologique" plutôt que de questionner l'existence de cet emballage**. On peut y voir un parallèle manifeste à bien d'autres structures de la société capitaliste qui tentent désespérément de se donner des airs d'écologie pour survivre dans un monde physique qui peine à soutenir leur perpétuation.

Là se situe la question centrale et gravité de ce sujet : il y a aujourd'hui quantités d'inventions, souvent high-tech, sensées nous sauver de la crise écologique, ou du moins nous aider à la résoudre. Et celles-ci sont dans l'incapacité structurelle de résoudre la crise en cours. Non pas du fait même de leur existence dans bien des cas. Mais dans le principe qu'ils sont conçus par et pour un certain modèle de société. On ne sort toujours pas de cette pensée miraculeuse qu'est la notion de **progrès**. Rien ne doit arrêter le progrès (et le cycle de production-croissance-consommation qui en découle), et c'est grâce à ce progrès que nous allons sauver la planète. C'est cette vision anthropocentrée qui nous a par exemple conduit à enfouir nos déchets nucléaires faute de mieux, en attendant que le "progrès" puisse en résoudre le problème. **La question même de la nécessité de produire toujours plus** – d'énergie, de plastique, de routes, de voitures,... – **n'est pas à l'ordre du jour**. On nous refuse même ce débat en politique, dans les débats télévisés, dans l'entreprise.

Comme on l'a vu avec NaturePlast, les industriels se persuadent même que le consommateur prendrait davantage conscience des enjeux climatiques grâce à ces inventions "écologiques". Mais nous pourrions aussi

émettre une hypothèse contraire : **quand on donne une pseudo-solution au consommateur, on lui donne l'impression que tout va bien**, qu'il peut souffler et croire en un capitalisme vert radieux. Il devient donc moins conscient des enjeux climatiques et perpétue une consommation classique dans l'attente d'un miracle technologique qu'on lui promet depuis 30 ans.

En définitive, il apparaît que les inventions comme les bioplastiques, cités comme solution à la crise du plastique, **nous poussent à consommer toujours plus d'emballages**, et ainsi détournent notre attention de solutions plus holistiques, structurelles et profondes, comme le zéro-déchet ou une réglementation stricte. Une démarche radicale qui veut s'attaquer au problème à la source. Nous allons devoir tôt ou tard y passer. **Remettre en question notre modèle tout entier**, ou attendre son effondrement inévitable sans pouvoir en contrôler les conséquences sociales, avec un risque d'expression de violences manifeste.

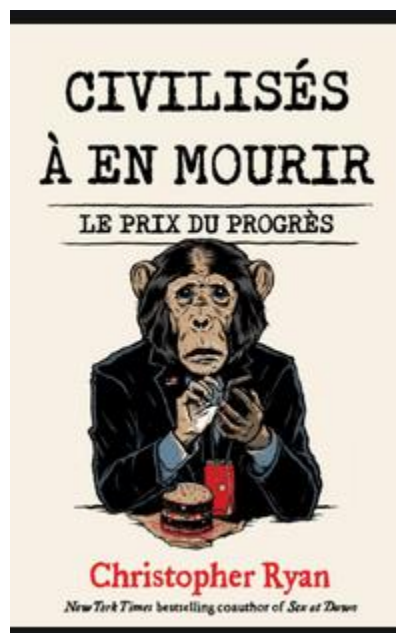
C'est la notion centrale du zéro-déchet : « *Le meilleur déchet, c'est celui qu'on ne produit pas* ». Pour l'inévitable, la démarche s'articule autour de quatre mots-guides, commençant tous par la lettre R :

**Refuser**  
**Réduire**  
**Réutiliser ou Réparer**  
**Recycler**

Ce n'est pas pour rien que Refuser est premier de la liste, et Recycler dernier. **Le recyclage doit être un dernier recours. Pas la première solution.** La démarche zéro-déchet est parsemée d'embûches, mais c'est justement parce qu'elle attaque le problème à la racine, au lieu d'en effleurer la surface. **Quand serons-nous prêts à vraiment changer nos habitudes ?**

## **Civilisés à en mourir**

Christopher Ryan octobre 2019 Traduction : Nicolas Casaux Partage-le.com



*La critique de la civilisation gagne un peu de terrain (peut-être finira-t-elle un jour par devenir un filon capitaliste comme un autre, mais c'est une autre histoire). Christopher Ryan, écrivain assez célèbre aux États-Unis, essentiellement connu en tant que co-auteur du livre Sex at Dawn (« Sexe à l'aube »), publié en 2010 et abordant l'histoire de la sexualité humaine à l'époque préhistorique (ce qui correspond plus ou moins au sujet de la thèse du doctorat en psychologie qu'il a obtenu dans une université californienne), vient de publier, cet*

automne, un livre intitulé *Civilized to Death: The Price of Progress* (« Civilisés à en mourir : le prix du progrès »). Si sa critique a le mérite d'étendre un peu la remise en question de la civilisation et du Progrès, elle laisse à désirer sur de nombreux points. Ce qui était malheureusement attendu de la part d'un auteur grand public, habitué des médias de masse. Quoi qu'il en soit, je me suis permis de traduire une grande partie de l'introduction du livre en question. Voici donc :

---

Quelle ingratitude ! J'ai des plombages dans les dents, de la bière artisanale au frigo, et tout un monde de musique dans la poche. Je conduis une voiture japonaise avec régulateur de vitesse, direction assistée, et des airbags pour me protéger en cas d'accident. Je porte des lunettes allemandes pour atténuer le soleil californien, et j'écris ces mots sur un ordinateur plus fin et léger que le livre qui en résultera. J'apprécie la compagnie d'amis que j'aurais perdus s'ils n'avaient été sauvés par quelque opération chirurgicale et, depuis dix-sept ans, le sang de mon père est filtré par le foie d'un homme appelé Chuck Zoerner, décédé en 2002. J'ai toutes les raisons du monde d'estimer les nombreuses merveilles de la civilisation. Et pourtant.

Lorsque l'auteur anglais G. K. Chesterton est arrivé aux USA, en 1921, ses hôtes l'ont emmené voir Times Square la nuit. Chesterton a observé l'endroit, sans rien dire, pendant un long moment assez embarrassant. Lorsque quelqu'un s'est décidé à lui demander ce qu'il en pensait, Chesterton a répondu : « Je me disais que cet endroit serait vraiment magnifique si je ne savais lire. »

À l'instar de Chesterton, nous savons lire [les rapports du GIEC et d'innombrables organismes scientifiques, par exemple, NdT], nous pouvons voir ce qui se passe, et qui n'augure rien de bon. Les effervescentes publicités, les panneaux publicitaires toujours plus grands et toujours plus envahissants ne parviennent plus à nous distraire de ce que beaucoup comprennent et la plupart redoutent : nous approchons de la fin de la route. La croyance au Progrès — prémisses et promesse de [la civilisation](#) — fond comme les glaciers.

Mais, et les antibiotiques alors ? Et les avions, les droits des femmes, le mariage gay ? Certes. Seulement, en nous y intéressant de plus près, nous réalisons que [la plupart des supposés bienfaits de la civilisation ne sont que de maigres compensations pour ce que nous avons perdu](#), ou qu'ils causent au moins autant de problèmes qu'ils n'en résolvent.

La plupart des maladies infectieuses dont les vaccins nous protègent, par exemple, ne constituaient pas un problème avant que les humains ne se mettent à vivre avec une telle densité d'animaux domestiques que des pathogènes se sont mis à passer de leurs espèces à la nôtre. La grippe, la varicelle, la tuberculose, le choléra, les maladies cardiaques, la dépression, le paludisme, la carie dentaire, la plupart des types de cancer et l'immense majorité des maladies et problèmes sanitaires dont souffre notre espèce sont des produits de divers aspects de la civilisation : la domestication des animaux, le fait de vivre dans villes densément peuplées, les égouts à ciel ouvert, les aliments contaminés par des pesticides, le détraquement de notre microbiome, et ainsi de suite.

Quelques années, à peine, après avoir découvert le miracle du vol, les pilotes volaient d'une main et, de l'autre, larguaient des bombes sur des civils. Et ce n'est que dans les sociétés modernes les plus progressistes que les personnes LGBTQ et les femmes retrouvent l'acceptation et le respect qu'elles recevaient habituellement dans la plupart des sociétés de fourrageage. Les histoires de progrès ont tendance à être largement exagérées et acceptées de manière irréfléchie, tandis que ceux qui osent remettre en question les bienfaits de la civilisation sont le plus souvent qualifiés de cyniques, d'utopistes ou quelque hybride des deux.

« Une époque peut être considérée comme révolue, a dit Arthur Miller, lorsque ses illusions fondamentales sont éteintes. » Le progrès, l'illusion fondamentale de notre époque, est sûrement éteint. Les scénarios dystopiques se font de plus en plus nombreux à mesure que les pêcheries s'effondrent, que les niveaux de CO2 augmentent et que des nuages de vapeur radioactive s'échappent de centrales nucléaires « absolument sûres ». Le pétrole contamine les océans, les pathogènes en mutation s'attaquent aux derniers antibiotiques efficaces, et les morts-vivants s'immiscent dans notre inconscient collectif [*The Walking Dead*, référence à cette série télé états-unienne

à la con, NdT]. Chaque année qui passe est la plus chaude jamais enregistrée, et de nouvelles guerres larvées ne cessent de naître sur les braies de celles qui les précèdent, tandis que les partis politiques nomment des charlatans incapables de s'entendre sur ce qui se passe, et encore moins sur ce qu'il faut faire. Malgré les merveilles de notre époque — ou peut-être à cause d'elles, du moins en partie — nous vivons des temps très sombres.

Régulièrement, d'aucuns se demandent quels sages conseils un émissaire en provenance du futur pourrait nous apporter afin de nous aider à choisir la meilleure voie à suivre. Mais considérons plutôt l'inverse. Comment une voyageuse en provenance des temps du passé préhistorique pourrait-elle évaluer l'état et la trajectoire du monde moderne ? Elle serait sans doute impressionnée par la plupart des choses qu'elle rencontrerait ici, mais une fois son étonnement pour les téléphones portables, les voyages en avion et les voitures sans conducteur dissipé, que penserait-elle de la substance et du sens de notre vie ? Serait-elle davantage impressionnée par nos techno-gadgets que consternée par ce que nous avons perdu dans notre course vers un avenir de plus en plus précaire ?

Cette question n'est pas aussi hypothétique qu'elle n'y paraît. Missionnaires, explorateurs, aventuriers et anthropologues ont toujours été déconcertés et déçus par le rejet du confort et des contraintes de la civilisation qu'exprimaient les peuples autochtones. « Pourquoi devrais-je apprendre à cultiver, alors qu'il y a tant de noix de mongongo dans le monde ? » se demande un !Kung. Dans une lettre à un de ses amis, Benjamin Franklin notait le peu d'intérêt des Indiens pour la civilisation : « Ils n'ont jamais eu envie de troquer leur mode de vie pour le nôtre. Quand un enfant indien élevé parmi nous, ayant appris notre langue et s'étant habitué à nos coutumes retourne voir ses parents, se promène un temps avec eux, il n'y a pas moyen de le persuader de revenir, jamais. » Inversement, selon Franklin toujours, quand les enfants blancs goûtent à la vie indienne (généralement après avoir été kidnappés), ils la préfèrent aussi. Après leur retour au bercail, « en peu de temps, ils se dégoûtent de notre mode de vie, des attentions et des peines qu'il implique, et profitent de la première bonne occasion pour s'échapper à nouveau dans les bois ».

Charles Darwin a lui-même pu constater à quel point il était difficile de vendre la civilisation aux autochtones. En passant par la Terre de Feu, sur le Beagle, il a été choqué par la misère et la dégradation de ceux qui vivent à l'extrémité sud, froide et orageuse, des Amériques. Dans une lettre à un ami, Darwin écrit : « Je n'ai jamais rien connu de plus incroyable que cette première rencontre d'un Sauvage ; un Fuégien nu, aux longs cheveux ondulants, son visage couvert de peinture. » Dans son journal, il écrit : « Même si l'on cherchait dans le monde entier, on ne trouverait pas d'homme de qualité inférieure. »

Lors d'un précédent voyage, le capitaine du Beagle, Robert FitzRoy, avait kidnappé trois Fuégiens, deux enfants — que les Britanniques appelèrent Fuegia Basket et Jemmy Button — et un jeune homme qu'ils appelèrent York Minister. L'enlèvement était justifié, a estimé M. FitzRoy, parce que « les avantages ultimes découlant de leur connaissance de nos habitudes et de notre langue compenseraient la séparation temporaire de leur propre pays ». FitzRoy les avait ramenés en Angleterre, où ils avaient passé plus d'un an à subir l'endoctrinement qui devait les civiliser — durant leur séjour, ils ont même rencontré le roi Guillaume IV et la reine Adélaïde. Désormais au courant de la supériorité évidente de la société européenne, ils accompagnaient Darwin à bord du Beagle pour vanter la grandeur de la civilisation auprès de leur peuple originel, en Terre de Feu.

Mais lorsque le Beagle retourna à la baie de Woolya, près de ce qui s'appelle maintenant le mont Darwin, un an après les y avoir déposés, Jemmy, York et Fuegia furent introuvables. Les huttes et les jardins que les marins britanniques avaient construits pour les trois Fuégiens étaient déserts et envahis par la végétation. Finalement, Jemmy fut retrouvé. Il se joignit à Darwin et FitzRoy pour dîner, sur le navire, et il leur confirma que les Fuégiens avaient abandonné leurs manières civilisées. Accablé de tristesse, Darwin écrivit qu'il n'avait jamais été témoin d'un « changement aussi radical et douloureux » et que « c'était très triste à constater ». (Darwin nota cependant que Jemmy n'avait pas oublié comment utiliser correctement un couteau et une fourchette.) Lorsque le capitaine FitzRoy proposa de retourner en Angleterre, Jemmy refusa, au motif qu'il n'avait « pas le moindre désir de retourner en Angleterre », car il était heureux et content avec « beaucoup de fruits », « beaucoup de poissons » et « beaucoup d'oiseaux ».

Carl Jung déplorait notre « perte de relation avec le passé » et cette « perte de racines » qui menaient les gens à vivre davantage « dans l'avenir, avec ses promesses chimériques d'âge d'or, que dans ce présent, que l'arrière-plan d'évolution historique n'a pas encore atteint ». Dans *Ma vie. Souvenirs, rêves et pensées*, Jung dénonce cet égarement de notre espèce dans un futur fantasmé : « Nous nous précipitons sans entraves dans le nouveau, poussés par un sentiment croissant de malaise, de mécontentement, d'agitation. Nous ne vivons plus de ce que nous possédons, mais de promesses; non plus à la lumière du jour présent, mais dans l'ombre de l'avenir où nous attendons le véritable lever du soleil. Nous ne voulons pas comprendre que le meilleur est toujours compensé par le plus mauvais. »

Dans un essai de 1928 intitulé *Perspectives économiques pour nos petits-enfants*, le célèbre économiste John Maynard Keynes tente d'imaginer à quoi ressemblera le monde un siècle plus tard. Les choses seront si bonnes, prédit-il, que personne n'aura à s'inquiéter de gagner de l'argent. Le principal problème auquel les gens seront confrontés sera de savoir quoi faire de tout leur temps libre : « Ainsi, pour la première fois depuis sa création, écrit-il, l'homme fera-t-il face à son problème véritable et permanent : comment employer la liberté arrachée aux contraintes économiques? Comment occuper les loisirs que la science et les intérêts composés auront conquis pour lui, de manière agréable, sage et bonne ? »

Eh bien, nous voici dans cet avenir tant attendu. Cependant, contrairement à ses fantasmes, l'Américain moyen, qui travaille autant d'heures aujourd'hui qu'en 1970, et peut s'estimer chanceux s'il bénéficie de quelques semaines de congé par an, est plus éreinté et désespéré que jamais. Il est techniquement vrai que la quantité de richesse mondiale a augmenté au cours des dernières décennies, mais, du moins en Europe et aux États-Unis, presque toute la richesse excédentaire est allée à ceux qui en ont le moins besoin, au détriment de tous les autres.

Et en réalité, même les plus chanceux d'entre nous ne sont pas vraiment tranquilles. 44% des Américains qui gagnent entre 40 000 \$ et 100 000 \$ par an ont expliqué à des chercheurs qu'ils ne seraient pas en mesure de déboursier 400 \$ en cas d'urgence. 27 % de ceux qui gagnent plus de 100 000 \$ ont dit la même chose. Globalement, le produit intérieur brut (PIB) a augmenté de 271 pour cent entre 1990 et 2014, mais le nombre de personnes vivant avec moins de cinq dollars par jour a augmenté de 10% sur la même période, et le nombre de personnes souffrant de la faim a augmenté de 9 %.

Ah, ce si glorieux et si formidable avenir — qui ne vient jamais mais nous attend toujours un peu plus loin. Vous pensez que je suis trop dur ? Le biologiste évolutionniste Stephen Jay Gould a qualifié la notion de Progrès « d'idée nocive, sociocentrée, impossible à évaluer, non opérationnelle, insoluble, qui doit être remplacée si nous voulons comprendre les modèles de l'histoire ». Un plus diplomatique, Jared Diamond n'est pas convaincu non plus par la propagande en faveur du Progrès. Il considère que des mots comme « civilisation » et des expressions comme « l'avènement de la civilisation » impliquent trompeusement « que la civilisation est bonne, que les chasseurs-cueilleurs tribaux sont malheureux et que l'histoire des 13 000 dernières années est celle des progrès du bonheur humain qui, ainsi, aurait augmenté ». Mais Diamond n'y croit pas : « Je ne pense pas que les États industrialisés sont “meilleurs” que les tribus de chasseurs-cueilleurs, ni que l'abandon du mode de vie des chasseurs-cueilleurs [mauvais choix de mots, il n'y a pas eu abandon de ce mode de vie, il existe encore des chasseurs-cueilleurs, et si nous vivons désormais presque tous dans la civilisation et sous le règne de l'État, ce n'est pas parce que nos ancêtres ont volontairement abandonné ce mode de vie, dans bien des cas, et peut-être dans la majorité, l'État s'est imposé dans la violence, et a imposé un changement de mode de vie, NdT] pour la rigidité de l'État constitue un “progrès” ou qu'il a conduit à une augmentation du bonheur humain. »

Mais j'entends déjà les amoureux du progrès, les fanatiques de cette idée-qui-va-de-soi selon laquelle nous accomplissons notre destinée en tant qu'espèce élue de la planète en progressant vers quelque objectif asymptotique qui se rapproche de plus en plus — mais que nous ne parvenons jamais à atteindre. Je ne conteste pas la réalité du progrès dans certains contextes, mais j'ai des doutes sur la façon de l'évaluer et de le mesurer. Nous avons tendance à confondre progrès et adaptation, par exemple. L'adaptation — et, par extension, l'évolution — ne présuppose pas qu'une espèce s'améliore à mesure qu'elle évolue, mais simplement qu'elle s'adapte mieux à son environnement. Le « plus apte » peut survivre et se reproduire, mais l'aptitude est un concept

qui n'existe que dans un contexte écologique spécifique, sans signification ou valeur absolue, abstraite, non contextuelle. Les vautours égyptiens mâles, par exemple, étalent de la merde sur leur visage, probablement pour démontrer leurs prouesses immunologiques aux femelles. Cette aptitude physique particulière n'est probablement pas aussi efficace chez d'autres espèces.

Il me semble souvent que nous progressons soit vers une reconstruction moderne de notre passé lointain, soit vers un précipice. Nos pérégrinations désespérées visent à trouver un endroit semblable à la maison que nous avons quittée lorsque nous sommes sortis du jardin et que nous avons commencé à cultiver. Nos rêves les plus urgents ne reflètent peut-être que le monde tel qu'il était avant que nous nous endormions.

Peut-être nous approchons-nous de la soi-disant singularité, lors de laquelle nos corps confortablement atrophiés se fondront dans les écrans que nous passons une si grande partie de notre vie à regarder. Ou peut-être que la colonisation d'autres planètes permettra à nos descendants de vivre dans de lointains dômes parrainés par Apple, Tesla et Caesars Palace. Si, comme Keynes, vous espérez une société égalitaire de plénitude partagée et beaucoup de temps libre pour profiter de la compagnie de ceux que vous aimez, sachez que nos ancêtres ont plus ou moins vécu dans une telle société jusqu'à l'avènement de l'agriculture et de ce que l'on a appelé [la « civilisation »](#) il y a environ dix mille ans, et que depuis, nous nous en éloignons « progressivement » [nous « progressons » dans la direction contraire, NdT].

Lorsque vous n'allez pas dans la bonne direction, le progrès est tout sauf souhaitable [le célèbre auteur britannique C.S. Lewis l'avait formulé ainsi : « Le progrès désigne le fait de se rapprocher de là où l'on voudrait aller. Ainsi, lorsque vous vous êtes trompé de chemin, continuer à avancer ne constitue pas un progrès. Si vous êtes sur le mauvais chemin, le progrès implique de faire demi-tour afin de retrouver le bon ; dans ce cas, l'homme qui fait volte-face en premier est le plus progressiste. », NdT]. Le « progrès » qui caractérise notre temps semble souvent plus proche du progrès d'une maladie que de sa remédiation. La civilisation paraît accélérer sans cesse à la manière d'un maelstrom. Se pourrait-il que l'ardente croyance au Progrès constitue une sorte d'antalgique — une drogue nous permettant de croire en un futur merveilleux afin que nous ne contemplions pas ce présent trop terrifiant ?

Je sais, il y a toujours eu des fous pour nous dire que la fin était proche, et que : « Cette fois c'est différent ! ». Mais sérieusement, cette fois, c'est différent. Des quotidiens parmi les plus célèbres affichent des Unes comme « Nous sommes condamnés. Que faire ? ». Le climat planétaire se déplace comme la cargaison d'un navire en train de couler. Le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés rapporte qu'à la fin de 2015, le nombre de personnes déplacées de force par les guerres, les conflits et les persécutions a atteint le chiffre stupéfiant de 65,3 millions, contre 37,5 millions en 2004. Des volées entières d'oiseaux tombent, mortes, du ciel. Le bourdonnement des abeilles s'estompe, les migrations des papillons ont cessé et des courants océaniques vitaux ralentissent. Les espèces disparaissent [sont exterminées, il emploie bien trop la voix passive, ce qui est attendu pour un auteur de type *New York Times*, un auteur grand public, NdT] à un rythme jamais vu depuis la disparition des dinosaures [de la plupart des dinosaures, [les oiseaux sont des dinosaures](#), NdT] il y a 65 millions d'années. Des masses de plastiques agrégés de la taille du Texas étouffent les océans qui s'acidifient pendant que les aquifères d'eau douce sont surexploités et épuisés les uns après les autres. Les calottes glaciaires fondent au fur et à mesure que des nuages de méthane jaillissent des profondeurs, accélérant ainsi le cycle de destruction planétaire. Les gouvernements détournent le regard pendant que Wall Street extirpe les derniers lambeaux de richesse de la carcasse de la classe moyenne et que les compagnies d'énergie fracturent la terre, pompant des poisons secrets dans des aquifères dont nous dépendons tous mais que nous ne savons pas comment protéger. Pas étonnant que la dépression soit la principale cause d'invalidité dans le monde, et qu'elle s'étende rapidement.

L'état des choses est choquant et inquiétant, mais il ne devrait pas nous surprendre. Toutes les civilisations qui ont existé se sont effondrées dans le chaos et la confusion. Pourquoi présumer que la nôtre fera exception ? Mais il y a une différence : tandis que l'effondrement de Rome, Sumer, de la civilisation maya, de l'Égypte ancienne, et des autres civilisations ne s'est produit qu'à une échelle locale, régionale, celle qui implose autour de nous est

mondialisée. Ainsi que l'historien canadien Ronald Wright l'a formulé : « Chaque fois que l'histoire se répète, le prix augmente. »

Peut-être estimez-vous que la fin du monde est hors de propos. Peut-être que la sublime beauté des quatuors tardifs de Beethoven, les photos de la Terre prises de l'espace ou la connaissance de la structure de l'ADN valent le prix que nous et les autres créatures de cette planète payons. Peut-être que votre vie, ou celle de quelqu'un que vous aimez, a été sauvée par la médecine technologique — ce qui rend à la fois déroutant et désagréable pour vous le fait ou la seule idée d'être autre chose qu'un fervent supporter du progrès. Peut-être croyez-vous que des coalitions auto-organisées de personnes intelligentes et honnêtes trouveront un moyen de faire en sorte que des mêmes correctifs deviennent viraux — en infectant rapidement notre espèce, juste à temps, avec un minimum de gros bon sens.

La question de savoir si les merveilles de notre époque valent leur coût exorbitant est une question à laquelle chacun d'entre nous doit finalement répondre par lui-même. Mais avant de commencer à essayer de répondre à une question aussi cruciale, nous devons d'abord nous défaire des illusions de la propagande en faveur du Progrès qui nous mystifie depuis des siècles, afin de parvenir à deux choses : forger [une analyse plus complète de la civilisation](#), comprenant ses coûts et ses victimes, et réfléchir sérieusement au sens et à la plénitude que les « merveilles modernes » apportent réellement dans notre vie. Si tout est si incroyable, pourquoi sommes-nous si profondément malheureux ?

La croyance répandue selon laquelle la vie humaine non civilisée était et est toujours une lutte désespérée pour la survie va de pair avec le mépris hautain des « sauvages » non civilisés, si commun aux siècles précédents. Mais au-delà de son inexactitude et de ses teintes racistes, cette idée implique présentement des conséquences désastreuses. Des décisions médicales cruciales sont mal informées par des hypothèses erronées sur les capacités du corps humain, des relations s'écroulent en raison d'attentes irréalistes, des systèmes juridiques fondés sur des notions inexactes de quelque « nature humaine » engendrent la souffrance qu'ils sont censés éviter, des établissements d'enseignement étouffent la curiosité innée des étudiants, etc. En effet, presque tous les aspects de notre vie (et de notre mort) sont déformés par une mauvaise conception de la nature de notre espèce, l'animal *Homo sapiens*.

Le docteur Jonas Salk, célèbre pour avoir inventé le vaccin contre la polio, l'a formulé de façon mémorable : « Il est maintenant nécessaire non seulement de “se connaître soi-même”, mais aussi de “connaître son espèce” et de comprendre la “sagesse” de la nature, et en particulier de la nature vivante, si nous voulons comprendre et aider l'homme à développer sa propre sagesse d'une manière qui conduise à une vie d'une qualité telle qu'elle devienne une expérience désirable et épanouissante. »

Mais combien d'entre nous connaissent assez bien notre espèce pour se connaître eux-mêmes ? Pendant des siècles, nous avons été mal informés [et/ou désinformés, NdT] sur le genre de créature que nous étions, que nous sommes et que nous pouvons être. La confusion qui en résulte sape nos tentatives de vivre une vie « désirable et épanouissante ». Ces mensonges peuvent être répétés si fréquemment qu'ils deviennent impossibles à distinguer des voix dans nos têtes : *La civilisation est le plus grand accomplissement de l'humanité. Les progrès sont indéniables. Tu as de la chance d'être en vie ici et maintenant. Tout doute, désespoir ou déception que tu ressens est de ta faute. Accepte-le. Va te promener, ça passera. Prends une pilule et arrête de te plaindre.*

Soyons clairs, je ne me berce d'aucune illusion concernant les « bons sauvages » ou quelque « retour au jardin ». Dans la mesure où les sauvages sont ou ont jamais été véritablement bons, nous verrons que c'est parce que leurs sociétés se sont épanouies en promouvant la générosité, l'honnêteté et le respect mutuel — des valeurs qui, et cela n'a rien d'un hasard, sont encore chères à la plupart des humains modernes. Il y avait des raisons concrètes, fondées sur la survie, pour nos ancêtres chasseurs-cueilleurs hautement interdépendants d'honorer ces valeurs et caractéristiques personnelles — et pour que l'évolution les promulgue par la sélection sexuelle parce que les femmes les trouvaient attirantes chez les hommes. Quant au Paradis, il est bétonné depuis longtemps. Nous sommes allés trop loin, et il n'y a pas de retour en arrière. La démographie humaine a depuis longtemps dépassé

la capacité de charge de la planète pour des sociétés de chasseurs-cueilleurs, qui exigent des densités de population inférieures à une personne par kilomètre carré dans la plupart des écosystèmes. En tout cas, nous ne sommes plus les êtres non domestiqués qu'étaient nos ancêtres préhistoriques. Nous avons perdu trop de connaissances et de conditionnement physique pour vivre confortablement sous les étoiles. Si nos ancêtres étaient des loups ou des coyotes, la plupart d'entre nous sont plus proches des carlins ou des caniches. [...]

## L'empreinte écologique de Netflix et cie ne cesse d'augmenter

Stéphane Orjollet - Agence France-Pressé à Paris Le Devoir.com



*Si la diffusion numérique semble dématérialisée, elle n'est pas immatérielle: à chaque étape, on consomme de l'énergie.*

Regarder sa série préférée chez soi sur son ordinateur ou dans les transports sur son portable, moins polluant qu'un DVD fabriqué à l'autre bout du monde et livré par coursier comme le faisait Netflix à ses débuts ? Pas si simple, répondent des experts face à l'explosion du visionnement vidéo en continu.

Le visionnement vidéo en continu occupe aujourd'hui 60,6 % du trafic global sur internet, selon le dernier rapport (septembre 2019) de la société Sandvine, spécialiste des équipements de réseaux. Sur ce total Google (avec YouTube) représente 12 %, Netflix 11,44 %.

Mais si la diffusion numérique semble dématérialisée, elle n'est pas immatérielle : terminaux, réseaux de stockage et de diffusion, tous consomment de l'énergie.

Soit, selon les calculs du Shift Project, groupe de recherche français qui a publié en juillet un rapport sur « l'insoutenable usage de la vidéo en ligne », l'équivalent annuel pour le seul visionnement en continu des émissions de CO<sub>2</sub> d'un pays comme l'Espagne, ou 1 % des émissions mondiales.

C'est la vidéo à la demande — avec ses géants Netflix ou Amazon et bientôt Apple ou Disney — qui domine, représentant 34 % du total. Traduction en équivalent tonnes de CO<sub>2</sub>: 102 millions, à peu près les émissions annuelles du Chili, pays qui accueille en décembre la grande conférence COP25 sur le climat !

Viennent ensuite les vidéos pornographiques, 27 % du total, les « tubes » internet (21 %) et les « autres » usages (18 %), notamment le secteur en plein boom des vidéos sur réseaux sociaux.

### « Très lourd »

« La vidéo digitale, ce sont des fichiers très lourds et qui grandissent avec chaque génération de plus haute définition », relève Gary Cook, qui suit le secteur pour Greenpeace aux États-Unis. UltraHD, 4K, 8K

annoncée... les constructeurs rivalisent. Mais « plus de données égale plus d'énergie pour maintenir un système prêt à streamer cette vidéo vers votre appareil dans la seconde ».

Car le visionnement en continu, c'est « une ressource utilisée pour un client regardant une vidéo », contrairement à la télé classique où un émetteur arrose tout les spectateurs, souligne Laurent Lefevre de l'Institut national (français) de recherche en sciences du numérique. Ce qui « met une grosse pression sur trois axes : l'équipement terminal, les réseaux et les centres de données ».

D'autant que le consommateur veut un service rapide et sans hoquet. Résultat, « tout le monde est en train de surdimensionner les équipements avec pour conséquence un gaspillage de ressources à tous les niveaux, » poursuit le chercheur, également directeur adjoint du groupe EcoInfo du CNRS.

## **Croissance exponentielle**

Les hébergeurs et diffuseurs travaillent beaucoup sur la recherche d'améliorations techniques, le refroidissement des centres de données ou l'encodage pour rendre les vidéos moins « lourdes », par exemple.

Mais les spécialistes mettent en garde contre le fameux « effet rebond », qui veut que les améliorations des techniques d'utilisation d'une ressource fassent en fait augmenter sa consommation globale.

« L'amélioration technologique crée de nouveaux usages et ces usages influencent » eux-mêmes les produits, comme la vidéo sur les réseaux sociaux qui s'est diffusée dans le marketing, relève ainsi Maxime Efoui-Hess, auteur de l'étude du Shift Project.

Sans compter que la culture technophile de l'illimité, comme les algorithmes de recommandation ou les modes de lecture automatique encouragent le visionnage en rafale (*binge watching*).

L'empreinte écologique du visionnement en continu devrait donc croître exponentiellement, d'autant que l'usage d'internet se diffuse toujours plus à travers le monde.

## **Sensibilisation**

Un retour en arrière technologique étant exclu, les chercheurs recommandent notamment la sensibilisation.

Pour Gary Cook, de Greenpeace, « l'exercice de la responsabilité collective, en exigeant des géants de l'internet qu'ils passent rapidement leurs centres de données aux énergies renouvelables a été le principal vecteur de changement jusqu'à présent ».

On peut aussi veiller à la consommation au moins d'impact possible, suggère Laurent Lefevre : « Le pire est de regarder sur un téléphone mobile en 3G. Il vaut mieux regarder chez soi avec une connexion en fibre optique. »

**Le Shift Project**, qui plaide pour un débat sur la « sobriété numérique », a de son côté mis en ligne le « carbonalyser », une extension de navigateur internet qui traduit en équivalent CO<sub>2</sub> vos activités sur la toile. « Il faut se mettre dans la position de remettre en question des usages qui pour l'instant n'ont pas été discutés à titre collectif », estime Maxime Efoui-Hess.

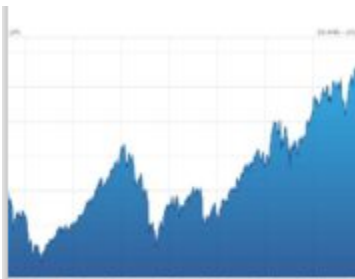
**Kaczynski contre la technologie cloisonnée**

**Michel Sourrouille 29 octobre 2019 / Par biosphere**

**L'effondrement du système technologique** selon [Ted Kaczynski](#) : « Nous faisons une distinction entre deux types de technologies : la technologie cloisonnée et la technologie systémique. La première, qui se développe au niveau de petites cellules circonscrites, jouit d'une grande autonomie et ne nécessite pas d'aide extérieure. La seconde s'appuie sur une organisation sociale complexe, faite de réseaux interconnectés. En ce qui concerne la technologie cloisonnée, aucun exemple de régression n'a été observé. Mais la technologie systémique peut régresser si l'organisation sociale dont elle dépend s'effondre.

Depuis la révolution industrielle, nous sommes entrés dans une ère de technologie systémique. Prenons l'exemple du réfrigérateur. Sans les pièces usinées, il était quasiment impossible à quelques artisans de le fabriquer. Si par miracle ils étaient parvenus à en construire un, il n'aurait servi à rien en l'absence d'une source fiable d'énergie. Il leur aurait été nécessaire de construire un barrage couplé à un générateur. Mais un générateur requiert une grande quantité de fils de cuivre... Le réfrigérateur est un exemple de technologie systémique, faire sécher ou saumer les aliments pour les conserver est une technologie cloisonnée. Il est clair que si le système techno-industriel venait à s'effondrer, la technologie de la réfrigération disparaîtrait très vite. Il en serait de même pour toute la technologie systémique. »

## SECTION ÉCONOMIE



**EXUBÉRANT ! CAC 40 Global Return: Nouveau RECORD au 28 Oct 2019 ! 45,17% plus haut qu'avant le Krach de juillet 2007 !!**

Publié le 29 octobre 2019 à 06:00:30 / 0 commentaire / 479 vues

Alors que certains vous répètent tous les jours qu'il n'y a aucune bulle sur les marchés et que le CAC 40 est en retard par rapport au DAX ou à que sais je...



**A y est, c'est officiel ! Le Krach du marché immobilier américain est là !!**

Publié le 28 octobre 2019 à 22:00:27 / 4 commentaires / 44 436 vues

Le marché immobilier américain est en train de perdre pied en dépit des baisses de taux d'intérêt de la réserve fédérale, et la gravité du problème est apparue... Lire la suite



**Craig Hemke: « Plus de la moitié des banques dans le monde ne survivront pas à la prochaine crise financière ! »**

Publié le 28 octobre 2019 à 20:00:36 / 0 commentaire / 747 vues

Selon Craig Hemke, journaliste et expert en métaux précieux, au début de l'année, la Fed serait contrainte de revenir à l'assouplissement quantitatif (Q.E: Planche... Lire la suite



**Philippe Béchade – Séance du Lundi 28 Octobre 2019: “Conjurer le mauvais sort à coups de milliers et de milliards de dollars ! »**

Publié le 28 octobre 2019 à 17:30:33 / 0 commentaire / 732 vues

Philippe Béchade, rédacteur en chef du site La bourse au quotidien, de la Chronique Agora et Président des Econoclastes, présente l'actualité boursière

du Lundi... Lire la suite



## Pouvoir d'achat: les classes moyennes de plus en plus précaires !

Publié le 28 octobre 2019 à 17:00:55 / 23 commentaires / 867 vues

Une enquête rendue publique mardi 8 octobre révèle que les classes moyennes se sentent de plus en plus fragilisées. Les explications de la journaliste Florence Griffond... Lire la suite

## **La FED augmente la dose d'(r)EPO à 120 milliards par jour !**

par Charles Sannat | 29 Oct 2019



Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

C'est plus la crise du REPO mais des injections massive d'(r)EPO !!!

On dope, on dope, on dope.

On pourrait aussi s'inspirer de l'émission de notre jardinier préféré pour proclamer la bonne nouvelle monétaire.

### **« Silence ça dope » !**

Il y a quelques jours, alors que je surveille le marché du REPO comme le lait sur le feu, je vous avait indiqué que les montant alloués étaient repartis à la hausse et pas qu'un peu puisque nous avons vu des injections de plus de 120 milliards ce qui est considérable.

Jusqu'à présent la Fed avait indiqué qu'elle n'injecterait qu'un maximum de 75 milliards par jour.

Le problème, c'est que les besoins augmentent considérablement et c'était perceptible il y a déjà quelques jours.

La FED vient donc de confirmer, ce qui se voyait à savoir que les quantités de liquidités n'étaient plus suffisantes pour alimenter les marchés.

Du coup, c'est officiel la Banque centrale américaine fait passer l'enveloppe quotidienne de 75 à 120 milliards de dollars !

Mais ce n'est pas tout, à cela s'ajoute le mini-QE d'un montant maximum de 60 milliards par mois de rachats d'actifs par la FED.

120 + 60 = 180 milliards de dollars.

Mais ce n'est pas tout.

Il y a aussi une petite ligne de coke, pardon, de refinancement dite à « 15 jours » qui vient de passer de 35 à 45 milliards de dollars. Le refinancement à 15 jours c'est pour ceux pour qui les nuits sont longues...et où les refinancements de type REPO ne suffisent pas.

Donc nous obtenons :

120 + 60 + 45 = 225 milliards de dollars.

Une bonne dose d'(r)EPO digne du tour de France.

### **Pas la moindre explication...**

Alors pourquoi toutes ces injections ?

Toujours aucune réponse crédible et un vague blouiblouablouquant...

De surcroît, on annonce que la semaine prochaine la FED devrait baisser à nouveau ses taux directeurs...

Alors que se passe-t-il ?

Personne n'en sait rien à part que cela ne sent pas franchement bon.

Je vais aller acheter quelques boîtes de raviolis, l'hiver risque d'être froid !!

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

## **Chine, Inde et Russie peuvent se passer du système SWIFT**



La Russie, la Chine et l'Inde auraient trouvé un moyen de contourner le système SWIFT.

C'est quoi SWIFT ? SWIFT (pour Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication) est un système interbancaire international qui fournit des services de messagerie standardisée et de transfert interbancaire ainsi que des interfaces à plus de 10.800 institutions dans plus de 200 pays.

En gros SWIFT est un gigantesque service de paiements et de règlements international. C'est par le réseau SWIFT et ses « tuyaux » que transitent les sommes nécessaires aux transactions qui font, ni plus ni moins que, tout le commerce mondial.

En 2018, SWIFT a coupé les accès à l'Iran qui s'est trouvé dans l'impossibilité de commercer. Cela n'est pas passé inaperçu en Chine ou en Russie. Si vous vous fâchez avec les Etats-Unis ils peuvent vous débrancher littéralement du système économique mondial.

Ici, l'idée n'est pas de savoir si la Chine, l'Inde ou la Russie peuvent concevoir un système autonome. Evidemment que oui. La question est politique.

Ces trois pays vont-ils prendre la décision de s'affranchir de SWIFT ou pas.

S'ils le font, les Etats-Unis le vivront très mal.

*Charles SANNAT*

## **Nucléaire. « Une perte de compétences généralisée »**



Le rapport Folz dresse un bilan sévère de l'« échec » de l'EPR de Flamanville et pointe un élément essentiel qui explique cet échec.

« Une perte de compétences généralisée ».

Cette perte de compétences touche ici un secteur très sensible, très technique.

On ne cesse pas de construire des centrales nucléaires, pendant plus d'une génération, en pensant reprendre les choses là où elles avaient été laissées.

Maintenir un savoir industriel cela demande beaucoup d'argent, beaucoup de moyens humains et techniques et une véritable volonté de le faire.

Plus largement, cette « perte de compétences généralisée » qui est problématique dans ce dossier et qui ne peut pas être caché aux yeux du grand public est en réalité généralisée !!

Car ce n'est pas que le nucléaire qui est touché.

Lorsqu'un pays abandonne même l'ambition de l'écriture scripturale pour tous, lorsque les exigences scolaires s'effondrent, lorsque tout se vaut, lorsque la médiocrité est érigée en standard et en exemple, disons-le, ce n'est pas que les centrales nucléaires que nous ne saurons plus construire demain mais tout ce qui fait la différence entre une société civilisée et un maelstrom informe.

Nous sommes en train de perdre la dernière génération d'instituteurs valables, après nous n'aurons plus que des « professeurs des écoles » plus ou moins incultes, formant des gamins plus ou moins crétinifiés aux écrans.

Au bout du compte et à ce rythme, dans moins de 10 ans, les trains ne rouleront plus et les avions finiront par tomber massivement...

C'est aussi comme cela que les sociétés s'effondrent.

La décadence n'est pas seulement de « mœurs » à la romaine, mais aussi la décadence de la connaissance et de la conscience humaine.

*Charles SANNAT*

## **Bitcoin + 40 % en 3 heures !!!**

Voici ce que dit le magazine Capital de la dernière envolée, pour le moins spectaculaire, du Bitcoin.

*« Dans la soirée de vendredi à samedi, Bitcoin a signé la troisième plus grosse hausse de son histoire. Les spécialistes évoquent la nouvelle politique pro-blockchain de la Chine pour l'expliquer. Alors que Bitcoin glissait tranquillement le long d'un canal baissier depuis juillet, la première des cryptomonnaies a enregistré une hausse fulgurante entre vendredi 25 et samedi 26 octobre. Bitcoin est brutalement passé de 7.200 à 10.300 dollars en quelques heures, soit une progression d'environ 40%. C'est la plus grosse hausse enregistrée depuis 2011 et la troisième plus importante depuis sa création en 2009. Il est souvent malvenu de chercher des raisons dans l'actualité pour expliquer une hausse, Bitcoin étant largement influencé par l'analyse technique des marchés. Or, une déclaration du président chinois semble avoir mis le feu aux poudres.*

*Selon une dépêche publiée vendredi par Xinhua, l'agence de presse officielle du parti communiste chinois, Xi Jinping a érigé le développement de la blockchain en priorité nationale. La blockchain est la technologie sous-jacente au Bitcoin. Elle permet d'échanger de la valeur en ligne de façon transparente, sécurisée et sans l'intervention d'un organe central de contrôle. "La Chine doit être à la pointe du développement de la blockchain", a-t-il déclaré, appelant à plus de soutien et d'investissement en sa faveur ».*

Cela pourrait donc être une excellente nouvelle.

### **La règle des 97/4!**

En ce qui me concerne, j'y vois des manipulations pas possible !!

Il faut savoir que pour provoquer des mouvements aussi rapides et aussi monumentaux, car 40 % de hausse en quelques heures c'est monumental, il faut du volume et de l'argent. Avec les décalages horaires, tout le monde n'est pas devant son PC quand un président chinois twitte !

Bref, gardez à l'esprit que selon une étude très sérieuse du Crédit Suisse 97 % des Bitcoins sont détenus par 4 % des adresses...

**En clair 4 % de personnes détiennent 97 % des Bitcoins** et cela permet assez facilement et rapidement des ententes entre intervenants pour manipuler les cours d'une cryptomonnaie qui, n'étant pas régulée, peut-être manipulée sans courir de grands risques juridiques !!

Enfin sur le fonds, le fait que le président chinois dise que la Chine doit investir dans la technologie blockchain n'implique strictement rien pour le bitcoin, puisque si la Chine se lance dans sa propre cryptomonnaie, elle sera d'Etat et contrôlée par l'Etat. Quand on connaît la Chine, il n'y a pas là de quoi faire monter le Bitcoin, au contraire, si la Chine lance sa propre crypto, elle interdira le Bitcoin.

## Les investisseurs se retirent des marchés actions

par Charles Sannat | 29 Oct 2019



Goldman Sachs s'alarme du phénomène de décollecte.

En effet selon la grande banque américaine, les fonds d'actions américaines ont subi les plus importantes sorties depuis 2008, par rapport au déluge d'argent liquide et d'obligations, signale la banque Goldman Sachs à laquelle se réfère Bloomberg.

C'est assez logique en réalité.

En effet souvenez-vous fin 2018, les actions « craquaient » car la FED augmentaient ses taux.

Face aux couinements des marchés, marche arrière de la banque centrale américaine.

Arrêt de la hausse des taux, puis baisse des taux.

Résultat, en période de hausse des taux les investisseurs américains avaient déserté les obligations US pour se mettre à l'abri d'un éventuel crash obligataire en venant notamment en Europe.

Puis, ils se sont remis sur les marchés actions, en partie, mais surtout sur les obligations américaines et notamment celles émises avant le nouveau cycle de baisse de taux, ce qui assurait un gain facile, rapide, et sans trop de risque.

Il est donc logique que l'argent afflux sur l'obligataire US surtout que les obligations du côté des Etats-Unis sont à taux positifs pas comme en Europe donc !

« Une forte incertitude, la peur d'une récession par des investisseurs, et le début des baisses des allocations en espèces limiteront probablement une augmentation considérable dans les allocations en actions» en 2020, estime Goldman Sachs Group Inc.

Tout comme l'année dernière, la demande des entreprises sera la principale source pour l'achat d'actions aux États-Unis, souligne la banque ».

Pourtant, il n'est pas certain qu'il faille tant s'alarmer que cela ! Même sans acheteur les bourses peuvent monter. C'est le cas au Japon où la BoJ, la Banque centrale nipponne, est propriétaire de plus de 40 % des actions de la bourse !!

## En période de récession, attendez-vous à ce que les banques centrales réécrivent les règles

Nouriel Roubini Mar 29 Oct 2019

**Tout nouveau ralentissement économique donnera lieu à des réactions non conventionnelles, allant des « helicopters money », aux renflouements et aux déficits énormes.**



Un nuage de morosité planait sur l'assemblée annuelle du Fonds monétaire international ce mois-ci. L'économie mondiale connaissant un ralentissement synchronisé, un certain nombre de petits risques pourraient entraîner une récession pure et simple. Entre autres choses, les investisseurs et les décideurs économiques doivent s'inquiéter d'une nouvelle escalade dans la guerre commerciale et technologique sino-américaine. Un conflit militaire entre les États-Unis et l'Iran se ferait sentir à l'échelle mondiale. Il pourrait en être de même pour le "hard" Brexit du Royaume-Uni ou d'une collision entre le FMI et le nouveau gouvernement péroniste de l'Argentine.

Néanmoins, certains de ces risques pourraient devenir moins probables avec le temps. Les États-Unis et la Chine sont parvenus à un accord de principe sur un accord commercial partiel de "première phase", et les États-Unis ont suspendu les droits de douane qui devaient entrer en vigueur le 15 octobre. Si les négociations se poursuivent, les droits de douane préjudiciables sur les biens de consommation chinois prévus pour le 15 décembre pourraient également être reportés ou suspendus. Jusqu'à présent, les États-Unis se sont également abstenus de répondre directement aux allégations de l'Iran concernant l'abattage d'un drone américain et l'attaque des installations pétrolières saoudiennes ces derniers mois. Le président américain, Donald Trump, est sans doute conscient qu'une flambée des prix du pétrole résultant d'un conflit militaire compromettrait sérieusement ses perspectives de réélection en novembre prochain.

Le Royaume-Uni et l'UE sont parvenus à un accord de principe pour un Brexit "doux", et le parlement britannique a pris des mesures au moins pour empêcher un départ sans accord de l'UE. Mais la saga se poursuivra, très probablement avec une autre prolongation du délai Brexit et des élections générales à un moment donné. Enfin, en Argentine, en supposant que le nouveau gouvernement et le FMI reconnaissent déjà qu'ils ont besoin l'un de l'autre, la menace de destruction mutuelle assurée pourrait conduire à un compromis.

Entre-temps, les marchés financiers ont réagi positivement à la réduction des risques mondiaux et à un nouvel assouplissement de la politique monétaire par les grandes banques centrales, notamment la Réserve fédérale américaine, la Banque centrale européenne et la Banque populaire de Chine. Pourtant, ce n'est encore qu'une question de temps avant que certains chocs ne déclenchent une nouvelle récession, éventuellement suivie d'une crise financière, en raison de la forte accumulation de la dette publique et privée dans le monde.

Que feront les décideurs lorsque cela se produira ? Un point de vue de plus en plus populaire est qu'ils se retrouveront à court de munitions. Les déficits budgétaires et les dettes publiques sont déjà élevés dans le monde et la politique monétaire atteint ses limites. Le Japon, la zone euro et quelques autres petites économies avancées ont déjà des taux directeurs négatifs et continuent de pratiquer l'assouplissement quantitatif et le crédit. Même la Fed réduit les taux et met en œuvre un programme d'assouplissement de l'assouplissement quantitatif par des mesures de soutien des marchés des prises en pension (emprunts à court terme).

Mais il est naïf de penser que les décideurs politiques permettraient simplement une vague de "destruction créative" qui liquiderait toute entreprise, banque et entité souveraine zombie. Ils seront soumis à d'intenses pressions politiques pour empêcher une dépression généralisée et l'apparition d'une déflation. Au contraire, un autre ralentissement invitera des politiques encore plus "folles" et non conventionnelles que ce que nous avons vu jusqu'à présent.

En fait, les points de vue de tout le spectre idéologique convergent vers l'idée qu'une monétisation semi-permanente de déficits budgétaires plus importants sera inévitable - et même souhaitable - lors de la prochaine récession. Les partisans de gauche de la théorie monétaire dite moderne soutiennent que des déficits budgétaires permanents plus importants sont soutenables lorsqu'ils sont monétisés en période de ralentissement économique, car il n'y a pas de risque d'inflation galopante.

Suivant cette logique, au Royaume-Uni, le parti travailliste a proposé un "People's QE", selon lequel la banque centrale imprimerait de l'argent pour financer les transferts fiscaux directs aux ménages plutôt qu'aux banquiers et investisseurs. D'autres, y compris des économistes classiques comme Adair Turner, l'ancien président de la Financial Services Authority du Royaume-Uni, ont appelé à des "chutes d'hélicoptères" : des transferts directs en espèces aux consommateurs par le biais de déficits budgétaires financés par la banque centrale. D'autres encore, comme l'ancien vice-président de la Fed Stanley Fischer et ses collègues de BlackRock, ont proposé une " facilité budgétaire d'urgence permanente ", qui permettrait à la banque centrale de financer d'importants déficits budgétaires en cas de récession profonde.

Malgré des différences de terminologie, toutes ces propositions sont des variantes de la même idée : d'importants déficits budgétaires monétisés par les banques centrales devraient être utilisés pour stimuler la demande globale dans l'éventualité d'une prochaine récession. Pour comprendre à quoi pourrait ressembler cet avenir, il suffit de se tourner vers le Japon, où la banque centrale finance effectivement les importants déficits budgétaires du pays et monétise son ratio élevé de la dette au PIB en maintenant un taux directeur négatif, en réalisant un assouplissement quantitatif à grande échelle et en visant un rendement cible à 10 ans des obligations gouvernementales à 0 %.

De telles politiques seront-elles réellement efficaces pour stopper et inverser le prochain effondrement ? Dans le cas de la crise financière de 2008, qui a été déclenchée par un choc négatif de la demande globale et un resserrement du crédit sur des agents illiquides mais solvables, des mesures massives de relance monétaire et budgétaire et des plans de sauvetage du secteur privé étaient logiques. Mais que se passerait-il si la prochaine récession était déclenchée par un choc d'offre négatif permanent qui entraînerait une stagflation (croissance plus lente et inflation en hausse) ? Tel est, après tout, le risque que représente le découplage des échanges commerciaux entre les États-Unis et la Chine, Brexit ou la pression persistante à la hausse sur les prix du pétrole.

L'assouplissement budgétaire et monétaire n'est pas une réponse appropriée à un choc d'offre permanent. L'assouplissement de la politique monétaire en réaction aux chocs pétroliers des années 1970 a entraîné une inflation à deux chiffres et une augmentation brutale et risquée de la dette publique. De plus, si un ralentissement économique rend certaines sociétés, banques ou entités souveraines insolvables - et pas seulement illiquides - il est insensé de les maintenir en vie. Dans ces cas, un renflouement des créanciers (restructuration et annulation de dettes) est plus approprié qu'un renflouement "zombifiant".

En résumé, une monétisation semi-permanente des déficits budgétaires en cas d'une nouvelle récession pourrait ou non constituer la réponse politique appropriée. Tout dépend de la nature du choc. Mais, parce que les décideurs politiques seront contraints de faire quelque chose, les réponses politiques "folles" deviendront une conclusion inéluctable. La question est de savoir s'ils feront plus de mal que de bien à long terme.

## **Les rapports de cette semaine montreront probablement que l'économie américaine se détériore**

**Mac Slavo 28 octobre 2019 SHTFplan.com**

La situation économique des États-Unis a été cahoteuse et précaire au cours des derniers mois. Mais c'est sur le point de devenir encore pire. Les rapports de cette semaine montreront probablement que l'économie américaine se détériore.

Les effets de la guerre commerciale dévastatrice sur le plan économique sont sur le point de se faire sentir, selon un rapport de Market Watch. Un barrage de rapports sur l'économie au cours de la semaine prochaine devrait tous montrer que la croissance américaine a ralenti à la fin de l'été. La guerre commerciale qui couve avec la Chine a sapé les investissements des entreprises, sapé les investissements des fabricants et des agriculteurs américains et entraîné un déclin de l'embauche. Cela signifie que le rapport sur l'emploi risque d'être un signal d'alarme.

Le premier grand rapport est attendu mercredi, et Market Watch déclare que nous devrions nous y atteler dès maintenant. Le produit intérieur brut du troisième trimestre, qui va de juillet à septembre, devrait tomber à environ 1,4 %, alors qu'il était de 2 % au printemps. Le PIB est le tableau de bord officiel, pour ainsi dire, de la performance de l'économie. Historiquement, les États-Unis ont connu une croissance de plus de 3 % par année, mais la dernière fois qu'ils ont atteint ce seuil, c'était en 2005. La plupart des économistes pensent que les États-Unis ne peuvent pas croître plus vite qu'environ 2 %, du moins pas pour une longue période de temps.

L'autre mauvaise nouvelle est pour vendredi. C'est à ce moment-là que le gouvernement dévoilera le nombre de nouveaux emplois qui ont été créés en octobre. Les économistes prévoient que les États-Unis ont créé moins de 100 000 nouveaux emplois le mois dernier, un chiffre qui serait le plus bas depuis mai et l'un des plus faibles en sept ans.

Et cela pourrait être bien pire pour les consommateurs. Prenons l'exemple du PIB. Les dépenses de consommation ont atteint des niveaux insoutenables au printemps et sont retombés, comme prévu, à un rythme plus mesuré mais toujours sain durant l'été. Mais elle demeure élevée si l'on tient compte de la croissance des salaires, ce qui signifie que les consommateurs mettent probablement leurs achats à crédit et ne les paient pas à l'avance.

Il n'y a pas que la guerre commerciale qui nuit à la croissance de l'emploi. L'embauche dans le secteur de la construction a également diminué, tandis que l'industrie de la vente au détail de briques et de mortier en difficulté a perdu 78 000 emplois jusqu'à maintenant en 2019 dans ce qui s'annonce être l'une des années les plus difficiles de son histoire. -Veille du marché

Le ralentissement de la création d'emplois n'entraînera pas nécessairement une récession, mais il peut indiquer que les entreprises réduisent leurs coûts en embauchant moins de travailleurs et même en en mettant certains à pied. Comme nous le savons, cela peut entraîner un effet boule de neige et éventuellement une récession.

## La faillite monétaire devient inévitable

Par Alasdair Macleod – Le 10 octobre 2019 – Source [Goldmoney Insights](#)



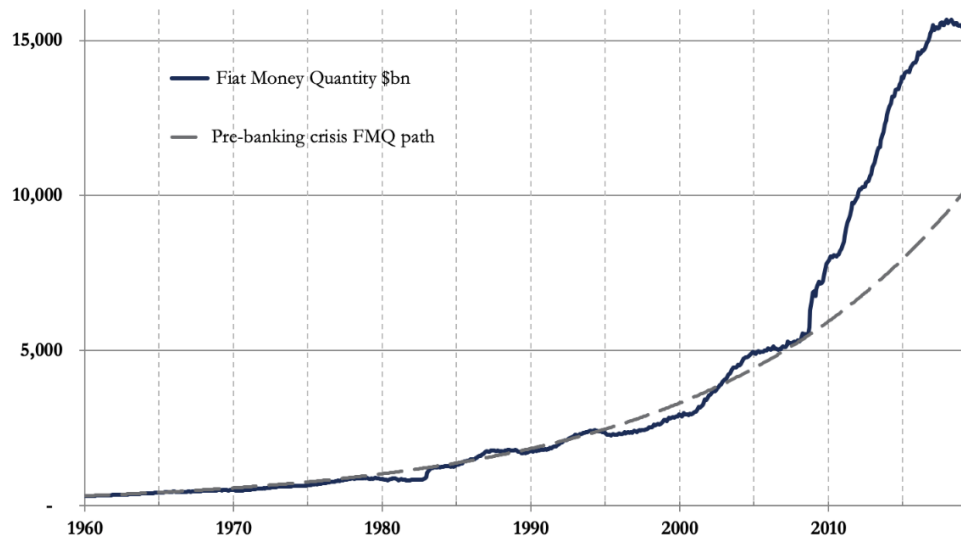
**Cet article postule qu'il y a une conjonction désagréable d'événements qui commencent à saper les finances publiques dans les pays avancés. Ils combinent le point d'arrivée d'une tendance à long terme d'augmentation des engagements en matière de protection sociale, à la certitude croissante d'une crise du crédit à l'échelle mondiale, résultant à la fois du pic du cycle du crédit et du protectionnisme commercial croissant. Nous voyons déjà ces derniers saper l'économie mondiale, en piégeant à la fois les gouvernements et les investisseurs.**

Peu d'observateurs semblent conscients qu'une crise économique et systémique se produira à un moment où les finances publiques sont déjà précaires. Toutefois, les conséquences sont impensables pour les autorités et, pour cette raison, il est certain qu'un tel ralentissement entraînera une augmentation substantielle de l'inflation monétaire. L'ampleur du problème doit être appréhendée afin d'évaluer à quel point il sera destructeur pour les finances publiques et, finalement, pour les devises émises par l'État.

### **Introduction**

En écoutant les récents commentaires sur les échecs de la [prise en pension](#) à New York, on peut supposer que l'argent manque dans le système. Ce n'est pas le vrai problème, comme le montre clairement le graphique ci-dessous de la quantité de monnaie fiduciaire pour le dollar.

### Fiat Money Quantity (FMQ) \$bn



Source: St Louis Fed database (FRED), Goldmoney

La quantité de monnaie fiduciaire (FMQ) est la quantité de monnaie – en l’occurrence, le dollar américain – à la fois en circulation et en réserve au bilan de la banque centrale. Avant la crise de Lehman, en 2008, elle avait progressé à un taux de croissance annuel composé de 5,86%, relativement constant. Depuis la crise de Lehman, elle a crû en moyenne de 9,45%, même après le ralentissement du taux de croissance amorcé en janvier 2017. La FMQ est toujours supérieure de 5 000 milliards de dollars à ce qu’elle aurait été aujourd’hui si l’expansion monétaire massive, qui a suivi la crise de Lehman, ne s’était pas produite. S’il y a une pénurie d’argent, c’est parce que le processus de création de dette pour financer les dépenses courantes est en train de devenir incontrôlable.

Ce ne sont pas que les États-Unis. Si nous prenons des chiffres similaires – mais moins détaillés – pour les FMQ dans les autres grands pays, en additionnant les [masses monétaires M3](#) au sens large et les bilans des banques centrales, nous constatons qu’ils ont augmenté à des taux variables pour les économies les plus importantes. En Chine, le taux de croissance annuel composé a été de 12%, mais de 5,2% au Japon et de 4,9% dans la zone euro, la modération reflétant le niveau stagnant du crédit bancaire. Quand, en l’absence de toute autre mesure, les statisticiens utilisent le PIB pour le montant monétaire, comme substitut à la définition du progrès économique, il ne faut pas s’étonner de voir que les économies affichant le taux de croissance monétaire le plus élevé sont considérées comme les plus performantes.

Alors que le PIB ne nous dit rien sur le progrès humain et ses avantages pour la société, les autres utilisations de la monnaie en tant que mécanisme de contrôle de la gestion économique sont également trompeuses. Une grande partie de l’expansion monétaire a consisté à financer des dépenses gouvernementales improductives. La majeure partie du solde, après la déduction des dépenses du gouvernement, a alimenté la spéculation dans le secteur financier et financé le crédit à la consommation pour ceux dont l’épargne s’est tarie. L’accélération de la croissance de la masse monétaire ne révèle pas l’effet de transfert de richesse qui appauvrit tous les individus productifs au profit des gouvernements, du système bancaire et des clients privilégiés de la banque, que sont les principales grandes entreprises et directement ou indirectement les [hedge funds](#).

Des décennies d’appauvrissement par l’inflation monétaire, qui s’est accélérée depuis Lehman, en 2008, constituent une question très grave et sont à l’origine de la fragilité des systèmes économiques dominés par les déficits des dépenses publiques. La raison pour laquelle il semble qu’il n’y ait pas assez d’argent, c’est que l’accélération de la dette publique en monnaie nominale rattrape la croissance de la masse monétaire. La célèbre estimation de Laurence Kotlikoff en 2012 sur les engagements futurs du gouvernement américain d’une valeur actuelle nette de plus de 222 000 milliards de dollars est bien là au bout du compte.

Il serait plus exact de dire que le chiffre pour les États-Unis tend vers l'infini. C'est déjà l'infini au Japon et dans la zone euro, où les taux d'intérêt négatifs et les rendements obligataires constituent la base de calcul de la valeur actuelle nette. Comme dans la plupart des domaines financiers, le public ignore parfaitement les véritables implications des taux d'intérêt bas et négatifs et des rendements obligataires extrêmement bas. Ils estiment que des taux d'intérêt très bas permettent à leur gouvernement d'emprunter autant qu'il le souhaite pour fournir au public de nouveaux hôpitaux, écoles, etc. C'est le cas d'un tas d'imbéciles, politiciens et banquiers centraux qui ont transformé tous les autres en imbéciles, et les rares qui le réalisent ne savent pas comment inverser le processus. Ce qu'ils ne voient pas, c'est que le gouvernement ne peut pas financer maintenant les soins de santé et les retraites, qui constituent la majeure partie des obligations futures dans un État social, sans accélérer encore davantage la dégradation monétaire.

## **Note du Saker Francophone**

Traiter les politiciens et les banquiers centraux d'imbéciles, c'est être encore plus sot qu'eux, car ils savent très bien ce qu'ils font, en contribuant à siphonner vers le haut de la pyramide l'argent qui manque en bas. Les hôpitaux, écoles, et autres services publics ne sont qu'un prétexte à endormir les peuples, les dépenses des états ne vont pas là, y a qu'à regarder autour de soi...

Personne ne peut savoir quel est le véritable chiffre des engagements futurs du gouvernement, dont le bien-être social est une composante croissante. Les politiciens, qui prétendent qu'une semaine en politique est du long terme, ne voient aucun problème. Les quelques gouvernements qui ont relevé l'âge de la retraite l'ont fait pour faire face à l'accroissement actuel des obligations sociales, sans se préoccuper de celles à venir, qui finiront par détruire ce que les Occidentaux considèrent généralement comme une société démocratique civilisée. C'est le problème de leurs successeurs.

Pour autant que l'histoire, et la théorie économique raisonnée, puissent être des guides, les demandes de crédit de l'État aboutiront à la destruction des monnaies gouvernementales. En réalité, l'inflation et le crédit ont créé l'illusion que nous pouvons tous vivre au-delà de nos moyens, notre revenu étant ce que nous produisons.

Rien, à la seule exception d'une banque centrale et de ses agents commerciaux, ne permet de gagner de l'argent sans avoir à l'annoncer – ni à le justifier : le seigneurage est simplement pris sans le consentement du public. Sans se demander comment cela se produit, l'argent supplémentaire nous permet de nous livrer à toutes nos envolées fantaisistes jusqu'à un moment donné. Un peu comme le glouton de Monty Python, M. Créosote, pouvons-nous forcer un peu plus l'inflation avant d'exploser tous ? Voir [ici](#), pas pour les cœurs sensibles.

## **Le cycle de crédit est maintenant sur le retour**

L'argument selon lequel la situation précaire qu'affrontent les grandes économies est due à un manque d'argent est fausse. Le problème est celui de l'escalade des dépenses et, de toute façon, la solution à toute pénurie, comme nous l'avons vu récemment avec les problèmes sur le marché Repo [*la prise en pension au jour le jour*] aux États-Unis, consiste simplement à émettre plus d'argent. Mais ce n'est pas une solution, elle ne fait qu'aggraver la crise finale.

Il est facile d'augmenter la quantité d'argent, mais il est pratiquement impossible d'augmenter la quantité de biens et services qui devraient l'accompagner. Pour cette raison, l'augmentation de la quantité de monnaie désavantage les producteurs quotidiens ordinaires de biens et de services dans les petites et moyennes entreprises, car avec plus de monnaie en circulation mais la même quantité de marchandises, la pression est forte pour que les prix montent, ainsi que les charges des producteurs. Pendant un certain temps, les consommateurs peuvent échapper à la hausse des prix en substituant des produits moins chers en provenance de

l'étranger. Cela réduit l'impact de la hausse des prix sur le marché intérieur. Les épargnants bénéficient également de la stabilité des prix, car ils peuvent reporter leurs achats à une date ultérieure. Mais en l'absence d'épargnants compensant la demande alimentée par l'inflation, et les droits de douane américains contemporains sur les importations en provenance de Chine effaçant l'avantage des prix plus bas offerts par celle-ci, l'inflation monétaire ne manquera pas de relever le niveau général des prix.

Par conséquent, les entreprises traditionnelles américaines ont cru à leur bonne fortune sans être obligées de concurrencer la Chine. Pendant trop longtemps, elles ont vu les coûts de production augmenter, entraînés par la hausse du coût des intrants, des réglementations gouvernementales, de leurs propres bureaucraties, en expansion due à la tendance naturelle chez ces dernières d'augmenter plus vite les dépenses que le revenu disponible. Après avoir été lourdement ligotés par la paperasserie, ils espèrent que les droits de douane les protégeront des concurrents étrangers, qui eux ne sont pas ligotés. Ils maintiennent leurs prix non compétitifs plus élevés uniquement pour constater que les consommateurs, qui ne bénéficient pas du nouvel argent gratuit, ne sont pas disposés à les payer ou ne sont pas en mesure de le faire. Les volumes de vente souffrent et les pertes commencent à s'accumuler. Un problème international provoqué par le protectionnisme commercial devient un revers intérieur, la transition frappant actuellement l'économie américaine.

Nous constatons déjà les signes d'un affaiblissement croissant dans d'autres pays, qui ne sont pas directement impliqués dans les échanges commerciaux entre la Chine et les États-Unis, mais qui dépendent également des deux plus grands pays du monde, dans la mesure où leur commerce est concerné par leur guerre commerciale. Les États membres de la zone euro font tous état de conditions commerciales intérieures décevantes, à l'instar de la quasi-totalité des autres pays qui les ont signalées. Les inflationnistes disent que la solution est d'avoir plus d'argent.

Cet appel a même évolué en une demande selon laquelle les emprunteurs devraient être payés pour emprunter au moyen de taux d'intérêt négatifs, détruisant ainsi le peu d'épargnants restant dans les économies avancées. La source des investissements dans la production, jugés nécessaires pour empêcher l'économie mondiale de s'effondrer, ne repose plus sur une véritable épargne, mais sur des quantités croissantes de monnaie directement fabriquée à partir de rien ou indirectement par le système bancaire.

Ceux qui bénéficient de l'inflation par l'expansion du crédit bancaire sont ceux qui n'en ont pas besoin, car ils sont solvables et peuvent toujours lever des fonds sur le marché. Le problème concerne ceux qui ne sont pas solvables. Aucune quantité d'inflation monétaire ne les sauvera, car les banques, en Amérique par exemple, ont déjà prêté la quasi-totalité de l'équivalent de leurs capitaux propres à des emprunteurs non financiers qui sont considérés comme de qualité inférieure à celle des investisseurs, en d'autres termes pourris, soit directement, soit par le biais de titrisations basées sur des collatéraux pourris. Dans les mois à venir, voire dans quelques semaines, les banques se protégeront en ne fournissant plus de liquidités mais, au contraire, en les retirant. Inévitablement, une volte-face des banques sur la distribution de crédit entraînera la récession. Une crise systémique s'ensuivra et les banques centrales seront obligées de venir à la rescousse en imprimant encore plus d'argent.

Comme nous l'avons vu après la crise de Lehman, l'argent sera imprimé pour renforcer les réserves des banques en contrepartie de la dette publique accumulée auprès de la banque centrale. La majeure partie de cet argent récemment imprimé finit par couvrir le déficit public par le biais de l'achat d'obligations d'État du gouvernement par la Banque centrale.

Un cycle de crédit sera terminé : la stabilisation post-Lehman, suivie d'une reprise incertaine, puis d'un retour à la normale. La normalité évolue en complaisance, le crédit bancaire étant élargi au profit d'emprunteurs de plus en plus risqués. Le krach de l'expansion post-crédit, à l'instar de Lehman, est en cours.

C'est un cycle répétitif, conséquence des interventions monétaires antérieures des banques centrales. Elles ont été incapables de se retenir. La décision de sacrifier Lehman, banque d'investissement de second rang, a failli

faire tomber tout le système financier mondial. Aucune banque centrale ne peut à nouveau prendre ce risque. Nous pouvons être certains que la solution à la prochaine crise du crédit sera une nouvelle accélération de la production de monnaie et de crédit, aucun membre du système financier ne pouvant faillir. Et l'expansion de l'argent de base destiné à renforcer les avoirs des banques favorisera principalement la seule classe d'emprunteurs avec un certain standing financier, les gouvernements.

Mais ce que nous voyons, c'est que deux forces s'unissent pour accélérer la disparition des monnaies émises par les États, qui ne sont finalement soutenues que par la confiance et le crédit que le public accorde aux finances de leurs gouvernements. Le resserrement du crédit à venir se produira dans un contexte d'accroissement rapide du fardeau des obligations en matière de protection sociale, identifié de manière si dramatique par Laurence Kotlikoff il y a sept ans, et susceptible d'avoir fortement augmenté par rapport à son estimation alarmante.

Inévitablement, la faiblesse prolongée des rendements des obligations d'État commencera à prendre fin, et quelles que soient les politiques de taux d'intérêt de la banque centrale, ils augmenteront au fur et à mesure que les investisseurs se rendront compte que, corrigées des estimations plus réalistes de l'inflation que celles fournies par les statisticiens des États, elles sont un refuge sûr. Ensuite, les finances publiques deviendront si incontrôlables que même les théoriciens modernes de la monnaie retourneront à leurs manuels scolaires pour voir quel petit chapitre ils n'ont pas compris.

### **L'aube de l'inflation se lève sur le grand public**

Aujourd'hui, le public ignore parfaitement l'inexorable tendance à la dépréciation monétaire, tout en bénéficiant des avantages continus de l'aide sociale du gouvernement, dont les économistes leur assurent que la hausse modérée des prix, conséquence et justification de l'expansion de la quantité de monnaie et de crédit, leur est favorable. Et qui sont-ils pour remettre en question les experts ?

Heureusement, dans leur vie quotidienne les gens s'adaptent généralement aux circonstances qui leur sont imposées par les gouvernements. Un taux d'inflation des prix ciblé à 2 % ne perturbe pas ouvertement le cours des choses, et les statisticiens du gouvernement sont devenus experts en matière d'ajustement de l'inflation à leur l'objectif. L'expérience de chacun en matière d'inflation des prix est différente [*selon ses habitudes de consommateur, NdT*], de sorte que les chiffres gouvernementaux sont acceptés par défaut. Mais, depuis pas mal de temps, la faible augmentation des salaires des gens s'est fortement écartée de la hausse des prix de leurs achats normaux, ce qui n'a guère de rapport avec la composition des statistiques des prix à la consommation des gouvernements. En liaison avec la liberté financière qui leur a été offerte pour emprunter, ils ont compensé la différence entre revenus et dépenses, comme le fait n'importe quel gouvernement moderne : en empruntant avec peu ou pas d'intention de rembourser.

Le problème auquel les gens sont confrontés est la destruction continue de leur richesse personnelle par l'inflation monétaire. Cela a conduit à une différence fondamentale entre le cycle de crédit actuel et ceux décrits précédemment dans les manuels de l'école autrichienne d'économie. Avant que le keynésianisme ne s'installe, l'investissement dans la production était financé par l'épargne. Celle-ci a été considérablement réduite. L'épargne n'est plus un coussin contre l'incertitude car elle n'existe pratiquement plus.

Deux conséquences nous concernent ici. La première est que la charge de l'investissement et sa continuité incombent désormais entièrement à l'État et à ses banques agréées, dont le seul recours est une expansion monétaire encore accrue. La seconde est la confiance presque totale que les salariés d'aujourd'hui accordent à leur salaire mensuel pour survivre, 78% des travailleurs américains vivent au [mois le mois](#). Les travailleurs britanniques sont également piégés. Ils n'ont aucun moyen de survivre à une crise du crédit et aux conséquences économiques qui en découleront. Ce sera un autre coût qui incombera au gouvernement et à sa banque centrale, qui s'ajouteront aux engagements déjà croissants en matière de protection sociale.

Il devient facile d'envisager le jour où la majeure partie des dépenses de l'État sera financée par l'inflation et les emprunts inflationnistes, combinant baisse des recettes fiscales et augmentation des engagements de dépenses. Il existe également un déséquilibre entre les contribuables, avec une classe riche mobile qui supporte l'essentiel du fardeau fiscal national qui peut *mettre les bouts* à tout moment. La question se pose alors de savoir quelle sera la réaction des marchés financiers lorsque la triple conjonction d'une crise du crédit, d'une forte augmentation des déficits publics et de l'escalade à long terme des coûts de l'aide sociale se matérialisera, en même temps, dans la conscience publique.

En prévision de la prochaine crise du crédit, le fait de savoir que les choses ne se passent pas bien, a jusqu'à présent conduit à une fuite vers la sécurité ressentie : dans certains pays, les investisseurs paient même pour assumer la dette de leur gouvernement. Aux États-Unis, le rendement des obligations du Trésor américain à 10 ans est passé de 3,2% il y a un an à 1,4% aujourd'hui.

À mesure que la prochaine crise du crédit se matérialisera, la perception du risque par les investisseurs changera radicalement. L'impératif d'imprimer de l'argent à un rythme encore plus rapide accompagnera la tendance à la poursuite de taux d'intérêt de plus en plus négatifs, pénalisant les dépôts bancaires, éliminant les épargnants résiduels du système. Par conséquent, si la Fed commet l'erreur de seulement imaginer des taux d'intérêt négatifs, elle fera régresser l'ensemble du prix des produits de consommation courante, car tous les produits de base sont libellés en dollars.

Nous pouvons nous attendre, avec certitude, à des taux négatifs plus bas et plus répandus lorsque le cycle du crédit entrera dans sa phase de crise. La dernière fois, en 2008, le monde était tellement soulagé que la vie continue après la mort de Lehman, qu'il considérait toujours la dette publique comme un refuge sans risque pour les investissements financiers. Il serait insensé pour une banque centrale de penser que cette astuce pourrait être exploitée une seconde fois. Imaginez à quel point la quantité de monnaie fiduciaire figurant dans notre graphique ci-dessus serait supérieure à cette ligne de tendance pré-Lehman à long terme. Et imaginons les dégâts causés au pouvoir d'achat du dollar et des autres principales monnaies fiduciaires par les politiques de taux d'intérêt qui vont inévitablement conduire à un retrait généralisé des dépôts.

Cette fois-ci, la coïncidence d'une crise du crédit et d'une augmentation rapide des engagements en matière de protection sociale à court et à long terme ajoute une nouvelle dimension à l'évolution de l'inflation. Loin de sauver l'économie mondiale, on peut s'attendre à ce que la propagation de taux d'intérêt nuls et négatifs mette en lumière la valeur réelle des monnaies fiduciaires. La prochaine fois est différente à un autre égard : il y a une nouvelle génération d'hommes et de femmes éduqués qui, par le biais des crypto-monnaies, ont maintenant compris la fausseté de la monnaie fiduciaire, avant le krach. Dans le passé, presque tout le monde l'avait appris trop tard. Aujourd'hui, dans tous les pays, en particulier en Amérique et en Chine, la génération Y [*millénials*] pourrait accélérer la fin de la monnaie fiduciaire en déclenchant rapidement le passage de la monnaie fiduciaire à la crypto. Le bitcoin à un million de dollars n'est plus une pure fantaisie, mais n'oubliez pas qu'un million de dollars risque de ne plus vous acheter grand chose.

Ce n'est pas un résultat attendu, sauf par les rares personnes qui comprennent ce qui se passe avec l'argent et l'escalade artificielle de sa quantité. Ces personnes se composeront d'un nombre croissant de membres de la communauté des crypto-monnaies et quelques-uns qui ont étudié le sujet loin des influences des macroéconomistes. Espérons qu'ils incluront désormais les lecteurs de cet article. [*hummm ... les cryptos dépendent totalement des infrastructures de l'état, NdT*]

### **Anticiper un krach**

Que la crise du crédit pousse l'expansion monétaire en mode turbo ou entraîne un effondrement hyper-inflationniste, les citoyens sont obligés de commencer à se débarrasser de leur monnaie nationale au profit des biens dont ils pensent avoir besoin à l'avenir. La liquidité minimale en espèces devient la position souhaitée. Cela peut rapidement mener à un krach final de courte durée, qui marque la mort d'une monnaie fiduciaire non

garantie, quand le grand public s'aperçoit que la monnaie de leur gouvernement pourrait être sans valeur. Au fur et à mesure que la conviction augmente, le rythme auquel les gens s'en débarrassent, pour mettre la main sur tout ce qui peut leur être utile, augmente de façon exponentielle. En Allemagne, cela a duré de mai 1923 environ à novembre de la même année, date à laquelle le deutschemark a finalement expiré.

Tout ceci est depuis longtemps le thème des libertariens survivalistes.

Tant que l'alternative de posséder de l'or et de l'argent physiques existe, il n'est pas nécessaire de stocker les produits de première nécessité, à moins que des ruptures d'approvisionnement ne soient anticipées. Dans un marasme économique, les prix des biens vont baisser, mesurés en monnaie saine. Cela, après tout, a fermement impressionné les keynésiens inflationnistes lors de l'expérience du début des années 30, lorsque, mesurés par rapport à l'or, les prix ont presque tous dégringolé. Lorsque l'or et l'argent sont devenus plus attrayants que la possession de biens, leur pouvoir d'achat a augmenté tandis que celui des monnaies fiduciaires diminuait.

En mettant de côté la question de l'offre, si, à la suite de la prochaine crise du crédit, les conditions économiques des années 1930 se rétablissaient, ceux qui utilisent l'or et l'argent en guise de monnaie verront les coûts de leurs biens de consommation baisser, il n'y aurait donc pas d'urgence à les stocker.

## Le prix Nobel Robert Shiller « voit des bulles partout »

By Or-Argent - Oct 29, 2019



Lorsque l'auteur du livre *Irrational Exuberance* et **prix Nobel d'économie Robert Shiller** affirme qu'il voit des bulles partout, il est préférable de l'écouter.

L'auteur du livre fraîchement publié *Narrative Economics* et professeur d'économie à Yale **Robert Shiller** a déclaré ce mercredi à Los Angeles : « *Je vois des bulles partout, il n'y a pas de solution. Vous devez juste traverser la tempête. Il faut investir alors même que l'on peut s'attendre à une baisse du prix.* » Shiller est notamment célèbre pour avoir prédit le krach boursier de 2000, ainsi que le krach immobilier de 2007.

L'avertissement de Shiller a été lancé alors que nous traversons une période dangereuse. Hier, c'était le **90e anniversaire du Black Monday**. Le 28 octobre 1929, le Dow Jones chuta de 13 %. Ce fut la seconde baisse quotidienne la plus importante de l'histoire. Après les chutes répétées des marchés durant les débuts de la Grande dépression, il a fallu 25 ans pour que les investisseurs récupèrent leurs billes.

Shiller voit des bulles sur les marchés actions, les marchés obligataires et dans une moindre mesure sur le marché immobilier.

## Des rendements boursiers maussades

Shiller, qui a remporté le prix Nobel d'économie en 2013, anticipe un rendement annuel moyen de 4,4 % pour les actions américaines sur les 30 années à venir. C'est un chiffre décevant, plus de 2 fois inférieur à la moyenne à long terme, et bien en dessous des attentes des caisses de retraite. Selon Index Fund Advisors, le rendement à long terme du **S&P 500** est de 9,84 %.

Quel est le souci ? Les marchés actions sont **généreusement valorisés** après des années de hausse. Depuis le plus bas du 9 mars 2009, les actions ont augmenté en moyenne de **348 %**. Ces valorisations élevées pèseront sur les profits futurs, selon Shiller. Le **ratio CAPE** des actions américaines, de **29** actuellement, est élevé. Ce ratio, qui ajuste cycliquement le ratio cours/bénéfice, calcule combien un investisseur est prêt à payer un titre en termes de multiple des bénéfices ajustés à l'inflation sur 10 ans. Cet indicateur permet de déterminer la cherté d'un titre en éliminant les distorsions à court terme.

Un ratio CAPE de 29 ne s'est matérialisé que quelques fois dans l'histoire, selon Shiller. En **1929**, il se situait autour de **35**. Les marchés se sont ensuite effondrés, ce qui déclencha la Grande dépression. Cela dit, il y encore de la marge lorsque les marchés sont victimes d'exubérance irrationnelle. En **2000**, le ratio CAPE a atteint **45** (nous avons ensuite connu une correction de 49 % entre 2000 et 2002). Cela dit, le ratio actuel est supérieur à celui de **1987**, juste avant la baisse quotidienne la plus importante de l'histoire du 19 octobre (23 %).

Et quelle était la situation à l'occasion du marché baissier le plus récent, à savoir celui de **2007-2009** ? En 2007, le ratio CAPE était **similaire** à celui que nous connaissons aujourd'hui. *« L'histoire nous montre donc qu'un tel ratio peut grimper jusqu'à 45, comme ce fut le cas il y a 20 ans, ou engendrer une correction de 50 %. »*

## Le boom du marché obligataire n'est pas tenable

Shiller s'inquiète autant pour les **obligations** que pour les actions. Les obligations restent l'une des classes d'actifs les plus **populaires** alors que les investisseurs recherchent des revenus garantis. Le **SPDR Portfolio Aggregate Bond ETF** a généré un rendement digne des obligations cette année (8,31%). C'est 2 fois plus que la moyenne annuelle de ces 10 dernières années. Les investisseurs se ruent sur les ETF obligataires afin d'échapper à la volatilité des marchés actions tout en empochant du rendement. *« Si la bulle obligataire se constitue parce que les investisseurs raisonnent de façon simpliste, cela peut encore durer un certain moment, mais cela se terminera mal »,* a déclaré Shiller.

En dehors des États-Unis, les investisseurs achètent des obligations à rendement négatif tout simplement parce qu'ils pensent qu'ils pourront les revendre plus cher lorsque les taux seront encore plus bas.

## Bulle immobilière : c'est comme en 2005

Le **marché immobilier** est en phase de constitution d'une bulle, selon Shiller, ce qui n'est pas sans rappeler **2005**. Les prix avaient augmenté, mais pas encore de façon spectaculaire. *« Nous sommes à nouveau comme en 2005. Les marchés de San Francisco de Los Angeles ralentissent déjà. »* Il s'agit d'un indicateur inquiétant après des années de hausse, selon lui.

Cependant, on est loin de l'exubérance du début des années 2000. C'est pourquoi Shiller ne parle pas de bulle immobilière. Selon lui, les gens ont encore en mémoire les années 2000, ils savent que **les prix peuvent baisser**. *« Nous ne sommes plus aussi exubérants aujourd'hui, je ne suis donc pas sûr que l'histoire va se répéter »,* a-t-il déclaré.

**Les actions européennes sont moins chères**

Selon Shiller, les titres européens échappent à cette exubérance irrationnelle. Selon lui, les titres des entreprises européennes sont 3 fois moins chers que ceux des sociétés américaines. « *J'ai des attentes plus élevées pour l'Europe que pour les États-Unis* », a-t-il précisé.

[Source](#)

## **Editorial: le progrès est civilisateur et dévalorisateur; il impose un nouveau Pacte Social.**

**Bruno Bertez 29 octobre 2019**

L'évolution du monde est une fatalité que nous ne contrôlons pas. En grande partie, elle vient du bas.

Elle s'origine dans de multiples modifications qui nous échappent car produites par le Système et sa combinatoire: modifications scientifiques, techniques, culturelles, sociales, sociétales, artistiques, morales etc .

La récupération de l'évolution et sa courbure, à son profit par une hyperclasse, elle, n'est pas une fatalité: la mondialisation et l'ouverture peuvent être autre chose/auraient pu être autre chose que la projection de l'agenda des élites financiarisées.

Il faut distinguer d'un côté le mouvement spontané du monde et de l'autre, la courbure, la torsion que les élites imposent aux évolutions spontanées afin d'en tirer profit.

La tendance à la constitution d'un seul monde, ouvert, n'a aucune bonne raison d'être imposée, guidée, pilotée par la classe financière et ses alliés.

C'est en raison de la constitution d'un rapport de forces opaque, souterrain, son-su en sa faveur que la finance a pris le contrôle de l'évolution du monde. Elle a imposé ses règles telles que la libre circulation des capitaux, l'optimisation folle du profit, le crony capitalisme de connivence, la perversion de la monnaie, la mise en concurrence forcée des travailleurs du monde entier, la dictature des marchés financiers autonomisés et libérés de la Valeur, la destruction des identités et des structures nationales et familiales etc.

Dans ce mouvement dont une partie est nécessaire, fatale et une autre partie volontaire, arbitraire, choisie et imposée, beaucoup de choses doivent se réaménager et en particulier ce qui est la base de toute société: la Valeur.

La Valeur au sens large s'entend: valeurs sociales, valeurs individuelles, valeurs des choses, jusqu'à la valeur de ce qui sert à mesurer ... la valeur; l'argent.

Le réaménagement touche tout de proche en proche, de crise en crise, de déséquilibres en déséquilibres, de conflits en conflits. Dans un système tout est solidaire, articulé, relié, organiquement. On ne peut toucher une pièce de cette sorte de puzzle vivant et espérer que tout le reste est stable, inchangé, fixe.

Ainsi l'ouverture des frontières financières et commerciales modifie par le jeu de la concurrence la valeur de tout ce qui est produit dans un système; il y a un prix unique qui a tendance à s'imposer à tous les participants. Il y a tendance à l'égalisation, à l'unification, au nivellement. Vers le bas bien sur, en raison de l'avance séculaire de la productivité et des inégalités de développement, le développement inégal. .

Ce prix de marché étant surtout composé de travail, en moyenne à hauteur de 70%, ce prix s'impose comme limite, comme norme à la valeur du travail.

Dans le cadre des théories économiques dominantes, cela signifie que là où il est élevé le prix du travail, direct et indirect doit baisser sinon il se produit du chômage.

D'où l'argument des élites qui consiste à dire que la solution au problème de l'emploi c'est la baisse des salaires, la réduction des salaires indirects, de la protection sociale, des transferts de santé, des retraites et donc en somme la solution c'est la suppression des effets de cliquet; c'est la flexibilité.

Tout doit pouvoir s'ajuster aux valeurs mondiales véhiculées par la concurrence et mises en branle par la mondialisation des facteurs de production et des débouchés.

Vous n'avez pas voté pour la mondialisation. Il n'y a pas eu de débat, elle s'est imposée et on vous l'a progressivement imposée comme une nécessité tombée du ciel. S'il y avait eu débat, il serait apparu que la mondialisation a un coût social considérable dans le présent car elle implique des réaménagements douloureux.

Accepter l'avenir implique des sacrifices colossaux. C'est le sacrifice pour rester dans le coup, le coup de la Reine Rouge de Lewis Carrol qui nous dit magistralement cette vérité: « pour rester à la même place il faut courir de plus en plus vite ».

On ne le dit pas mais la mondialisation produit inéluctablement un bouleversement des valeurs qui, de proche en proche se transmet à tout le système et s'impose ensuite à toutes ses composantes.

La mondialisation détruit les valeurs anciennes, détruit les avantages acquis et les fonds de commerce.

Elle met du variable sur tout ce qui est fixe. Et si le système n'est pas assez souple et flexible, cette imposition de variable sur du fixe provoque des craquements c'est à dire des ruptures brutales et des crises.

La dévalorisation en continu est plus ou moins gérable, mais la dévalorisation brutale, en rupture, elle ne l'est pas. C'est ainsi que l'on comprend les crises sociales actuelles comme celle qui touche la France; la brutalité d'un Macron qui veut imposer les dévalorisations que Mitterrand, Chirac et Hollande n'ont pas eu le courage de transmettre, cette brutalité de Macron produit des craquements sociaux.

Je n'ai parlé que de la valeur du travail vivant; c'est ce qui vient tout de suite à l'esprit car nos systèmes sont dissymétriques et borgnes, ils font comme si le travail mort n'existait pas! Il est maintenu dans l'ombre afin de conserver son pouvoir de dictature: pour dominer restons cachés. Faisons comme si tout cela tombait du ciel, comme si le capital était d'origine divine et qu'il donnait un droit à prélever, un droit inscrit dans les cieux du « Il » de « Il faut ».

Je parle donc du capital qui est dans sa forme productive disons pour simplifier du travail mort cristallisé. Le capital c'est de la valeur ancienne accumulée, stockée au fil du temps. et cette valeur c'est toujours du travail ancien cristallisé sous forme de rapport social qui donne droit à prélever une partie des richesses produites.

Dans un régime qui serait équilibré, équitable, avec des rapports de forces équilibrés, le besoin de dévalorisation du travail vivant serait indissociable du besoin de dévalorisation du travail mort.

Si on a construit une usine pour 100 millions avec les méthodes et outils anciens et que l'avancée du progrès permet de la construire pour 50 millions, alors l'usine ancienne ne vaut plus que 50 millions et son pouvoir de prélèvement capitaliste doit être divisé par deux. Voire supprimé. La dévalorisation est contagieuse au capital ancien. Notons que pour s'opposer à la baisse de ses profits le capitaliste va comme il le fait en ce moment en France et dans beaucoup de pays, essayer de baisser les salaires de ses travailleurs...il va hausser le taux d'exploitation. Au besoin il importera des immigrés.

Il n'y a aucune raison pour que ce qui a été produit « avant » conserve sa valeur « après » alors que le progrès dévalorise tout.

Si on produit un hôtel avec 10 millions alors qu'avant on le produisait avec 15 eh bien le capital, la contre-valeur du capital que représente cet hôtel doit s'ajuster; il doit être déprécié. Sa valeur en tant que capital, en tant que droit à prélever son profit doit être rabotée. C'est l'équilibre disons normal dans un système fluide, non croulé non protégé par les politiciens et les banques centrales.

Ce n'est pas ce qui se produit car au lieu de fermer, cet hôtel qui doit être dévalorisé; le gouvernement et les banques centrales le maintiennent en vie soit par la fiscalité, soit par le crédit gratuit. Ils lui donnent des béquilles. Ils offrent des CICE, ils offrent du crédit qui le maintient en exploitation en tant que zombie. Ainsi ils entretiennent un surcroît d'offre hôtelière qui fait chuter les prix des nuitées, qui oblige à brader les tarifs et qui conduit/oblige à la surexploitation de la main d'œuvre.

La mise au niveau mondial de la valeur du travail vivant doit se communiquer, se transmettre à la valeur du capital ancien stocké sous forme de capital et de fonds de commerce ET les détenteurs de capital doivent souffrir autant que les salariés. Ils doivent s'appauvrir.

C'est exactement le contraire qui se produit car les gouvernements et les banques centrales réunis mènent une politique monétaire non conventionnelle dont le but et la conséquence sont ... de faire l'inverse; c'est à dire d'enrichir le capital ancien.

La politique monétaire revalorise en continu le capital ancien comme le prouve la hausse des bourses, lieux où se constatent les prix du capital anciens.

Les zozos font le contraire de ce qui doit économiquement et équitablement être fait: ils enrichissent les détenteurs du capital ancien et leur évitent la dévalorisation que le progrès devrait leur imposer. Les gouvernements et les banques centrales évitent au capital ancien les dévalorisations qu'ils imposent aux salariés! Eux ne supportent aucun sacrifice, au contraire !

Ah les braves gens!

Vous vous étonnez du populisme? Vous vous étonnez de la dislocation de nos sociétés? vous vous étonnez de la montée du racisme, du rejet de ceux qui font baisser le prix et la valeur du travail? Vous vous étonnez de la haine de Macron qui cyniquement aggrave la dissymétrie de traitement entre le capital et le travail?

Le peuple, pas seulement en France a conscience des effets des politiques dissymétriques suivies même si il ne les comprend pas. Il en souffre dans sa vie et dans sa chair. Le peuple voit que Bernard Arnault jongle avec les dizaines de milliards et se paie ou essaie de se payer Tiffany alors que les hôpitaux ferment, que les transports sont à l'arrêt et que les fonctionnaires de la milice policière matraquent les gilets jaunes .

Je soutiens que dans un monde où le réaménagement des valeurs est une nécessité, une fatalité à laquelle on ne peut échapper, tout doit devenir fluide, flexible, dégradable, dévalorisable, adaptable; tout ce qui est vivant, ce qui est accumulé, ce qui est cristallisé.

Rien ne doit être privilégié, demeurer fixe, rigide, tout doit devenir souple pour tenir compte à la fois de ce qui se fait ailleurs géographiquement et aussi ailleurs dans le temps.

Tout doit être touché par l'aile civilisatrice/ dévalorisatrice du Progrès.

Pas de privilège.

Le capital doit se déprécier car le travail cristallisé qu'il contient devient périmé, car il est soumis à la concurrence du nouveau capital.

Le capital totalement inefficace doit être euthanasié et il doit disparaître en tant que capital c'est à dire en tant que droit à prélever sur la richesse actuelle.

Rien n'empêche que le capital dépassé, périmé, subsiste en tant qu'outil de production non capitaliste, mutualisé ou personnel si tout en ne faisant pas de profit il ne parasite pas le profit d'ensemble. Il faut accepter que des formes précapitalistes ou non capitalistes subsistent voire se développent.

D'où la nécessité d'un nouveau Pacte Social Politique qui reconnaît l'iniquité actuelle et impose les mêmes sacrifices à tous, sans exception.

Politiquement qu'est-ce que cela implique?

Cela implique que le gouvernement progressiste, celui qui veut s'inscrire dans la modernité doit d'une part essayer de trouver le rythme de modernisation et d'ouverture optimum pour la société qu'il gouverne et ensuite qu'il doit veiller à ce que tous subissent la loi de la dévalorisation de l'ancien au même titre; que rien ou personne ne soit protégé.

Il n'y a aucune raison acceptable pour que seuls certains, **au front**, soient exposés aux conséquences de la modernisation et que d'autres au contraire, **planqués à l'arrière**, en tirent les marrons du feu.

Or c'est ce qui se produit. Les pouvoirs politiques étant détenus par l'hyperclasse, ils font en sorte que par la fiscalité, par la politique monétaire, par l'argent gratuit donné aux riches, par les lois, par la répression violente, ils font en sorte que tout l'ajustement repose sur les plus faibles, sur les travailleurs. Et que rien ne pèse sur le capital et les assimilés du capital, les fonctionnaires et autres connivents.

## Mensonges du déficit budgétaire : Quel est le déficit réel ?

par Mish, octobre 2019

Le Bureau de la gestion et du budget a annoncé un déficit budgétaire de 984 milliards de dollars pour 2019. Qu'est-ce que c'est vraiment ?

### Débat sur le déficit budgétaire



**Mike "Mish" Shedlock**  
@MishGEA



No it's not.

Debt will go up by more than \$1T

Unfunded liabilities like SS add to the debt but supposedly to the deficit until realized. [twitter.com/TheGOATBAGA/st...](https://twitter.com/TheGOATBAGA/status...)

**The Goat** @TheGOATBAGA

Less than a trillion 🌞🌞 [twitter.com/cnbcnow/status...](https://twitter.com/cnbcnow/status...)

♡ 6 3:38 PM - Oct 25, 2019



J'ai couvert ce débat en détail tout à l'heure, mais commençons par des absurdités absurdes.

L'atout du remboursement de la dette



C'est vraiment ce que pense Fantasyland. En fait, c'est tellement grotesque qu'on peut se demander si c'est un mensonge délibéré. Encore une fois, nous parlons de Trump, alors peut-être qu'il y croit.

### **Écart entre le déficit et l'augmentation de la dette**

Cette blague terminée, examinons l'écart entre l'augmentation de la dette et le déficit allégué dans mon article du 19 mars 2019 :

### **Le déficit budgétaire américain projeté est en quatre images**

Les données pour ces graphiques proviennent de la dette publique américaine, et non d'un site Web officiel du gouvernement.

### **Projections vs Réalité**

Dans presque tous les cas, l'augmentation de la dette publique est nettement supérieure aux déficits prévus. Pourquoi ?

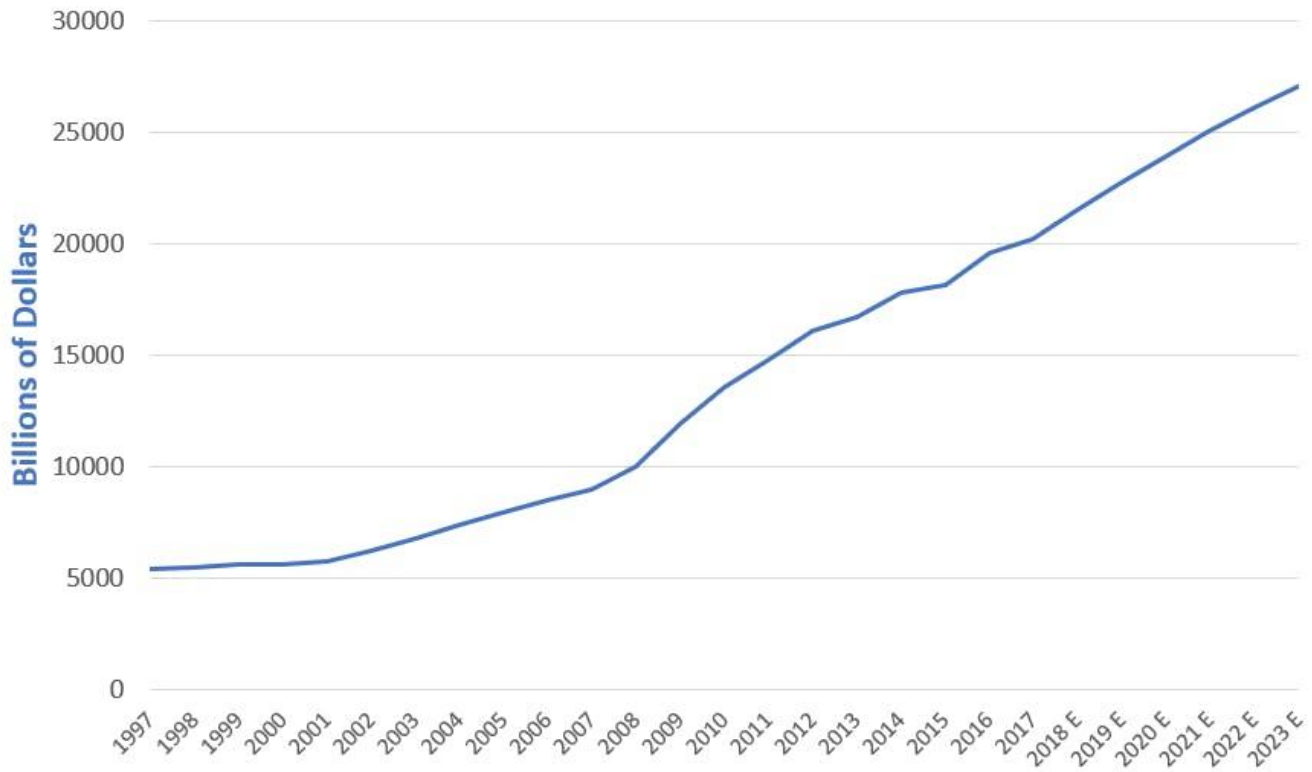
Parce que le déficit projeté n'inclut pas la totalité du montant dû à la Caisse de sécurité sociale. Ce montant n'est pas inscrit au budget. Mais lorsque l'année civile se termine, la différence apparaît comme par magie dans le bilan en tant que dette réelle.

### **Dette réelle et dette projetée**

# Gross Public Debt Actual Through 2017

## Estimates 2018-2023

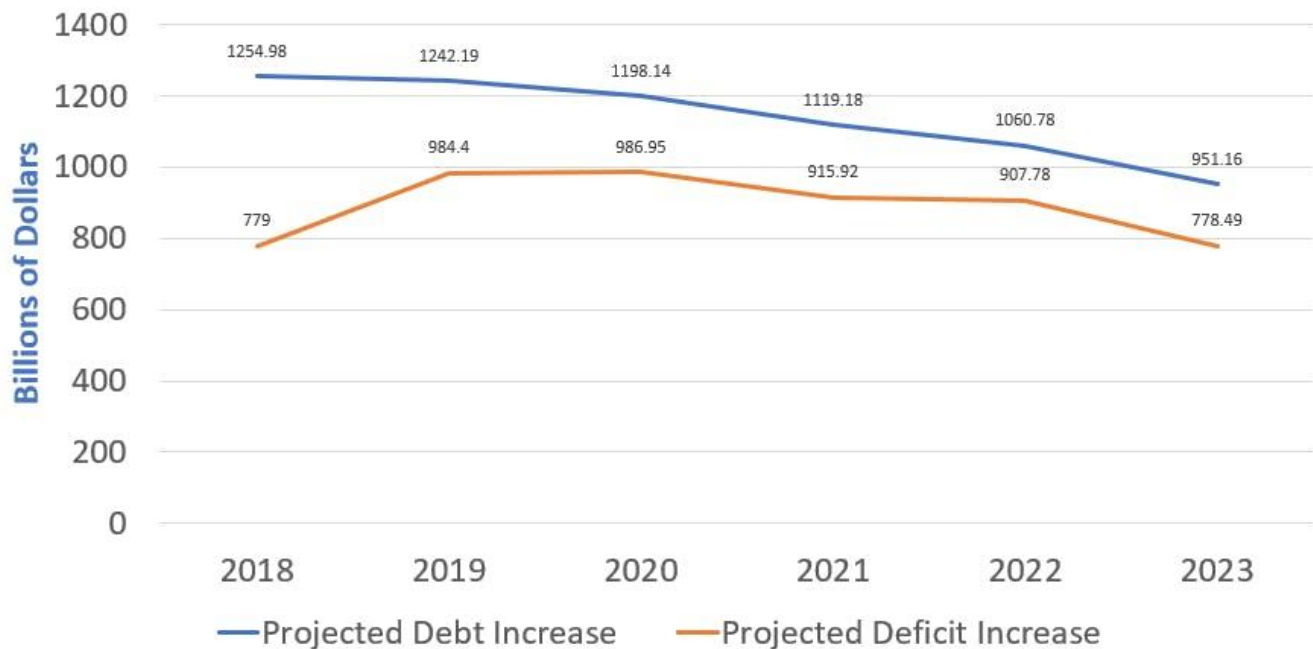
Billions of Dollars



**Déficits projetés par rapport aux augmentations prévues de la dette**

## Projected Deficits vs Projected Increase in Debt

Billions of Dollars



MishTalk

C'est là que le mensonge rencontre la réalité. Faisons le total.

**Déficits projetés par rapport aux augmentations prévues du total de la dette jusqu'en 2023**

## Projected Debt Increase vs Projected Debt Increase

Billions of Dollars

Year	Projected Debt Increase	Projected Deficit Increase	Difference
2018	1254.98	779	475.98
2019	1242.19	984.4	257.79
2020	1198.14	986.95	211.19
2021	1119.18	915.92	203.26
2022	1060.78	907.78	153
2023	951.16	778.49	172.67
<b>Total</b>	<b>6826.43</b>	<b>5352.54</b>	<b>1473.89</b>

MishTalk

L'augmentation totale prévue de la dette pour 2018-2023 est de 6,826 billions de dollars.

L'augmentation totale prévue du déficit pour 2018-2023 est de 5,352 billions de dollars.

## Escroquerie au déficit

Exclure la sécurité sociale du déficit est une arnaque comptable.

Le déficit cumulé pour les années 2018-2023 est de 1 473 milliards de dollars.

## Attendez-vous à bien pire

L'histoire est encore pire. Ces chiffres supposent qu'il n'y aura pas de récession jusqu'en 2023.

Mike "Mish" Shedlock



## "C'est l'économie, imbécile !"

Jim Rickards 21 octobre 2019



La guerre commerciale fait payer un lourd tribut à la Chine. La croissance chinoise s'est ralentie pour s'établir à 6 % au troisième trimestre, soit plus lentement que prévu et le taux de croissance le plus faible depuis 1992.

Cette croissance de 6 % représente une forte baisse par rapport à la croissance de 6,8 % enregistrée par la Chine au premier trimestre de 2018. La croissance de la Chine dépasse encore de loin celle des économies développées, mais elle est particulièrement faible par rapport aux performances passées de la Chine et par rapport aux attentes.

La Chine est la deuxième économie mondiale (après les États-Unis) et produit plus de 16 % de la production mondiale. Une baisse de 0,5 % de la production chinoise ralentit la croissance mondiale de 0,08 %, ce qui est non négligeable si l'on considère que la croissance mondiale ne devrait être que de 3 % en 2019, selon le FMI.

Plus important encore, les chiffres de la croissance de la Chine sont presque certainement surestimés.

Environ 45% du PIB chinois est "investissement" (contre environ 25% pour une économie développée), mais 50% de cet investissement est gaspillé dans des projets d'éléphants blancs et des villes fantômes qui ne seront pas rentables. Si l'on soustrait ces investissements gaspillés du PIB, le taux de croissance réel de la Chine serait

de 5,8 %.

D'autres ajustements au titre des créances irrécouvrables négligées et du "lissage" des chiffres officiels permettraient de ramener la croissance réelle de la Chine à 4 %, voire moins.

L'économie chinoise est un château de cartes et même les chiffres du gouvernement commencent à montrer que c'est vrai. Les vrais chiffres sont pires. Le meilleur scénario pour la Chine est une récession possible et le pire scénario est une véritable panique financière.

La Chine est en train de perdre les guerres commerciales, de perdre les guerres de relations publiques et de commencer à montrer des fissures dans les fondations. Ce sont toutes de bonnes raisons pour les investisseurs de se tenir à l'écart.

Les nouvelles pourraient être mauvaises pour la Chine. Mais c'est bon pour le Président Trump, malgré la dernière mise en accusation, nothingburger.

L'économie sera le facteur décisif des élections de l'an prochain.

Le centre de crise de la campagne électorale de Bill Clinton de 1992 disait : "C'est l'économie, idiot."

Il s'agissait de rappeler constamment au personnel de campagne qu'il devait se concentrer presque exclusivement sur la performance économique des États-Unis dans ses efforts.

Mme Clinton était venue de nulle part pour devenir candidate démocrate et contester la candidature de George H. W. Bush, qui se présentait à la réélection. L'approbation de Bush en 1991 était de plus de 90% après qu'il ait mené avec succès la campagne visant à évincer Saddam Hussein du Koweït.

Il semblait imbattable pour une réélection en 1992, ce qui est une des raisons pour lesquelles si peu de démocrates se sont lancés dans la course. Pourtant, Bush avait un talon d'Achille, c'est-à-dire l'économie.

Les États-Unis ont connu une récession assez modérée de juillet 1990 à mars 1991. La reprise a été faible et la plupart des Américains croyaient que nous étions encore en récession en 1992, même si la récession était déjà techniquement terminée. L'emploi est un indicateur tardif et de nombreux travailleurs qui ont été mis à pied en 1991 n'étaient toujours pas retournés au travail en 1992.

Le stratège de Mme Clinton, James Carville, a compris que l'emploi était plus important que les triomphes de la politique étrangère. Il a exhorté Mme Clinton à se lancer dans l'économie, et Mme Clinton a gagné.

En fait, les présidents qui se présentent pour un deuxième mandat sont presque toujours réélus, à moins qu'il n'y ait une récession tard dans le premier mandat. C'est ce qui a coûté à Bush et Jimmy Carter leurs réélections.

Sinon, tout se passe bien pour les victoires en deuxième période. La bonne nouvelle pour Trump, c'est qu'il s'inscrit dans la lignée des présidents en voie de réélection.

Une nouvelle projection de Moody's montre Trump remportant jusqu'à 351 votes électoraux (seulement 270 votes électoraux sont nécessaires pour être président). L'analyse de Moody's est fondée sur les conditions économiques d'un État à l'autre et sur les habitudes de vote historiques, et non sur les sondages.

Trump devrait gagner tous les états swing (Pennsylvanie, Ohio, Floride, Michigan, Wisconsin, Ohio) et gagner de nouveaux états gagnés par Hillary Clinton en 2016 (Minnesota, New Hampshire, Virginia). Cela ressemble à une victoire historique pour Trump - tant qu'il évite une récession.

Ci-dessous, je vous montre comment les politiques tarifaires de Trump ont simplement ressuscité une vieille tradition américaine qui a bien servi le pays pendant près de 200 ans. Lisez ce qui suit.

## **Le « coup d'Etat » de Mario Draghi**

rédigé par Bruno Bertez 29 octobre 2019

*C'est l'heure du bilan pour Mario Draghi, et les langues commencent à se dénouer alors même qu'il n'est pas encore tout à fait parti de la BCE...*

Quand on demande à Mario Draghi s'il attend des gouvernements disposant d'une marge de manœuvre budgétaire une action rapide et efficace, il répond que l'efficacité dépend du fait que la relance budgétaire se répercute des pays qui peuvent l'appliquer aux pays qui en ont besoin. Il estime que les politiques budgétaires nationales n'ont que des effets d'entraînement limités au-delà des frontières.

*« A long terme, l'effet de contagion dépendra des progrès réalisés dans la mise en place d'une capacité fiscale centrale pour la Zone euro, dotée d'une réelle capacité de stabilisation de l'économie au cours du cycle économique. »*

A son tour, cela nécessitera des changements dans la gouvernance des institutions créées pour remplir cette fonction fiscale centrale.

Au niveau national, le frein à l'endettement allemand est un exemple de problème de gouvernance susceptible de faire obstacle. Et de s'envenimer.

Une simple vision de bon sens conduit à penser que non seulement Draghi n'a rien résolu, rien sauvé, mais qu'au moment de son départ, il laisse ouvert un véritable champ de bataille semé de mines. C'est comme si, en partant, il disait : « Tout reste à faire, maintenant allez-y, battez-vous ! »

### **Des commentaires pas forcément favorables**

Déjà, alors qu'il n'est pas encore parti, les langues se dénouent. Ceux qui s'étaient tus pendant son mandat commencent à commenter son œuvre. Ils n'hésitent pas à dire ce que je dis depuis le premier jour : Draghi a opéré un coup d'Etat.

Son action n'a pas été dans l'intérêt général ; cela a été une action partisane pour sauver de l'insolvabilité les pays du Club Med, et singulièrement l'Italie.

Ceci, les pays du nord ont osé le dire et l'écrire dès la semaine dernière ! Draghi n'a pas conduit une politique monétaire : il a fait du financement budgétaire au profit des pays déficitaires, maintenant et entretenant ainsi les déséquilibres. Il n'a rien résolu, rien sauvé, il a reporté.

Draghi a refusé tout débat, aussi bien avec ses pairs qu'avec les économistes, il s'est comporté en autocrate. Ceci se comprend car s'il avait accepté le débat, ses faiblesses seraient apparues. Il a bénéficié de la duplicité de la chancelière allemande, Angela Merkel, qui tenait un discours d'orthodoxie monétaire à l'intérieur mais qui, en sous-main, encourageait les dérives et permettait à Draghi de violer toutes les règles des traités, mais aussi celles de l'orthodoxie et celles du simple bon sens.

### **Un tissu d'âneries**

Voici la question d'un journaliste audacieux lors de la conférence de presse tenue jeudi par Draghi :

*« Une récente étude de la Bank of America révèle que l'impuissance et l'inefficacité des banques centrales, y compris celle de la BCE, inquiètent les observateurs ; cette impuissance constitue le deuxième risque perçu par les investisseurs. Ma question est la suivante : pensez-vous que ces préoccupations des investisseurs sont justifiées ? En d'autres termes, y a-t-il un risque de bulles financières ? »*

Réponse de M. Draghi :

*« [...] Vous avez demandé si les politiques monétaires expansionnistes des banques centrales constituaient le deuxième risque en importance. Je peux répondre pour la Zone euro ; c'est une question que nous nous posons tous les jours, plusieurs fois par jour, et je le dis parce que nous surveillons de très près l'évolution des marchés. Nous voyons certains segments des marchés financiers où les évaluations sont gonflées. C'est le cas de l'immobilier, par exemple, et surtout de l'immobilier commercial de premier choix. Or les causes de ces évaluations surestimées ne mènent souvent pas directement à nos politiques monétaires. Pour l'immobilier commercial de premier ordre, c'est l'action des investisseurs internationaux qui pousse les prix... Nous pouvons avoir d'autres segments à surveiller, mais franchement, nous ne voyons pas de bulles.*

*Lorsque nous voyons des bulles, ce sont des bulles localisées comme par exemple, certains segments du marché obligataire, le marché des obligations à effet de levier à rendement élevé – qui, soit dit en passant, n'est pas un gros problème en Europe. C'est plutôt un gros problème dans un autre pays...*

*L'autre problème important est celui de la recherche de rendement qui pousse les cours des actifs financiers. Une grande partie de cette recherche de rendement se produit dans le secteur non-bancaire et plus spécifiquement dans le système bancaire parallèle. Malheureusement, le périmètre des politiques macroprudentielles n'inclut pas ce secteur. Nous avons une certaine visibilité, plutôt bonne, sur ce qui se passe dans le secteur bancaire... Mais nous n'avons pas beaucoup de visibilité sur le reste du secteur financier. Je parle pour les non-banques, pour le secteur bancaire parallèle. »*

Comment peut-on sortir pareil tissus d'âneries devant une audience internationale, pour une prestation historique, une prestation censée rester dans l'Histoire ?

## **Des réponses effarantes**

Comment affirmer que les prix de l'immobilier sont surévalués – tout en niant que ce soit directement la conséquence des politiques monétaires avec les taux quasi-zéro et l'absence de rendement offerts par les placements normaux ? Comment oser répondre que c'est de la faute des investisseurs internationaux !

Qui baisse les taux, qui les met à zéro ?

Quant à la réponse sur les risques financiers, elle est proprement effarante. Draghi reconnaît que les risques sont importants, mais qu'ils ne concernent pas trop le secteur bancaire traditionnel. Ouf !

Cependant, aussitôt, il reconnaît que les risques importants sont logés dans le secteur bancaire parallèle, le « *shadow banking system* », lequel est opaque et, comme il le dit, malheureusement non réglementé.

Les bras m'en tombent.

La quête de rendement a produit une situation financière explosive, catastrophique. C'est au point que l'on ne peut plus remonter les taux et que l'on doit encore, ces derniers jours, injecter des centaines de milliards...

... Et ce zozo nous dit : « Je n'y peux rien, ce secteur parallèle n'a pas de visibilité et n'est pas régulé » !

Un jour on lynchera Draghi, au moins symboliquement.

## **Réjouissez-vous : ça pourrait toujours être pire !**

rédigé par Bill Bonner 29 octobre 2019

*Vive « l'espace budgétaire » ! Il permet toutes les largesses électorales – quel que soit le parti aux commandes. Dommage qu'il ne vienne pas sans effets secondaires...*



Selon Yahoo Finance :

*« Elizabeth Warren a des plans pour tout – et certains sont chers. Alors que Warren se détache dans la course à la présidentielle côté démocrate, Yahoo Finance a calculé le coût de ses plans.*

*Dans son ensemble, le programme de la sénatrice du Massachusetts exigerait 4 200 Mds\$ par an de nouvelles dépenses fédérales, et une quantité équivalente de nouveaux impôts, si elle payait tout sans émettre de nouvelle dette. Le gouvernement fédéral dépense actuellement quelque 4 400 Mds\$ par an, de sorte que les plans de Warren doubleraient quasiment les dépenses fédérales. »*

Comment Mme Warren paierait-elle toutes ces nouvelles dépenses ? Pour l'instant, elle a proposé un nouvel impôt sur la fortune... et une surtaxe de 7% sur les revenus des entreprises dépassant les 100 M\$.

Evidemment, même si elle devenait présidente des Etats-Unis, Mme Warren ne pourrait pas décréter unilatéralement que tous ses fabuleux plans font désormais loi. Même si elle le pouvait, elle réaliserait rapidement qu'il lui faut un nouveau plan pour gérer les dommages économiques causés par les anciens plans.

Tout de même, durant une présidence Warren, les déficits et la dette augmenteraient quasi-certainement. Ses conseillers lui affirment qu'elle a « l'espace budgétaire » nécessaire pour augmenter les dépenses ; elle tenterait sans le moindre doute sa chance.

Inutile de nous acharner sur la sénatrice. Donald Trump s'est déjà engouffré dans « l'espace budgétaire » – augmentant les dépenses et la dette plus rapidement que tout autre président ces 50 dernières années.

Lorsque la prochaine crise arrivera, lui et Mme Warren feront la même chose. Suivant [les conseils de Prix Nobel](#) et de charlatans, ils empliront complètement l'espace et se répandront même sur le trottoir.

## L'idiot du village

Tout de même, Mme Warren nous est utile... comme un idiot est utile à un village... pour remettre les choses en perspective. Aussi épouvantable que soient les choses... elles pourraient être pires encore !

Tel est le genre de pensées qui se faufile dans notre cerveau en cette fin octobre. Les saisons ne s'arrêtent pas. A cette époque de l'année, avant de s'améliorer, elles empirent.

En Irlande, les températures ne dépassent plus les 10°C. De la pluie... des nuages... du brouillard... Les feuilles dorées tombent des arbres. La brume s'accroche à la rivière Blackwater comme un vieil homme s'attarde devant son thé du matin...

Nous maintenons une bonne flambée dans la cheminée, et la bouilloire est toujours prête. C'est une saison délicieuse, après tout. Mais bientôt, la météo empirera.

Les nouvelles financières apportent elles aussi de plus en plus de nuages. Selon Reuters :

*« Un déclin prononcé de la croissance économique mondiale reste plus probable qu'une reprise synchronisée, alors même que plusieurs banques centrales mettent en place des vagues d'assouplissement quantitatif, selon des économistes interrogés par Reuters ces dernières semaines. »*

*Si un répit dans les tensions commerciales croissantes entre la Chine et les Etats-Unis a fait remonter les actions proches de leurs sommets, 17 000 Mds\$ d'obligations – un chiffre record – ont des rendements négatifs, tandis qu'un signal essentiel de récession aux Etats-Unis reste au rouge.*

*La Chine croît à son rythme le plus lent en un quart de siècle. Le secteur manufacturier allemand s'est réduit pour le 10ème mois consécutif. Aux Etats-Unis, la croissance des investissements (le facteur qui crée la future prospérité) est désormais négative, après un bref boom suite à la baisse d'impôts.*

*[...] La construction commerciale [aux Etats-Unis] est 20% inférieure à son sommet de février 2018. La production industrielle, qui augmentait de 4% en 2018, stagne désormais ; le taux de croissance est de zéro. »*

## Des foules en colère

Qui s'en soucie ?

Aux Etats-Unis, le processus d'enquête pour destitution continue de dominer l'actualité. En Europe, c'est le Brexit qui fait les gros titres. Pour autant que nous puissions en juger, ce sont principalement des distractions.

Mais qui distraient de quoi ?

Il est très probable que la vie et les moyens de subsistance de la personne moyenne ne seront guère affectés – que ce soit par le Brexit ou par un *impeachment* de Donald Trump.

Alimentation, vêtements, transport, logement, emploi, mariage, amitiés... Aucune des choses qui comptent vraiment ne changera beaucoup.

Maintenant, supposez que vous perdiez votre emploi ? Ou que la valeur de vos actions – actions, obligations, immobilier – soit divisée par deux ?

Supposez que votre argent en liquide – si vous pouvez en obtenir – perd sa valeur au rythme de 50%... que le taux d'intérêt pour votre crédit immobilier est de 40%... et que la valeur de vos allocations retraite baisse plus rapidement que les ajustements à l'indice d'inflation des prix à la consommation...

... Que l'armée soit intervenue dans les grandes villes... tandis que des foules en colère attaquent les banques... les boutiques de luxe... et les maisons des riches...

## **Idiots et incompetents**

Peu importe qui sera président des Etats-Unis à ce moment-là. Après tout, la Maison Blanche a déjà connu quantité d'idiots et d'incompétents ; la société civile américaine a perduré, apparemment sans dommages.

La Grande-Bretagne était un endroit raisonnablement agréable avant de rejoindre l'Union européenne... et elle s'en tirera probablement une fois qu'elle l'aura quittée.

Tout de même, de temps en temps, les êtres humains peuvent faire un beau gâchis. Il suffit de fausse monnaie... de fausses connaissances... de faux plans... de fausses guerres... et de sottises mondiales synchronisées.

Voici notre conseil du jour, cher lecteur : nettoyez la cheminée, accumulez du bois, achetez de l'or.